

# Pays de Montbéliard Agglomération

## Rapport sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement **2022**



Document visé par l'article L. 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales



## TABLE DES MATIERES

I.	Préambule.....	5
1.	Contexte .....	5
2.	Evolution des compétences de PMA.....	6
3.	Le RPQS.....	6
II.	Présentation générale de la compétence eau & assainissement.....	7
A.	Définition .....	7
B.	Gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.....	7
C.	Les modes de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.....	8
1.	Les missions confiées aux délégataires .....	9
2.	Les rôles de la Collectivité .....	9
D.	Organigramme de la compétence eau et assainissement .....	12
E.	L'eau participative.....	12
III.	Le service public d'eau potable .....	14
A.	Les caractéristiques techniques du service.....	14
1.	Les ressources en eau potable .....	14
2.	La distribution de l'eau potable.....	18
3.	La défense incendie .....	28
B.	Les investissements .....	31
1.	Les opérations d'investissements réalisées en 2022.....	31
2.	Taux de renouvellement des réseaux 2022.....	33
3.	La programmation et les travaux en projets pour 2023.....	33
IV.	Le service public de l'assainissement collectif .....	38
A.	Les caractéristiques techniques du service.....	39
1.	Les systèmes d'assainissement .....	39
2.	Les branchements.....	41
3.	La collecte.....	45
4.	L'épuration .....	50
5.	Les boues et autres sous-produits.....	57
6.	Synthèse 2022 .....	58
B.	Les investissements .....	60
1.	Les opérations d'investissements réalisées en 2022.....	60
2.	Taux de renouvellement des réseaux 2022.....	62
3.	La programmation et les travaux en projets pour 2023.....	62
4.	Les évolutions règlementaires et leurs impacts sur les investissements.....	64
V.	Le service public d'assainissement non collectif .....	66
A.	Caractérisation technique du service .....	66



1.	Présentation du territoire desservi .....	66
2.	Compétences liées au service.....	67
3.	Mode de gestion du service .....	67
4.	Estimation de la population desservie (D301.0) .....	67
5.	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0) .....	69
6.	Bilan des contrôles 2022 .....	69
B.	Tarification de l'assainissement et recettes .....	70
1.	Modalités de tarification .....	70
2.	Recettes .....	71
C.	Indicateurs de performances .....	71
1.	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3) .....	71
D.	Perspectives .....	72
VI.	Autres actions de la Collectivité en relation avec l'exercice des compétences eau & assainissement 73	
A.	Les actions de communication et de sensibilisation.....	73
1.	La sensibilisation des scolaires .....	73
2.	La sensibilisation du grand public.....	73
B.	Autres missions .....	74
1.	Avis sur les documents d'urbanisme .....	74
2.	Plan local d'urbanisme .....	74
3.	Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).....	74
4.	Gestion des eaux pluviales .....	75
VII.	Les aspects financiers .....	76
A.	La tarification et la facture.....	76
1.	La constitution du prix de l'eau .....	76
2.	Evolution de la facture 120 m <sup>3</sup> et du prix de l'eau au 1 <sup>er</sup> janvier 2023 .....	77
B.	Les budgets annexes.....	81
1.	Les budgets annexes du service de l'eau – exercice 2022 .....	81
2.	Le budget annexe du service de l'assainissement – exercice 2022.....	81
3.	Apports du budget général – exercice 2022.....	83
VIII.	Annexes .....	84
A.	Les indicateurs des services d'eau potable .....	85
B.	Les indicateurs des services d'assainissement collectif .....	86
C.	Captages.....	87
D.	Systèmes d'assainissement .....	90
E.	Les indicateurs de performance Collectivité .....	93
1.	Eau potable.....	93

2.	Assainissement .....	93
F.	Avancement global des PPI.....	94
1.	VEOLIA 2015-2022 .....	94
2.	SEPM 2020-2030.....	95
G.	Synthèse ARS sur la qualité de l'eau distribuée.....	96
1.	Secteur ex-PMA29 / Berche / Dampierre-sur-le-Doubs / Dung .....	96
2.	Secteur ex-CCVR .....	99
3.	Secteur Autechaux-Roide .....	100
4.	Secteur Beutal .....	101
5.	Secteur Bondeval.....	102
6.	Secteur Bourguignon .....	103
7.	Secteur Colombier-Fontaine.....	104
8.	Secteur Dambelin .....	106
9.	Secteur d'Ecot.....	108
10.	Secteur Etouvans .....	110
11.	Secteur Feule .....	111
12.	Secteur Goux-lès-Dambelin .....	112
13.	Secteur Longevelle-sur-Doubs.....	113
14.	Secteur Lougres .....	114
15.	Secteur Neuchâtel-Urtière.....	115
16.	Secteur Noirefontaine .....	116
17.	Secteur Pont-de-Roide-Vermondans.....	117
18.	Secteur Rémondans-Vaivre .....	118
19.	Secteur Saint-Maurice-Colombier .....	119
20.	Secteur Solemont .....	120
21.	Secteur Villars-sous-Dampjoux.....	121
22.	Secteur Villars-sous-Ecot .....	122
23.	Secteur SIE d'Abbévillers .....	123
24.	Secteur SIE de l'Abbaye des 3 Rois – Bretigney.....	124
H.	Notice aux maires 2023 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse .....	125

# I. PREAMBULE

## 1. Contexte

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, est créée une nouvelle communauté d'agglomération, Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), qui englobe :

- les 29 communes du secteur urbain historique, situées au nord-est, d'une population totale de 120 000 habitants,
- les 43 communes du secteur péri-urbain, situées à l'est et au sud, d'une population totale de 22 000 habitants.

Ce nouveau territoire de 72 communes, situé à la confluence du Doubs et l'Allan, est partagé entre des secteurs denses et industriels, dont le développement était basé sur l'usage de l'eau et sa force motrice, et des secteurs ruraux où prédominent les activités agropastorales et forestières.

La problématique de l'eau et de l'assainissement s'établit donc dans un contexte complexe et contrasté : entre un environnement fortement artificialisé et des milieux naturels sensibles, traversés par de multiples cours d'eau sujets aux sécheresses et aux inondations, d'importantes infrastructures de production d'eau potable et de traitement des eaux usées côtoient des unités de taille très réduite.



Principaux cours d'eau de PMA

## 2. Evolution des compétences de PMA

A la création de PMA, les compétences liées à l'eau potable et assainissement étaient exercées de manière territorialisés, selon l'organisation des intercommunalités précédentes. Au fil du temps, suivant les échéances réglementaires ou en vue d'homogénéiser les services rendus aux usagers, elles se sont déployées sur les 72 communes.

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, par modification statutaire de PMA, le service public d'assainissement non collectif (SPANC) exerce la compétence de contrôle des ouvrages d'assainissement non collectif sur l'ensemble de son territoire.

En application de la Loi NOTRE, PMA étend au 1<sup>er</sup> janvier 2020 l'exercice des compétences eau potable et assainissement à l'ensemble de son périmètre, de même que la compétence eaux pluviales urbaines, cette dernière étant rattachée au budget général.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2021, la compétence pour l'entretien, le contrôle et la rénovation des poteaux d'incendie et leur déplacement dans le cadre des travaux de voirie, en matière de défense extérieure contre l'incendie, rattachée au budget général, est élargie à l'ensemble des communes par modification statutaire de PMA.

## 3. Le RPQS

Le Rapport relatif au Prix et à la Qualité du Service public de l'eau potable (RPQS) doit être présenté conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales.

### **Article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales**

*Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.*

*Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.*

*Le maire y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.*

*Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13. [...]*

Afin de permettre les comparaisons d'une année sur l'autre et entre services similaires, des indicateurs de performance ont été définis. Il s'agit d'indicateurs permettant de suivre les différentes composantes du service et qui, pris dans leur ensemble, offrent une vision globale de ses performances :

- les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 18, dont 6 concernent les abonnés, 3 la gestion financière, 3 la qualité de l'eau et 6 les réseaux ;
- les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 19, dont 5 concernent les abonnés, 3 la gestion financière, 2 la collecte, 3 l'épuration, 2 les boues et 5 les réseaux.

Le détail des indicateurs est présenté en annexes.

## II. PRESENTATION GENERALE DE LA COMPETENCE EAU & ASSAINISSEMENT

### A. DEFINITION

Les services publics de l'eau et de l'assainissement sont des services publics industriels et commerciaux (SPIC).

Par rapport aux services administratifs (SPA), les SPIC se caractérisent par une relation marchande avec l'utilisateur. Ils ont comme objet une activité de vente, de production de bien ou de prestation de service, financée principalement par des redevances perçues sur les usagers du service. Toutefois, ces services engageant l'intérêt général, ils ne peuvent être commercialisés selon des voies ordinaires.

### B. GESTION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Initialement, la gestion des services publics d'eau et d'assainissement était dévolue aux Maires, mais elle était transférable à des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Ainsi, sur PMA, certaines communes exerçaient directement ces compétences, alors que d'autres les avaient transféré, pour tout ou partie, à l'échelon intercommunal ou à un syndicat.

#### ***Historique des compétences eau et assainissement : du DUPM à PMA***

La compétence assainissement collectif :

- Arrêté préfectoral en date du 18 novembre 1958 : création d'un syndicat intercommunal du Pays de Montbéliard ayant entre autre pour compétence la création et la gestion du réseau d'assainissement intercommunal ;
- Arrêté préfectoral en date du 1er juillet 1959 : création du District Urbain du Pays de Montbéliard (DUPM) qui reprend à son propre compte les compétences du syndicat ;
- Arrêté préfectoral en date du 19 mai 1980 : le DUPM acquiert la compétence assainissement global (inter et intra communale).
- Décembre 2005 : PMA a acquis la compétence assainissement non collectif.

La compétence eau :

- Arrêté préfectoral en date du 29 novembre 1971 : le DUPM acquiert la compétence eau dans son ensemble.

Par arrêté préfectoral en date du 28 octobre 1999 la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard (CAPM) s'est substituée au DUPM et a repris à son compte la gestion desdits services.

Par arrêté préfectoral en date du 17 septembre 2016 est créée la nouvelle agglomération Pays de Montbéliard Agglomération (PMA).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les compétences eau potable et assainissement de PMA restent territorialisées, selon compétences exercées par les EPCI antérieures.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, PMA reprend l'exercice des compétences eau et assainissement sur l'ensemble de son territoire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les communautés d'agglomération exercent obligatoirement les compétences « eau », « assainissement » et « eaux pluviales urbaines », en application de la loi NOTRE du 7 août 2015. PMA est donc aujourd'hui l'unique autorité organisatrice de ces services.

## C. LES MODES DE GESTION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Les services publics de l'eau et de l'assainissement peuvent être exploités directement en régie par la Collectivité ou par délégation à un opérateur public ou privé.

La loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, a aussi permis aux communautés d'agglomération de déléguer ces compétences à une commune ou à un syndicat. A sa demande, le Syndicat des eaux d'Abbévillers (SIEA) a donc été maintenu, au moyen d'une convention de délégation établie par délibération du Conseil Communautaire du 19 novembre 2020.

Sur le reste du territoire, PMA a choisi d'exercer les compétences d'eau potable et d'assainissement en délégation de service public (DSP), par délibération du Conseil Communautaire du 12 décembre 2019. Par délibération du 30 janvier 2020, l'exploitation des services d'eau potable et d'assainissement a été confiée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020 à la Société des Eaux du Pays de Montbéliard (SEPM), société dédiée de VEOLIA. Le périmètre du nouveau contrat inclura les communes au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des contrats de DSP préexistants.

Par ce mode de gestion, nommé délégation de service public, une personne publique (l'Agglomération) confie à un concessionnaire (VEOLIA EAU) l'exploitation d'un service dont les ouvrages ont été construits par la collectivité organisatrice. Les risques du concessionnaire sont limités à l'exploitation des ouvrages et à la réalisation de travaux concessifs. Il se rémunère directement auprès de l'utilisateur.

En 2022, la gestion des services se décline comme suit :

- en eau potable :
  - les 29 communes de l'ex-CAPM sont gérées par VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> janvier 1993 qui arrive à échéance le 31 décembre 2022 ;
  - la commune de Brétigny, membre du Syndicat des Eaux de l'Abbaye des 3 Rois, est gérée par VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> janvier 2018 qui arrive à échéance le 31 décembre 2029 ;
  - les 10 communes membres du Syndicat des Eaux d'Abbévillers sont gérées en régie, selon la convention de délégation ;
  - les 32 communes restantes sont gérées par la SOCIETE DES EAUX DU PAYS DE MONTBELIARD, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> mars 2020 qui arrive à échéance le 28 février 2030 ;
- en assainissement collectif :
  - les 29 communes de l'ex-CAPM sont gérées par VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> janvier 1993 qui arrive à échéance le 31 décembre 2022 ;
  - les 9 communes de l'ex-CCVR sont gérées par VEOLIA EAU – COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> août 2013 qui arrive à échéance le 31 juillet 2022 ;
  - les 32 communes restantes, auxquelles s'ajoutent les 9 communes de l'ex-CCVR à compter du 1<sup>er</sup> août 2022, sont gérées par la SOCIETE DES EAUX DU PAYS DE MONTBELIARD, selon le contrat d'affermage du 1<sup>er</sup> mars 2020 qui arrive à échéance le 28 février 2030 ;

*Nota : Les communes de Dannemarie et Thulay ne sont pas concernées par l'assainissement collectif.*



Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'ensemble des 29 communes historiques de PMA sont intégrées au nouveau contrat de délégation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement géré par la SOCIETE DES EAUX DU PAYS DE MONTBELIARD.

## 1. Les missions confiées aux délégataires

VEOLIA EAU et la SEPM assurent au titre des compétences eau potable et assainissement :

- Le pompage, le traitement et la distribution de l'eau potable ;
- La collecte et le traitement des eaux usées ;
- La collecte des eaux pluviales ;
- La gestion de la clientèle ;
- L'entretien et le contrôle des poteaux et bouches d'incendie ;
- Le cas échéant, la réalisation des travaux concessifs au profit de PMA (Fonds Patrimonial, Primo-investissements).

En décembre 2014, les missions confiées au délégataire de la CAPM ont été élargies, VEOLIA EAU prenant à sa charge la réalisation de travaux de renouvellement patrimonial des réseaux d'eau et d'assainissement. Pour leur réalisation, VEOLIA EAU apporte une contribution financière à hauteur de 12,8 M€ HT sur la période 2015-2022.

Ce dispositif a été maintenu dans le cadre de la négociation du nouveau contrat, la SEPM prenant à sa charge la réalisation de travaux de renouvellement patrimonial des réseaux d'eau et d'assainissement à hauteur de 0,52 M€ HT/an sur la période 2020-2022 et de 2,6 M€ HT/an sur la période 2023-2030.

## 2. Les rôles de la Collectivité

### a) Définir les règles de fonctionnement des services

Bien qu'ayant déléguée l'exploitation de ses services publics de l'eau et de l'assainissement, la collectivité reste l'entité organisatrice. Ce sont donc les élus de la Communauté d'Agglomération qui définissent les règles de fonctionnement.

Suite au résultat des élections de 2020, l'organisation des commissions et leur constitution ont été modifiées.

Ces compétences sont aujourd'hui exercées sous le contrôle de la Commission n°3 présidée par M. Daniel GRANJON, 3<sup>ème</sup> Vice-président de PMA et dont les attributions sont les suivantes :

- Eau et Assainissement ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) ;
- Déchets (collecte et traitement, tri sélectif, valorisation des déchets, UIOM...) ;
- Défense incendie, Gestion des eaux pluviales ;
- Laboratoire.

Après avis de la Commission, les décisions sont prises à la majorité par le Conseil Communautaire, le Bureau ou l'Exécutif, selon les délégations propres au fonctionnement de la Communauté d'Agglomération.

Les membres de la Commission n°3 sont :

- Président de droit : Charles DEMOUGE
- Vice-Président délégué : Daniel GRANJON
- Conseiller délégué : Jacques DEMANGEON (GEMAPI)
- Autres membres communautaires ne bénéficiant pas d'une délégation de fonction dans la commission :

Céline	DURUPHTY	Audincourt
Sophie	RADREAU	Bavans
Marc	TIROLE	Dampierre-les-Bois
Philippe	LACROIX	Dung
Christian	PILEYRE	Echenans
Alain	SYLVANT	Ecot
Daniel	MORNARD	Goux-lès-Dambelin
Christian	METHOT	Meslières
Olivier	TRAVERSIER	Montbéliard
Gilles	BOURDOIS-RISSE	Neuchâtel-Urtière
Jacques	PELLICIOLI	Rémondans-Vaivre
Denis	TISSERAND	Seloncourt
Pascal	PAVILLARD	Semondans
Christian	HIRSCH	Villars-sous-Ecot

- Membres des Conseils Municipaux sans voix délibérantes :

Pascal	MARCHETTI	Abbévillers
Jean-Pierre	SCHWARTZ	Badevel
Daniel	GEIN	Blamont
Gérard	BERTHON	Grand-Charmont
Eric	TUETEY	Longeville-sur-Doubs
Evelyne	PERRIOT	Montbéliard
Jean-Claude	BOUGET	Pont de Roide-Vermondans
Denis	GROSCLAUDE	Sainte-Marie
Alexandre	STANKOVIC	Villars-sous-Dampjoux

#### b) Contrôler les délégués

Pays de Montbéliard Agglomération exerce un droit de regard et de contrôle sur l'exécution du service par le Délégué.

Pour ce faire la Collectivité a, par délibération en date du 22 juillet 2020, validé la composition de la commission de contrôle financier des délégations de ses services publics, dont le rôle est d'examiner les comptes détaillés des Délégués sur communication de tous les livres et documents nécessaires à la vérification de ceux-ci.

Cette commission, composée de 5 membres, s'est réunie pour installation et définition des modalités de fonctionnement le 19 octobre 2022 :

Titulaires	Suppléants
Pierre-Aimé GIRARDOT	Daniel GRANJON
Daniel BUCHWALDER	Laurence DEVAUX
Christophe DALONGEVILLE	Daniel MORNARD
Robert GRILLON	Christian METHOT
Eric LANCON	Martial BOURQUIN

De plus, et en appui au service Contrôle de l'exploitation, PMA a confié au groupement Artélia-EY une mission d'assistance pour le suivi et le contrôle des prestations de la SEPM de 2020 à 2023. Elle inclut l'assistance aux opérations de fin de contrat s'échelonnant sur la période, un bilan technique et financier annuel du nouveau contrat, l'appui à la négociation d'éventuels avenants.

#### c) Réaliser et financer les équipements et ouvrages nécessaires aux services

La collectivité étant propriétaire des ouvrages de production et de distribution d'eau potable, de collecte et de dépollution des eaux usées, elle en assure la réalisation des missions et le renouvellement des ouvrages exception faite des travaux expressément confiés au délégué :

- Au titre du fonds de renouvellement fonctionnel

Le fond de renouvellement fonctionnel correspond aux opérations de renouvellement programmé à la charge du délégué, telles que prévues dans les contrats de DSP. Elles concernent principalement le



renouvellement en eau et en assainissement des équipements électromécaniques et des branchements. Le programme de travaux est arrêté tous les ans en accord avec PMA.

En 2022, ce fonds est doté de 1,3 M€ HT pour le secteur urbain de VEOLIA et de 0,4 M€ pour le secteur périurbain la SEPM. Les sommes qui ne seraient pas dépensées seront restituées à PMA en fin de contrat.

- Au titre du fonds de renouvellement patrimonial et des primo-investissements

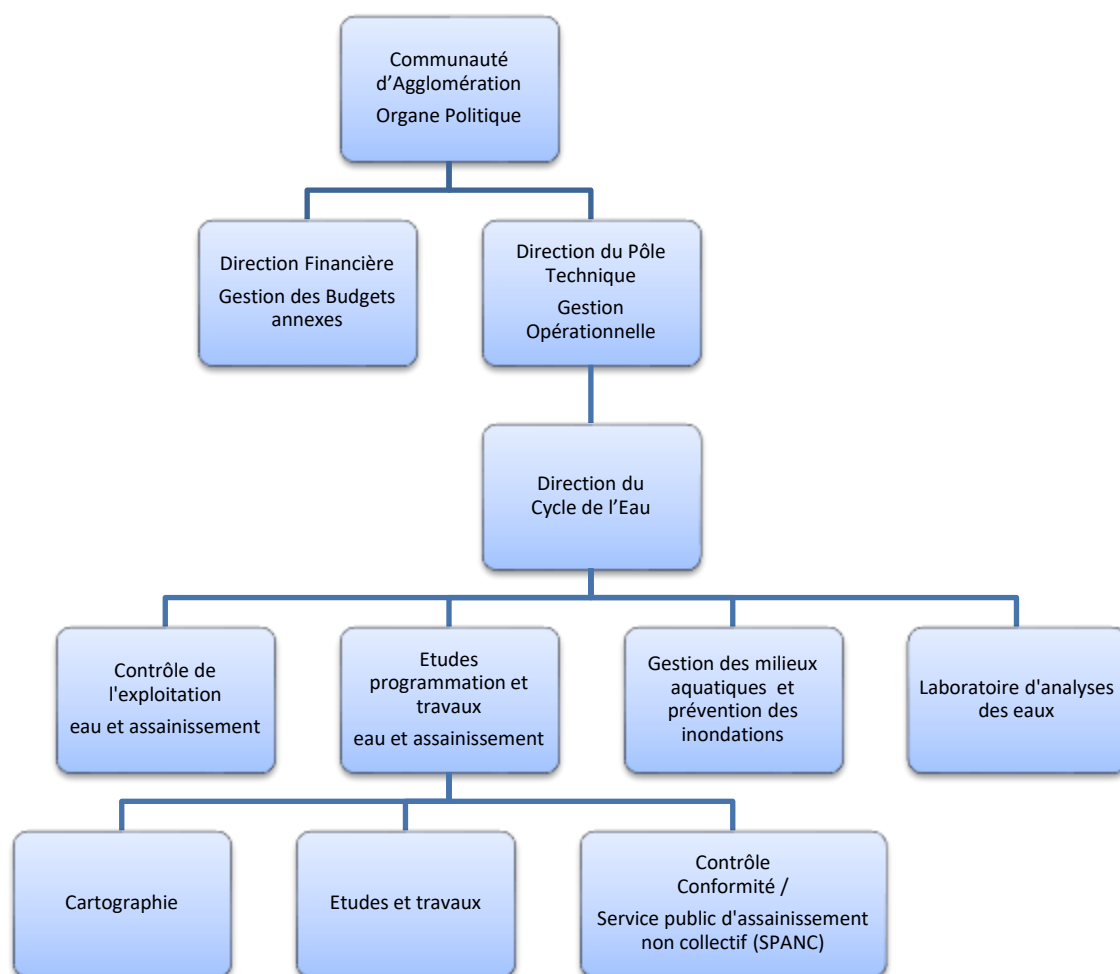
*(Voir « Les missions confiées aux délégataires » ci-avant)*

Ainsi, les principales actions menées par PMA concernent :

- les études générales (schémas directeurs), techniques (études hydro-géotechniques, traçages, forages exploratoires, études de sol, ...), les démarches administratives et réglementaires (DUP, servitudes, ...),
- la construction et le renouvellement des ouvrages et réseaux, sous la maîtrise d'œuvre du service études, programmation et travaux,
- le contrôle de la conformité des branchements et de l'assainissement non-collectif,
- l'entretien des sites, du bâti et des locaux, effectués par les services des espaces verts, du bâtiment et de la direction du cycle de l'eau.

Bien qu'il ne représente que 1/5<sup>ème</sup> de la population de PMA, il est à noter que le secteur périurbain possède de par ses caractéristiques un nombre élevé d'ouvrages, tant pour l'eau potable (captages, réservoirs, ...) que pour l'assainissement (poste de refoulement, station d'épuration, ...)

## D. ORGANIGRAMME DE LA COMPETENCE EAU ET ASSAINISSEMENT



## E. L'EAU PARTICIPATIVE


La Communauté d'Agglomération a créé, en application de l'article 5 de la loi 2002-276 du 27 février 2002, une Commission Consultative de Services Publics Locaux (CCSPL).

Cette Commission est une démarche de participation citoyenne qui a pour objectif de placer l'utilisateur au cœur des missions de services publics locaux, de mieux prendre en compte leurs attentes et aspirations, d'associer les citoyens à la production et à la gestion des services publics, d'améliorer la qualité et l'efficacité des dits services, et d'instaurer une confiance renouvelée entre l'institution et les citoyens.

Sa constitution a été arrêtée par délibération du Conseil Communautaire n°C2020/337 du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux comprend :

- un président : M. Charles DEMOUGE, représenté par M. Pierre-Aimé GIRARDOT ;
- 8 membres du Conseil Communautaire :
  - M. Daniel GRANJON ;
  - M. Daniel BUCHWALDER ;
  - Mme Joëlle MATTERA ;

- 
- M. Marc TIROLE ;
  - M. Jean FRIED ;
  - M. Frédéric TCHOBANIAN ;
  - M. Mathieu MOINE ;
  - Mme Sidonie MARCHAL ;
  - des représentants des associations locales ;
  - le cas échéant, en fonction de l'ordre du jour; des personnes qualifiées avec voix consultative.

Chaque année, la CCSPL se réunit en séance plénière pour examiner les rapports annuels établis par les Délégués de services publics, les rapports du Président sur le prix et la qualité du service public (RPQS), ainsi que les bilans d'activité des services exploités en régie directe.

Elle doit être également consultée, bien que son avis soit purement informatif, sur tout projet de délégation de service public ou de création de régie dotée de l'autonomie financière, ou encore à la demande d'une majorité de ses membres pour toute demande d'amélioration de service public.

*(Article 5 de la loi sur la démocratie de proximité du 27 février 2002 et article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).*

La CCSPL s'est réunie le 16 février 2022 pour examiner les rapports concernant les services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2020 :

- les rapports annuels du délégataire ;
- les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics.

Les principaux échanges ont abordé les nuisances olfactives régulières ressenties à proximité de la STEP de Sainte-Suzanne, la réalisation d'un audit fin de contrat de DSP VEOLIA de l'ex-PMA29, l'harmonisation des tarifs sur l'ensemble du territoire et la nécessité d'améliorer le taux de renouvellement des réseaux.

### III. LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE



Réservoir Pont de Roide-Vermondans

#### A. LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

##### 1. Les ressources en eau potable

La principale ressource est constituée par un captage dans le Doubs à Mathay, dont le captage assure la desserte en eau potable des près de 120 000 habitants du secteur urbain de Pays de Montbéliard Agglomération et de toute ou partie, suivant les périodes de l'année, de Collectivités limitrophes (Grand Belfort et Héricourt) et des communes du secteur périurbain (Berche, Bondeval, Dampierre, Dung, Etouvans, Goux-lès-Dambelin, etc.).

Au total, ce sont plus de 200 000 personnes qui dépendent de ce captage sans qu'existe de solution alternative à ce jour.

En complément, de nombreux captages et forages permettent d'alimenter les 22 900 habitants du secteur périurbain.

PMA (urbain et périurbain)						
	2021		2022			
	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Périurbain (Bretigney)	Périurbain (SIE d'Abbévillers)	Total
Nombre d'installation de production	27	1	24	0	2	27
Capacité totale de production (m3/j)	82 675	75 000	6 550	0	1 480	83 030

PMA doit aujourd'hui adapter les ouvrages d'eau potable afin de répondre aux attentes de la population, avec la résilience nécessaire pour faire face à la problématique des aléas météorologiques et de l'évolution climatique, qui affecte les ressources superficielles et karstiques tant sur les aspects quantitatifs, en période de sécheresse, que qualitatifs, lors des fortes pluies.

A cet effet, différents leviers sont étudiés et mis en œuvre, parmi lesquels :

- la gestion concertée des débits du Doubs avec les exploitants des barrages hydroélectriques,
- la mise en place d'interconnexions de sécurisation entre unités de distribution d'eau potable en complément ou remplacement de ressources défaillantes, telles que celles réalisées pour Goux-lès-Dambelin, Colombier-Fontaine, Beutal.
- le suivi dynamique de la turbidité et la mise en place de vannes de décharge sur les captages pour stabiliser la qualité de l'eau distribuée (Dambelin, Ecot, Neuchâtel-Urtière, Solemont, etc.)
- la recherche de ressources complémentaires dans l'aquifère profond, par des forages exploratoires aux alentours de Mathay et la réutilisation d'anciens captages abandonnés,
- la création d'une réserve d'eau brute pour palier à un risque de pollution accidentel ou un déficit du Doubs (anciennes gravières de Mathay - Bourguignon),
- l'amélioration du rendement des réseaux de distribution.

### **Sècheresse et gestion concertée du Doubs**

Depuis plusieurs années, des périodes de sécheresse qui s'étendent du printemps à l'automne frappent le Département. Cette situation affecte l'ensemble des aquifères de surfaces, le Doubs atteignant régulièrement des débits très bas, inférieurs au débit d'étiage habituel et au débit réservé (5,3 m<sup>3</sup>/s).

Ainsi, pour compenser le déficit de la ressource, certaines communes ont été obligées en 2018 et 2020 d'alimenter leurs réservoirs d'eau potable par camion (Neuchâtel-Urtière, Solemont, Goux-lès-Dambelin, etc.).

Afin de palier au risque majeur d'une rupture d'approvisionnement de Mathay, une gestion concertée des débits du Doubs avec les exploitants des barrages à l'amont permet, depuis 2018, de maintenir un débit minimum nécessaire et suffisant dans le Doubs, garantissant le bon fonctionnement des ouvrages de prélèvement d'eau brute du captage.

#### **a) Le secteur périurbain**

##### **(1) Les captages**

Trente-quatre captages, dont certains sont composés de plusieurs sources, alimentent les habitants de 40 communes du secteur périurbain. Les 3 communes restantes – Berche, Dampierre sur le Doubs et Dung – étant directement alimentées par le captage de Mathay.

*Le tableau détaillé de ces ressources est présenté en annexe.*

L'ensemble des arrêtés de déclaration d'utilité des périmètres de protection et d'autorisation de prélèvement d'eau pour la consommation humaine ont déjà été établis, ou sont en cours pour les derniers captages, à savoir :

- Vaux et Douve (Colombier-Fontaine),
- En Prèles (Pont de Roide-Vermondans),
- Sous le Gey et Reclée (Rémondans-Vaivre),
- Du Mont (Solemont).

##### **(2) La production d'eau potable**

Selon la qualité de l'eau de ces ressources, les traitements vont de la simple désinfection, par chloration et/ou exposition aux rayons ultra-violet (UV), jusqu'à des usines plus ou moins complexes permettant de traiter des paramètres tels que : la turbidité, le Fer-Manganèse, les produits phytosanitaires et leurs métabolites, etc.

### (3) Les volumes produits et mis en distribution

#### PMA (périurbain SEPM)

	2018	2019	2020 (*)	2021	2022	2022/2021
Volume prélevé (m3)			701 865	1 282 906	1 289 147	0,5%
Besoin des usines			2 778	43 044	49 001	13,8%
Volume produit (m3)			699 087	1 239 862	1 240 146	0,0%
Volume achetés à d'autres services d'eau potable			129 477	135 531	152 742	12,7%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable			10 911	227 473	208 260	-8,4%
Volume mis en distribution (m3)			817 653	1 147 920	1 184 628	3,2%

(\*) : données partielles

#### RAD 2022 de la SEPM

Outres les variations de la consommation des usagers, les évolutions constatées ont pour principales origines :

- le caractère incomplet des données sur l'exercice 2020 (contrat de délégation à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020),
- les évolutions du périmètre de la SEPM en 2020 et 2021 (intégration de Feule au 1<sup>er</sup> juin 2020, du SIE de la Vallée du Rupt au 1<sup>er</sup> janvier 2021, d'Ecot au 1<sup>er</sup> janvier 2022),
- les modifications de l'architecture des réseaux (alimentation de Goux-lès-Dambelin par Etouvans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021).

#### PMA (périurbain SIEA)

	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume prélevé (m3)			397 075	368 617	349 012	-5,3%
Besoin des usines			6 470	10 336	6 943	-32,8%
Volume produit (m3)			390 605	358 281	342 069	-4,5%
Volume achetés à d'autres services d'eau potable			0	0	0	0,0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable			55 015	54 577	11 437	-79,0%
Volume mis en distribution (m3)			335 590	303 704	330 632	8,9%

#### RPQS 2022 du SIE d'Abbévillers

Outres les variations de la consommation des usagers, les évolutions constatées ont pour principales origines :

- l'arrêt de la vente en gros à la CCST début 2022, l'interconnexion n'étant plus utilisée que pour sécurisation.

#### b) Le captage de Mathay

##### (1) La protection du captage

Bien que ne présentant pas de problèmes de qualité chronique, le Doubs est une ressource vulnérable aux pollutions accidentelles.

C'est pourquoi, Pays de Montbéliard Agglomération a lancé une procédure visant à sécuriser son captage d'eau potable, procédure traduite en droit par un arrêté préfectoral en date du 7 mai 2007 et passant par l'instauration de périmètres de protection réglementaire, mais également la création d'une station d'alerte.

Aujourd'hui, cet équipement d'une grande technicité, installé en 2013 et d'un coût global de 190 000 € TTC assure un suivi continu de la qualité de l'eau du Doubs. Il est à même de détecter en temps réel toute dégradation anormale de sa qualité intrinsèque, l'apparition de polluants spécifiques et ainsi de prévenir l'exploitant qui mettra en œuvre les procédures de sauvegarde adaptées. Ainsi, la dite station comprend notamment :

Un détecteur des métaux lourds suivants :

- Le zinc
- Le plomb
- Le nickel
- Le chrome

Un détecteur d'hydrocarbures ;



☑ Un détecteur de toxicité globale :

- L'eau prélevée dans le Doubs alimente un aquarium contenant des poissons d'une espèce particulière (des vairons). Deux sondes ultrasons et une caméra permettent de s'assurer de leurs mouvements.
- En cas de pollution toxique, lesdits poissons meurent. L'absence ou la diminution des mouvements est alors détectée et déclenche une alarme.

Les informations issues de l'ensemble des analyseurs précitées sont transmises sur la supervision de l'usine de production d'eau potable de Mathay ainsi que vers le système d'astreinte du Délégué permettant ainsi une veille et une capacité de réaction permanente.

Ces analyseurs ont été choisis suite à des études menées en amont qui ont permis d'identifier les risques de pollutions potentielles du captage de Mathay. Elles ont notamment pris en compte les pollutions accidentelles historiques (principalement liées aux hydrocarbures) mais également l'ensemble des activités à risque situées sur l'aire d'alimentation du captage de Mathay (activités industrielles, présence de stations d'épuration, ...).

## (2) La production d'eau potable

Elle est assurée par l'usine de production d'eau potable de Mathay d'une capacité maximale de production de 75 000 m<sup>3</sup> par jour utilisée au plus à hauteur de 50%.

D'une étape à l'autre, la production de l'eau potable se déroule comme suit :

⇒ 1ère étape : La prise d'eau

La prise d'eau permet de prélever directement dans le Doubs la ressource nécessaire à la production d'eau potable. Cette étape initiale est l'occasion d'un premier nettoyage de l'eau de la rivière qui va être filtrée par des grilles, puis des tamis, placés sur son chemin.

⇒ 2ème étape : Le prétraitement

On ajoute à l'eau de l'acide sulfurique en très faible dose, afin de corriger le pH de l'eau, du charbon actif, utilisé pour combattre les algues, facteurs de mauvais goûts de l'eau, ou les pollutions accidentelles.

⇒ 3ème étape : La décantation

Dans le décanteur, l'eau va être débarrassée en deux phases de la majeure partie de ses particules en suspension. D'abord par l'ajout d'un coagulant qui, en agglomérant les particules, va permettre d'obtenir des particules plus grosses appelées des « floccs ». Ensuite, en laissant ces floccs se déposer au fond du décanteur du fait de leur poids important.

⇒ 4ème étape : La filtration

Lors de cette étape, l'eau traverse des filtres à sable qui vont « tamiser » les matières en suspension qui n'auraient pas été retenues dans les décanteurs et qui sont trop volumineuses pour passer entre les grains de sable. L'espace entre les grains de sable est trop étroit pour permettre le passage des petites impuretés qui se retrouvent piégées, alors que l'eau continue son chemin.

⇒ 5ème étape : L'ozonation

De l'ozone est maintenant injectée dans l'eau. Cette opération a pour but de détruire tous les micro-organismes que pourrait encore contenir l'eau.

⇒ 6ème étape : Le stockage

De l'usine de Mathay, l'eau est remontée à 80 mètres plus haut, vers les trois réservoirs de la colline de Saint Symphorien, d'une capacité de stockage de 15 000 m<sup>3</sup>. De ce point haut, toutes les communes seront desservies, soit en suivant la pente naturelle, soit par l'action d'ouvrages qui remontent l'eau lorsqu'elle ne peut plus s'écouler gravitairement.

### (3) Les volumes produits et mis en distribution

PMA (urbain)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume prélevé (m3)	10 717 231	9 498 780	10 322 712	9 839 250	9 843 375	0,0%
Besoin des usines	1 047 610	927 526	1 081 465	818 851	828 540	1,2%
Volume produit (m3)	9 669 621	8 571 254	9 241 247	9 020 399	9 014 835	-0,1%
Volume achetés à d'autres services d'eau potable	1 593	1 399	1 517	313	1 809	478,0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	2 366 684	1 748 130	1 970 248	1 779 820	1 861 876	4,6%
Volume mis en distribution (m3)	7 304 530	6 824 523	7 272 516	7 240 892	7 154 768	-1,2%

RAD 2022 de VEOLIA

Outres les variations liées à la consommation des usagers, les évolutions constatées ont pour principales origines :

- les modifications de l'architecture des réseaux (alimentation de Goux-lès-Dambelin par Etouvans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021),
- la variation du volume des ventes en gros, selon les conditions météorologiques.

## 2. La distribution de l'eau potable

### a) Le réseau d'eau potable

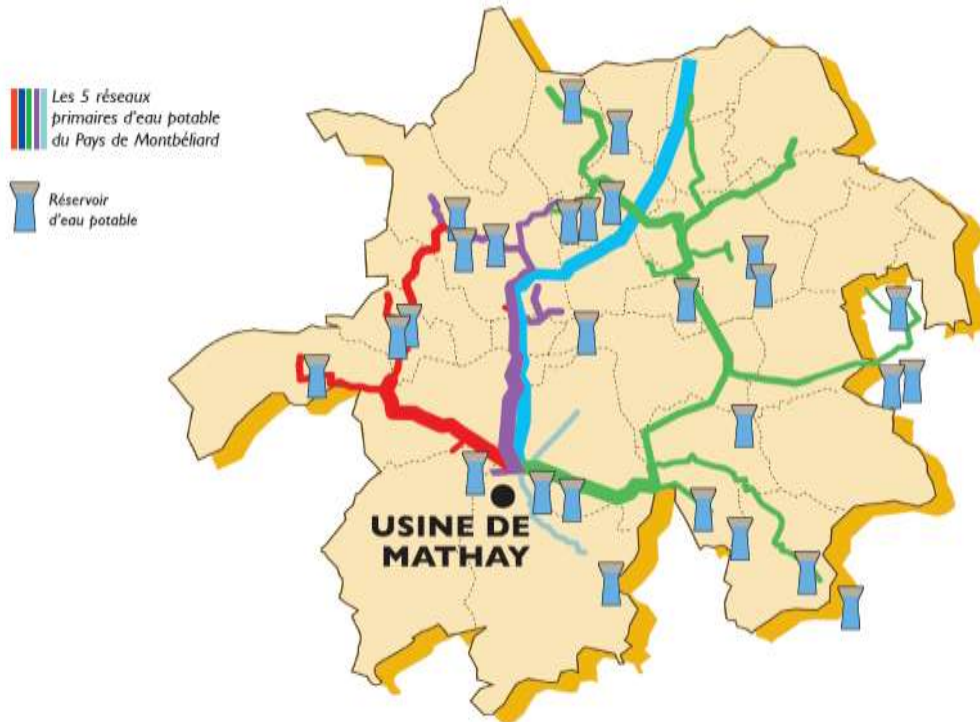
Le réseau de distribution d'eau potable est constitué d'environ 1 194 km de canalisations principales de diamètre 20 à 800 mm auxquelles s'ajoutent 383 km de branchements.

Il comprend également 75 réservoirs d'une capacité de stockage totale de 59 456 m<sup>3</sup>, 39 stations de surpression ou de pompage et un accélérateur.

PMA (urbain et périurbain)						
	2021		2022			Total
	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Périurbain (Bretigney)	Périurbain (SIE d'Abbévillers)	
Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	78	27	36	1	11	75
Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau (m3)	68 322	48 402	8 284	200	2 570	59 456
Nombre de station de surpression ou de pompage	38	13	22	0	4	39
Longueur de réseau (km)	1 574,9	1 144,1	333,0	4,2	96,0	1 577,3
Longueur de canalisation de distribution (hors branchements) (km)	1 183,6	807,2	287,2	3,9	96,0	1 194,3
Longueur de canalisation renouvelée (ml)	878	2 591	2 447	0	363	5 401
Nombre de branchement	43 464	32 102	9 001	40	2 266	43 409
Nombre de branchement en plomb	15	0	3	0	6	9
Nombre de branchement en plomb supprimés	57	34	16	0	8	58
Nombre de branchement neufs	202	105	47	0	25	177
Nombre de compteurs	51 206	39 741	9 267	40	2 613	51 661
Nombre de compteurs remplacés	3 545	2 821	922	0	205	3 948

Synthèse des données réseaux

## Plan des réseaux au départ de l'usine de Mathay



### b) Les branchements et la résorption des branchements en plomb

Le plomb n'est pas naturellement présent dans l'eau de Pays de Montbéliard Agglomération. Le risque provient uniquement du contact qui peut exister entre l'eau potable et certains branchements d'eau entre la canalisation principale et les habitations individuelles. En effet, jusqu'en 1970, certains de ces branchements ont été réalisés en plomb.

Valeur maximale de la concentration en autorisé :

- 50 µg/l dans l'ancienne réglementation ;
- 25 µg/l depuis le 23 décembre 2003 et jusqu'au 23 décembre 2013 ;
- 10 µg/l ensuite.

L'eau de Pays de Montbéliard Agglomération est caractérisée par un « potentiel de dissolution du plomb élevé » selon la réglementation. Les nouveaux seuils imposés par la réglementation en matière d'eau potable pour la teneur de plomb maximale admise ont obligé PMA à procéder à la suppression des plus de 5 900 branchements en plomb identifiés, entre 2002 et 2013.

## Conseils sanitaires

Pour les canalisations d'eau avant ou après compteur qui comportent du plomb, une partie du plomb contenu dans la matière se dissout dans l'eau. Ce phénomène normal atteint des valeurs plus importantes lorsqu'il n'y a pas de consommation d'eau et que celle-ci stagne au contact du plomb.

Les moments critiques sont généralement le matin (au réveil) et les retours après absence.

Pour réduire l'absorption de plomb par l'eau du robinet, liée essentiellement à ces moments critiques, il ne faut pas boire la première eau, mais l'évacuer des canalisations, par exemple en prenant une douche, en tirant sa chasse d'eau. Le retour d'une eau « fraîche » au robinet permet de constater que le branchement a été vidangé et que l'eau potentiellement contaminée a été éliminée.

Par ailleurs, la température augmente la dissolution du plomb. Il est ainsi très déconseillé d'utiliser de l'eau chaude ayant transité dans une canalisation en plomb pour des usages alimentaires (boisson, préparation des aliments, etc.).

Il reste toutefois quelques branchements en plomb non connus, qui sont détectés lors des interventions sur le terrain (réparation de fuites). Ceux-ci sont traités au fur et à mesure de leur découverte.

Ainsi, des 60 branchements en plomb qui ont pu être physiquement identifiés sur l'exercice 2022, auxquels s'ajoutaient les 7 branchements identifiés en 2021, 58 ont été supprimés dans l'année. Les 9 branchements restants, présents sur le territoire périurbain, seront supprimés en 2023.

### c) Les abonnés

Pays de Montbéliard Agglomération compte 48 763 abonnés au service public de l'eau potable en 2022 (dont 37 abonnés non domestiques et 19 collectivités extérieures).

Le nombre d'abonnés diffère du nombre de branchements car dans l'habitat collectif, un même branchement peut desservir plusieurs abonnés.

PMA (urbain et périurbain)							
	2021			2022			Variation
	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Périurbain (Bretigney)	Périurbain (SIE d'Abbévillers)	Total	2022/2021
Nombre d'abonnés	47 936	37 550	8 841	39	2 333	48 763	1,7%
domestiques ou assimilés	47 876	37 511	8 826	39	2 331	48 707	1,7%
autres que domestiques	37	26	11	0	0	37	0,0%
autres services d'eau potable	23	13	4	0	2	19	-17,4%
Nombre d'interventions avec déplacement chez l'abonné	6 585	6 632	1 500	2	26	8 160	23,9%
Nombre annuel de demande d'abonnement	3 480	3 372	525	2	-	3 899	12,0%
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1000 abonnés)	1,93	2,88	1,92	2,91	-	2,70	39,9%
Taux d'impayés	1,12%	0,96%	2,14%	0,87%	2,21%	1,19%	5,6%
Montant des abandons de créances	11 768 €	12 184 €	1 402 €	136 €	4 678 €	18 400 €	56,4%
Taux de réclamation (pour 1000 abonnés)	0,82	0,88	0,79	0,00	0,00	0,82	0,6%

### Synthèse des données abonnés

Le nombre d'abonnés au service reste en légère augmentation.

Le taux d'interruptions de service non-programmé a connu une augmentation significative principalement centrée sur le secteur urbain.

Le taux d'impayé continue d'évoluer à la hausse, restant 2 fois plus élevé sur le secteur périurbain que sur le secteur urbain. La situation pour le SIE d'Abbévillers s'est toutefois normalisée, grâce aux relances réalisées par la trésorerie.

### d) Les volumes d'eau vendus

Le **volume vendu** est celui constaté sur les factures émises dans l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services, après déduction du volume de service

du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, ...), des dotations gratuites (dégrèvements pour fuite par exemple).

Le volume vendu se décompose comme détaillé dans les tableaux suivants.

PMA (urbain)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume vendu (m3)	7 695 213	6 759 864	6 832 217	6 860 079	7 204 389	5,0%
aux abonnés domestiques et assimilés	5 174 694	4 852 705	4 761 080	4 959 844	5 228 593	5,4%
autres que domestiques	153 835	159 029	100 889	120 415	113 920	-5,4%
à d'autres services d'eau potable	2 366 684	1 748 130	1 970 248	1 779 820	1 861 876	4,6%
dont CAB	1 907 987	1 337 942	1 472 837	1 450 847	1 591 046	9,7%

PMA (périurbain SEPM)						
	2018	2019	2020 (*)	2021	2022	2022/2021
Volume vendu (m3)	0	0	472 451	983 356	1 067 793	8,6%
aux abonnés domestiques et assimilés			447 516	695 797	826 456	18,8%
autres que domestiques			14 024	60 086	33 077	-45,0%
à d'autres services d'eau potable			10 911	227 473	208 260	-8,4%

(\*) : données partielles

PMA (périurbain SIEA)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume vendu (m3)	345 791	279 047	290 772	271 327	244 161	-10,0%
aux abonnés domestiques et assimilés	289 534	230 767	235 757	216 750	232 724	7,4%
autres que domestiques						
à d'autres services d'eau potable	56 257	48 280	55 015	54 577	11 437	-79,0%

PMA (périurbain Bretigny)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume vendu (m3)	5 089	4 642	5 605	4 657	5 104	9,6%
aux abonnés domestiques et assimilés	5 089	4 642	5 605	4 657	5 104	9,6%
autres que domestiques						
à d'autres services d'eau potable						
<b>Total volumes vendus</b>	<b>8 046 093</b>	<b>7 043 553</b>	<b>7 601 045</b>	<b>8 119 419</b>	<b>8 521 447</b>	<b>5,0%</b>

Après plusieurs années de baisse tendancielle des consommations domestiques, une augmentation significative est observée sur l'ensemble des secteurs, possiblement liée au faible niveau de pluviométrie sur l'année.

La baisse des consommations autres que domestiques quant à elle semble se confirmer sur le territoire.

Les variations observées sur le territoire de la SEPM restent en parti liées à l'évolution de son périmètre : l'augmentation des volumes domestiques et assimilés est ramenée à 13% en considérant l'arrivée d'Ecot dans le périmètre du contrat.

Les volumes vendus par le SIE d'Abbévillers sont affectés par l'arrêt de la vente en gros à la CCST, qui est devenu autonome après maillage de son territoire.

#### e) Les volumes consommés

**Le volume comptabilisé** correspond à la somme les volumes consommés issus du relevé des compteurs chez les abonnés et autres usagers équipés de compteurs (particuliers, industriels, services municipaux, fontaines avec compteur, bornes incendie avec compteurs etc..). Ces volumes doivent faire l'objet d'un pro rata temporis pour les ramener à une période de 12 mois.

**Le volume consommé autorisé** correspond au volume comptabilisé additionné de volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

En 2022 sur le territoire de PMA, ces volumes sont en hausse de 1% par rapport à l'année précédente. Le secteur périurbain reste dynamique, alors qu'une légère baisse tendancielle s'observe sur le secteur urbain.

Le volume comptabilisé dépasse les 6,2 millions de m<sup>3</sup> et le volume consommé autorisé s'élève à 6,4 millions de m<sup>3</sup>.

La consommation moyenne sur le territoire s'établit à 124 litres par habitant et par jour.

PMA (urbain)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume comptabilisé 365 jours (hors ventes en gros) (m3)	5 394 439	5 225 925	4 987 487	5 148 456	5 149 258	0,0%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	5 511 682	5 298 744	5 105 859	5 284 341	5 263 491	-0,4%

PMA (périurbain SEPM)						
	2018	2019	2020 (*)	2021	2022	2022/2021
Volume comptabilisé 365 jours (hors ventes en gros) (m3)			755 662	789 404	887 234	12,4%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)			764 911	810 424	916 229	13,1%

(\*) : données partielles

PMA (périurbain SIEA)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	239 657	236 909	242 163	222 837	232 724	4,4%

PMA (périurbain Ecot)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021
Volume comptabilisé 365 jours (hors ventes en gros) (m3)	36 736	36 836	34 589	32 091		
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	37 481	37 541	35 644	32 336		

<b>Total volume comptabilisé 365 jours (hors ventes en gros) (m3)</b>	<b>5 670 832</b>	<b>5 499 670</b>	<b>6 019 901</b>	<b>6 192 788</b>	<b>6 269 216</b>	<b>1,2%</b>
<b>Total volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>5 788 820</b>	<b>5 573 194</b>	<b>6 148 577</b>	<b>6 349 938</b>	<b>6 412 444</b>	<b>1,0%</b>

## f) Le rendement de réseau

L'estimation du **rendement de réseau** permet d'apprécier la qualité du réseau, son bon fonctionnement, et l'efficacité de la distribution. Il est en effet lié à la perte d'eau sur le réseau. Il est défini par la réglementation comme le rapport du volume consommé autorisé par le volume mis en distribution. Les autres indices – Indice linéaire des pertes (ILP), Indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) et Indice linéaire de consommation (ILC) – prennent en compte la longueur du réseau et son impact sur les pertes d'eau.

Le rendement de réseau dépend :

- de la recherche et de la réparation permanente des fuites réalisées par l'exploitant sur les branchements et les canalisations constitutives du réseau de distribution ;
- de la qualité des réseaux et de la politique de renouvellement des canalisations.

A noter que certaines fuites détectées ne peuvent être traitées immédiatement pour des raisons techniques.

La loi Grenelle 2 impose un rendement minimal, défini selon les caractéristiques du réseau, en deçà duquel la collectivité dispose d'un délai de 2 ans pour élaborer un plan d'actions visant à maîtriser les pertes d'eau.

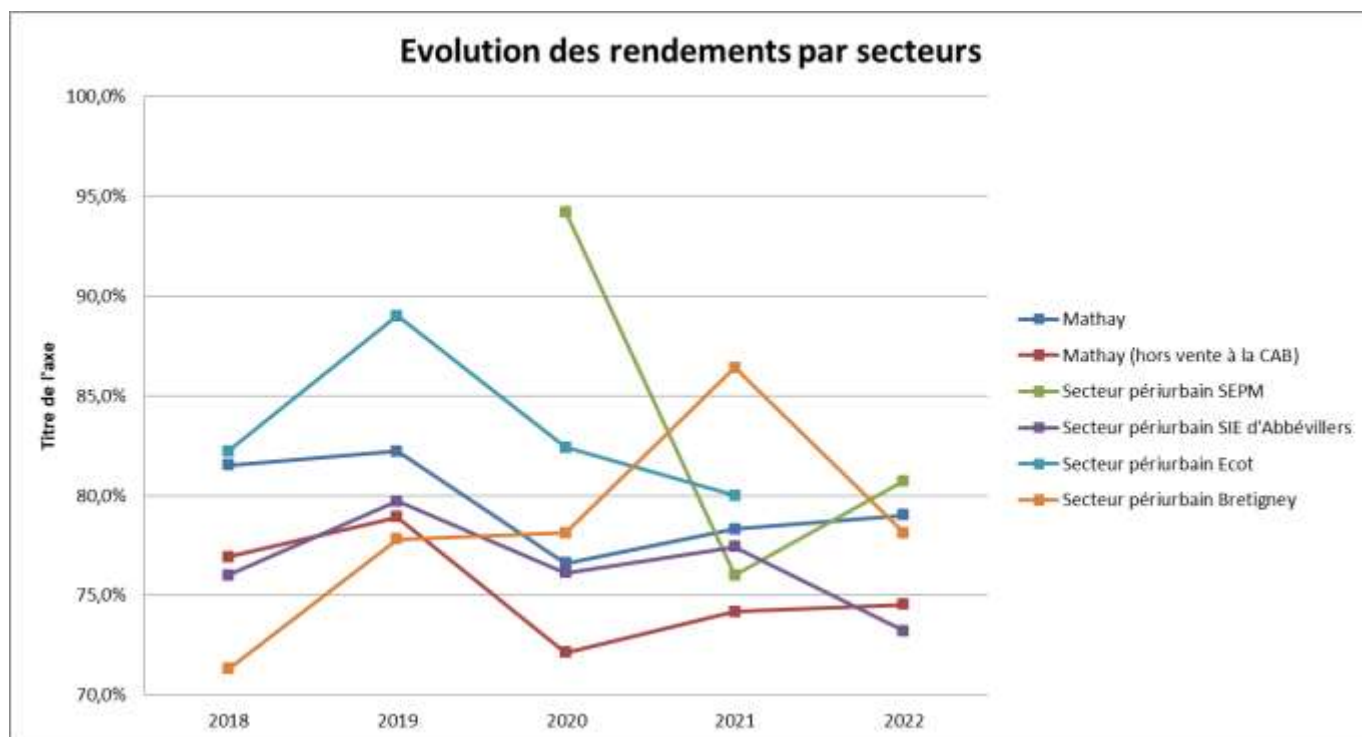
Hors Zones de répartition des eaux, ce rendement objectif est défini comme suit :

$$\text{Rendement seuil "Objectif Grenelle 2"} = 65 + \text{ILC}/5$$

## Rendement 2022

	Rendement (%)	Objectif Grenelle 2 (%)	Indice linéaire des pertes - ILP (m3/j/km)	Indice linéaire des volumes non comptés - ILVNC (m3/j/km)	Indice linéaire de consommation - ILC (m3/j/km)
Secteur urbain	79,0%	69,84%	6,42	6,81	24,18
<i>Secteur urbain (hors vente à la CAB)</i>	74,5%	69,84%	6,42	6,81	24,18
Secteur périurbain SEPM	80,7%	67,15%	2,56	2,84	10,73
Secteur périurbain SIE d'Abbévillers	73,2%	66,43%	2,61	2,79	7,15
Secteur périurbain Bretigny	78,1%	66,57%	2,21	2,37	7,86

Le détail des rendements par unités de distributions de la SEPM figure au RAD 2022 du secteur périurbain.



En 2022, le rendement des unités de distribution d'eau potable (UDI) reste globalement largement supérieur à l'objectif du rendement Grenelle 2, avec une tendance à la hausse, après :

- l'impact généré par la crise sanitaire 2020 sur les recherches préventives de fuites,
- la reprise de l'exploitation par la SEPM de nouvelles installations à compter du 1<sup>er</sup> mars 2020.

Il est à noter que la dégradation du rendement observé sur le SIE d'Abbévillers est principalement lié à l'arrêt de la vente en gros à la CCST.

## Evolution rendement

	2018	2019	2020	2021	2022
Mathay	81,5%	82,2%	76,6%	78,3%	79,0%
<i>Mathay (hors vente à la CAB)</i>	76,9%	78,9%	72,1%	74,2%	74,5%
Secteur périurbain SEPM			94,2%	76,0%	80,7%
Secteur périurbain SIE d'Abbévillers	76,0%	79,7%	76,1%	77,4%	73,2%
Secteur périurbain Ecot	82,2%	89,0%	82,4%	80,0%	
Secteur périurbain Bretigny	71,3%	77,8%	78,1%	86,4%	78,1%
Moyenne PMA	81,3%	82,2%	76,6%	77,9%	79,0%

Sur le territoire périurbain de la SEPM, grâce à l'intensification de la recherche de fuites en 2022, seule l'UDI de Feule présente encore localement un rendement inférieur au seuil réglementaire.

En référence aux obligations contractuelles sur le périmètre SEPM, les rendements des UDI suivantes restent inférieurs aux objectifs cibles de 73,5% pour l'année 2022 :

- Feule (63,88% : une fuite a été trouvée fin 2022 dans le centre du village),
- Goux-lès-Dambelin (71,26% : campagne renforcée programmée en 2023),
- Longeville-sur-Doubs (71,82% : campagne renforcée programmée en 2023),
- Pont-de-Roide-Vermondans (71,99% : diverses mesures devraient améliorer la situation en 2023).

La pose de nouveaux compteurs de sectorisation, un suivi renforcé des débits, le renouvellement des tronçons de canalisations défectueuses, combinés à des campagnes de recherche de fuite et réparation, permettront à la SEPM de continuer à améliorer la situation.

La dégradation des rendements de 2020 n'est donc pas encore totalement résorbée en 2022, malgré la reprise des campagnes préventives de recherche de fuites.

Les exploitants devront donc maintenir leurs efforts pour revenir aux niveaux qui avaient été atteints avant la crise sanitaire.

### **Les techniques de recherche de fuites**

Les fuites sur le réseau d'eau potable ne ressortent pas toujours au niveau du sol, elles sont dans ce cas qualifiées de fuites « invisibles » et nécessitent des moyens spécifiques pour être détectées.

La technique de recherche de fuites utilisée s'articule autour de 3 axes :

#### **1 - La sectorisation des réseaux :**

Elle permet de déterminer les périmètres où des fuites sont à rechercher.

Le réseau de PMA est ainsi partagé en grands secteurs pour lesquels les débits de nuits enregistrés par des compteurs dits de sectorisation sont analysés quotidiennement permettant ainsi de déterminer ceux qui nécessitent une recherche prioritaire.

Les débits nocturnes correspondent pour l'essentiel à des volumes de fuites du fait de la faible consommation.

#### **2 - La pré-localisation :**

La pré-localisation permet de réduire les périmètres sur lesquels se situent les fuites recherchées.

Elle consiste à installer des capteurs acoustiques espacés d'environ 200 m qui enregistrent au cours de la nuit les bruits générés par les fuites et ainsi de mieux les localiser.

Elle permet notamment de détecter les fuites de faible débit, peu bruyantes, l'enregistrement acoustique ayant lieu la nuit, au moment où les bruits ambiants (circulation automobile) sont faibles et donc les conditions d'analyse optimales.

#### **3 - La localisation :**

La corrélation acoustique et l'étude au sol constituent la dernière étape de recherche des fuites en permettant de localiser ces dernières avec une précision de l'ordre du mètre.

Le corrélateur acoustique permet de localiser une fuite en interprétant le bruit qu'elle émet. Des capteurs sont posés au contact des canalisations et un logiciel calcul la distance entre le capteur et la fuite.



## g) La qualité de l'eau potable



Le contrôle réglementaire de la qualité des eaux de boisson est assuré par l'Agence Régionale de Santé (ARS) qui réalise des analyses tout au long de l'année. De leur côté, les exploitants assurent également un contrôle régulier de la qualité des eaux, dit autocontrôle.

### ⇒ Eaux brutes : qualité de la ressource

Nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service

#### Analyses 2022 sur la ressource

		Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
		Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
<b>PMA (urbain)</b>	Microbiologique	27	27	16	16
	Physico-chimique	5 648	5 648	307	306
<b>PMA (périurbain SEPM)</b>	Microbiologique	14	14	103	103
	Physico-chimique	3 072	3 072	267	267
<b>PMA (périurbain Bretigny)</b>	Microbiologique			28	28
	Physico-chimique			24	24

En 2022, la seule analyse non-conforme sur la ressource, correspond à un dépassement de la température de l'eau sur la prise d'eau de Mathay (25,4°C pour une valeur limite de 25°C).

### ⇒ Eaux traitées : qualité de l'eau produite et distribuée

Les paramètres auxquels répond l'eau potable

A la fin du XIXème siècle, on définissait la potabilité de l'eau grâce à 6 paramètres. Aujourd'hui ils sont plus de 60, classés en 5 groupes :

- Paramètres organoleptiques ;
- Paramètres physico-chimiques ;
- Paramètres microbiologiques ;
- Indicateurs de radioactivité ;
- Substances indésirables.

Pour chaque paramètre est déterminée une limite ou référence de qualité, qui fixe la quantité supérieure à ne pas dépasser. Ces valeurs sont fixées par le Ministère de la Santé. Elles prennent en compte :

- Pour les limites de qualité : la santé publique (absence de risque) ;
- Pour les références de qualité : le confort des consommateurs (goût agréable, eau transparente et équilibrée en sels minéraux) et permettent de préjuger du bon fonctionnement des installations de production et de distribution.

Les limites et références de qualité s'appuient sur les Doses maximales Admissibles (établies par l'OMS) pouvant être absorbées quotidiennement et sans danger par un individu tout au long de sa vie (calculée pour une consommation quotidienne de 2 litres d'eau pendant 70 ans). **Un dépassement ponctuel n'a donc aucune conséquence sur la santé.**

Les paramètres organoleptiques :

Ils concernent la couleur, l'odeur, la saveur et le goût mais n'ont pas d'effet sur la santé. Ce sont essentiellement des critères de confort.

Les paramètres physico-chimiques :

Il s'agit des caractéristiques de l'eau liées à son parcours naturel. Les éléments qui les déterminent peuvent être bénéfiques pour la santé (pH, chlorures, sulfates). La variation de ces caractéristiques n'est pas dangereuse pour la santé.

Les substances indésirables ou toxiques :

Leur présence peut être liée aux activités humaines ou au parcours naturel de l'eau (par exemple, certaines eaux du massif Vosgien sont naturellement riches en arsenic).

Les concentrations tolérées pour ces produits dans l'eau du robinet sont infimes (de l'ordre du mg voire inférieures au µg/l).

On distingue par exemple l'arsenic, le plomb, le cadmium et les pesticides dans leur ensemble, ...

Les paramètres microbiologiques :

La qualité bactériologique de l'eau destinée à la consommation humaine est évaluée par la recherche de germes naturellement abondant dans l'appareil digestif humain et animal.

Ces germes dits « témoins de contamination fécale » sont faciles à mettre en évidence (leur présence révèle un risque d'apparition de troubles gastro-intestinaux).

### Analyses 2022 sur l'eau produite et distribuée

		Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire		Taux de conformité
		Nb total de prélèvements	Nb PLV conformes	Nb total de prélèvements	Nb PLV conformes	
<b>PMA (urbain)</b>	Microbiologique	224	222	303	303	99,6%
	Physico-chimique	63	63	18	18	100,0%
<b>PMA (périurbain SEPM)</b>	Microbiologique	186	185	324	319	98,8%
	Physico-chimique	96	94	37	22	87,2%
<b>PMA (périurbain Bretigny)</b>	Microbiologique	16	16	12	12	100,0%
	Physico-chimique	4	4	7	4	72,7%
<b>PMA (périurbain SIEA)</b>	Microbiologique	17	17			100,0%
	Physico-chimique	20	20			100,0%

L'ARS et les exploitants concluent sur le suivi analytique de l'eau produite et distribuée en 2022 :

- secteur PMA urbain VEOLIA, plus de 13 000 paramètres ont été analysés :
  - o 2 dépassements des limites de qualité distribution sur les paramètres bactériologiques le 17/08/2022 (Montbéliard et Bethoncourt)
    - Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité réglementaires. Deux dépassements ponctuels de la limite de qualité ont cependant été observés pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant, permettant un retour à la normale.

- secteur PMA périurbain SEPM, plus de 19 500 paramètres ont été analysés :
  - o 7 dépassements des limites qualité pour des paramètres bactériologiques
  - o 17 dépassements des limites qualité pour la turbidité (dont 15 mesures terrain)
  - o 1 dépassement de la référence qualité du paramètre aluminium
  - o 1 dépassement de la référence qualité du paramètre ammonium
  - o 1 dépassement de la référence qualité du paramètre Fer total
  - o 8 dépassements de la référence qualité du paramètre équilibre calco-carbonique
  - o 24 dépassements des références qualité de paramètres microbiologiques
  - o 45 dépassements de la référence qualité en turbidité (dont 36 mesures terrain)
    - Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.
  
- secteur PMA périurbain du SIE d'Abbévillers :
  - o 1 dépassement de la référence qualité sur le paramètre bactériologique le 11/07/2022
    - Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur
  
- secteur PMA périurbain de Bretigney :
  - o 1 dépassement de la référence qualité pour le paramètre équilibre calco-carbonique le 10/05/2022
    - Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur
  
- Bilan qualité bactériologique ARS année 2022 (voir annexe G) :

Conformité pour l'installation sur trois ans:	99.27 %
Nombre de prélèvement :	413

L'ensemble des UDI a une conformité sur l'installation de 100%, à l'exception de :

- UDI ex-PMA29 / Berche / Dampierre-sur-le-Doubs / Dung : 98,88% (2 non conformités)
- UDI Rémondans-Vaivre : 87,50% (1 non-conformité)

La synthèse des bilans annuels de l'ARS par UDI est présentée en annexe. L'intégralité des rapports de l'ARS par unités de gestion est mise à disposition des communes, conformément à la réglementation.

### 3. La défense incendie

#### a) Réglementation actuelle

⇒ Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) :

- La défense extérieure contre l'incendie (DECI) : responsabilité du Maire ;
- Dépense communale obligatoire.

Le Maire doit donc s'assurer de l'existence et la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie sur sa commune. Cette obligation recouvre en particulier celle de veiller à la disponibilité des points d'eau tels que réservoirs et bornes d'incendie.

⇒ Loi « Warsmann » - 17 mai 2011- Art. 77 modifiant le CGCT (Art. L. 2213-32, L. 2225-1, 2, 3)

- La DECI devient un nouveau pouvoir de Police administrative spéciale du Maire ;
- Les communes sont chargées du « service public » de DECI, les investissements y afférant sont pris en charge par le budget général ;
- Cette compétence est transférable au Président d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre.

⇒ Décret d'application n°2015-235 en date du 27 février 2015

Ce décret définit les points d'eau incendie, pose le principe d'un référentiel national.

⇒ Arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la DECI

Cet arrêté fixe les grands principes tels que les caractéristiques techniques des points d'eau incendie, leur signalisation, les règles en matière de contrôle, etc.

Ces textes sont déclinés au niveau départemental dans un règlement départemental de DECI (RDDECI) élaboré par le SDIS et arrêté par le Préfet. Le RDDECI est la règle applicable dans le département en la matière. Celui du Doubs a été arrêté par Monsieur le Préfet le 27 février 2017.

Cette réforme implique pour les communes de devoir :

- Organiser et prendre en charge le maintien en condition opérationnelle des PEI (maintenance et contrôles périodiques) ;
- Emettre un avis en matière de défense incendie sur certaines autorisations d'urbanisme (zones pavillonnaires, habitats dispersés, hameaux, ...) ;

Le SDIS se dessaisissant desdites missions.

Au 31 décembre 2018, le maire doit prendre un arrêté communal pour :

- Identifier les risques à prendre en compte (réaliser un zonage distinguant les risques courants faibles, ordinaires, courant important et les risques particuliers)
- Fixer en fonction de ces risques, la liste des PEI mis à disposition du service public de DECI.

#### b) Comment est assurée la défense incendie sur PMA ?

La défense extérieure contre l'incendie est généralement assurée à partir du réseau de distribution d'eau potable, grâce à plus de 2 500 poteaux incendie.

Suite à la modification statutaire du 1<sup>er</sup> juillet 2021, la compétence de PMA en matière de défense extérieure contre l'incendie, pour « l'entretien, le contrôle et la rénovation des poteaux d'incendie et leur déplacement dans le cadre des travaux de voirie », a été élargie à l'ensemble de son territoire.

Les autres composantes de la DECI, telles que le zonage des risques, les arrêtés communaux, les points d'eau incendie naturels ou artificiels et la création de nouveaux poteaux incendie, restent compétence communale.

Suite à la modification statutaire, PMA a levé l'option 3 du contrat de DSP avec la SEPM par voie d'avenant notifié le 8 novembre 2021.



A compter de cette date, la SEPM est amenée à effectuer des mesures de pression et de débit, ainsi que de l'entretien courant, sur le parc des hydrants pour le compte de la collectivité conformément aux clauses du contrat et aux prescriptions édictées par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (Arrêté Préfectoral n°25-2017-02-27-012 du 27 février 2017).

Sur le périmètre urbain, VEOLIA continue d'assurer ces prestations jusqu'au 31 décembre 2022, date de l'intégration de ce périmètre au nouveau contrat avec la SEPM.

Les prestations à charge de la SEPM se déclinent comme suit :

### **(1) Mesure de pression et de débit :**

Le concessionnaire procédera une fois tous les 3 ans, sur l'ensemble des hydrants de la Collectivité, aux mesures suivantes :

- Pression statique ;
- Pour les hydrants jusqu'au diamètre 100 mm ;
  - Pression résiduelle sous 40 ou 80 m<sup>3</sup>/h (à voir en fonction des zones d'implantations définies dans la norme NFS 62-200 et fournies par la collectivité) ;
  - Si la pression résiduelle dans ces conditions est inférieure à 1 bar, il conviendra de mesurer le débit disponible sous 1 bar ;
- Pour les hydrants de diamètre 150 mm ;
  - Pression résiduelle sous 130 m<sup>3</sup>/h ;
  - Si la pression résiduelle dans ces conditions est inférieure à 1 bar, il conviendra de mesurer le débit disponible sous 1 bar.

Il remettra à l'issue de cette campagne un procès-verbal par commune de l'ensemble des mesures réalisées sous la forme d'un tableur regroupant par hydrant ; le numéro d'ordre, les différentes informations de localisation, le diamètre, les différents résultats des mesures de débits et de pressions.

Chaque année, le Procès-Verbal de ces contrôles est transmis aux communes concernées.

### **(2) Contrôles et entretien des hydrants**

La collectivité charge le concessionnaire d'assurer l'entretien annuel de l'ensemble des hydrants, à savoir :

- La vérification de la bonne mise en eau de l'hydrant ;
- Le graissage de la tige de manœuvre lorsque cela s'avère nécessaire ;
- Vérification du système de vidange ;
- Le remplacement des joints lorsque cela s'avère nécessaire ;
- La numérotation des hydrants.

Les opérations d'entretien seront consignées dans un tableau remis annuellement où figurera par hydrant entretenu, son numéro, les différentes informations relatives à sa localisation et la nature de l'entretien réalisé.

Le concessionnaire sera tenu de réaliser, à la demande de la collectivité, une mise en peinture par hydrant pendant la durée du contrat.

Toutes les autres prestations d'entretien (remplacement de bouchons, de capots ou autres accessoires divers) feront l'objet d'un devis remis à la collectivité que cette dernière devra valider avant la réalisation de la prestation concernée.

### **(3) Création et renouvellement des hydrants**

La création des nouveaux poteaux incendie sera réalisée à la demande de la collectivité en fonction des prescriptions d'implantation indiquées dans l'arrêté préfectoral en vigueur.



Pour l'implantation d'un nouvel hydrant sur une canalisation existante et faisant partie du patrimoine de PMA, les travaux de raccordement et de mise en place, hors terrassement, seront réalisés par le délégataire aux frais du pétitionnaire selon les tarifs du bordereau annexé.

Pour l'implantation d'un nouvel hydrant dans le cadre d'un aménagement (type lotissement), celui-ci pourra être réalisé par le pétitionnaire, et à ses frais, tant que la canalisation l'alimentant n'est ni en eau ni réceptionnée par la collectivité.

Le renouvellement des hydrants du patrimoine de PMA rendu nécessaire par une détérioration de quelque nature que ce soit est réalisé par le délégataire aux frais de la collectivité ou de la personne, physique ou moral, responsable de ladite dégradation.

En tout état de cause, chaque renouvellement ou création d'hydrant devra faire l'objet du retour d'une fiche de réception. Les résultats obtenus sont diffusés par les services de la collectivité.

Les points d'eau incendie naturels ou artificiels (bâches de stockage et ouvrages de puisage dans les cours d'eau permanents) ne sont pas concernés par ces prestations.

### Synthèse DECI (urbain et périurbain)

	2022		
	Urbain	Périurbain	Total
Nombre total de Poteaux Incendie	1 853	701	<b>2 554</b>
Nombre de Contrôle Débit/Pression	785	567	<b>1 352</b>
PI avec débit < 30m <sup>3</sup> /h	37	61	<b>98</b>
PI sans mesure ou hors service	27	21	<b>48</b>
Nombre de Manœuvres	994	104	<b>1 098</b>

Un travail conséquent d'inventaire en lien avec le SDIS et SEPM a été engagé en 2022 et se finalisera en 2023 afin d'avoir un état partagé du patrimoine des poteaux incendie publics.

## B. LES INVESTISSEMENTS



*Forage exploratoire de Mathay*

### 1. Les opérations d'investissements réalisées en 2022

L'avancement global de la Programmations pluriannuelle des investissements VEOLIA et SEPM sont présentées en annexe F.

#### a) Secteur urbain

Les principales opérations réalisées sur le secteur urbain en 2022 concernent :

Type	Description	Commune	Montant (HT)
<b>Fonds Patrimonial</b>	Renouvellement réseau AEP rues Pasteur, Hugo, Pergaud	Bavans	150 424 €
	Renouvellement réseau AEP route de Brognard	Dambenois / Brognard	127 023 €
	Renouvellement réseau AEP rues des Grands Champs, des Ecoles	Feschés-le-Chatel	117 973 €
	Création surpresseur rue du Camping	Feschés-le-Chatel	76 819 €
	Automatisation traitement usine	Mathay	77 394 €
	Optimisation fonctionnement réservoirs	Toutes communes	173 499 €
	Renouvellement réseau AEP Les Evoironnes	Sochoux	59 254 €
	Travaux divers	Toutes communes	257 680 €
<b>Fonds Fonctionnel</b>	Réseaux et branchements	Toutes communes	420 489 €



Type	Description	Commune	Montant (HT)
	Usines et réservoirs	Toutes communes	192 474 €
<b>Travaux PMA</b>	Diversification ressource forages	Toutes communes	66 468 €
	Renouvellement réseau AEP rue du Piquet, chemin des Champs Rougeoulots	Vandoncourt	135 454 €
	Renouvellement réseau AEP rue des Rochers	Dampierre-les-Bois	82 430 €
	Renouvellement réseau AEP avenue des Alliés	Montbéliard	110 942 €
	Extension réseau AEP rue du Chêne	Ecot	50 828 €
	Renouvellement réseau AEP rue de la Papeterie	Mandeure	110 667 €
	Renouvellement réseau AEP rue du Grand Faubourg	Etupes	192 094 €
	Renouvellement réseau AEP rue du Mont	Montbéliard	165 743 €
	Renouvellement réseau AEP rue du Stade	Sainte-Suzanne	141 283 €
	Renouvellement réseau AEP rues Romaine, Clématite	Vieux-Charmont	218 616 €
	Divers	Toutes communes	265 400 €
<b>Etudes PMA</b>	Diversification ressource Mathay	Toutes communes	36 552 €
	Divers	Toutes communes	65 220 €
<b>DECI</b>	Renforcement réseau AEP rue Boigenets	Vieux-Charmont	96 976 €
	Divers	Toutes communes	34 847 €
<b>TOTAL</b>			<b>3 426 549 €</b>

A ces travaux s'ajoutent les opérations menées par la direction Bâtiments et Patrimoine pour 83 k€ HT :

- Reprises béton bache eaux filtrées de l'usine de Mathay et réservoir Sous les Vignes : 46 616 € HT,
- Réfection dalle local filtre presse à boues Mathay : 11 890 € HT,
- Réhabilitation pavillons Mathay : 24 354 € HT.

#### b) Secteur périurbain

Les principales opérations réalisées sur le secteur périurbain en 2022 concernent :

Type	Description	Commune	Montant (HT)
<b>Primo Invest. SEPM</b>	Sectorisation réseaux	Toutes communes	30 650 €
	Sécurisation usines	Toutes communes	31 346 €
	Divers	Toutes communes	45 743 €
<b>Fonds Patrimonial SEPM</b>	Création interconnexion	Longeville-sur-Doubs / Beutal	332 825 €
	Création interconnexion	Etouvans / Colombier-Fontaine	70 556 €
	Renouvellement réseau AEP rue de la Charlotte	Dambelin	35 224 €
	Renouvellement réseau AEP Grande rue	Sainte-Marie	195 824 €
	Divers	Toutes communes	128 627 €
<b>Fonds Fonctionnel SEPM</b>	Réseaux et branchements	Toutes communes	132 724 €
	Usines et réservoirs	Toutes communes	68 117 €
	Non-programmé réseau AEP	Toutes communes	48 097 €
	Non-programmé usines AEP	Toutes communes	30 440 €
<b>Travaux PMA</b>	Mise en conformité captage	Bondeval	89 510 €
	Création chemin d'accès réservoir	Bourguignon	92 189 €



Type	Description	Commune	Montant (HT)
	Renforcement réseau AEP Chemin de la Fontaine	Goux-les-Dambelin	28 673 €
<b>Etudes PMA</b>	Protection captage En Presle	Pont-de-Roide-Vermondans	18 946 €
	Protection captage du Mont	Solemont	2 161 €
	Divers	Toutes communes	8 647 €
<b>DECI</b>	Renforcement réseau AEP rue Centrale	Allondans	68 599 €
<b>TOTAL</b>			<b>1 458 898 €</b>

## 2. Taux de renouvellement des réseaux 2022

Au total, plus de 6,6 km de linéaire de réseau ont été renouvelés en 2022 sur le territoire de PMA, pour un total de 1 119 km de réseau. Le taux global de renouvellement, de 0,59 %, se décline comme suit :

Taux de renouvellement des réseaux d'eau potable 2022				
	Linéaire réseaux eau potable (ml)	Linéaire renouvelé en 2022 (ml)	Taux de renouvellement 2021	Taux de renouvellement 2022
Urbain	807 000	5 453	0,27%	<b>0,68%</b>
Périurbain	312 000	1 186	0,35%	<b>0,38%</b>
<b>Total</b>	<b>1 119 000</b>	<b>6 639</b>	<b>0,29%</b>	<b>0,59%</b>

Il est rappelé que la politique tarifaire définie par le Conseil Communautaire, vise un taux global de renouvellement à minima de 0,60% des réseaux dès 2026, dont 0,30% au titre de la collectivité et 0,30% porté par le Fonds Patrimonial de la SEPM.

En 2022, ces taux sont de 0,27% pour la collectivité et 0,32% pour les Fonds Patrimoniaux de VEOLIA et de la SEPM.

## 3. La programmation et les travaux en projets pour 2023

En lien avec SEPM, Pays de Montbéliard Agglomération a pour projets en 2023 :

- ⇒ Sécuriser quantitativement et qualitativement l'alimentation en eau potable (finaliser les protections des captages, diversifier les ressources en eau potable)
- ⇒ Assurer le renouvellement patrimonial des réseaux d'eau potable défailant (fuites, casses multiples) ou selon des opportunités (opérations de voirie ou de renouvellement des réseaux d'assainissement),
- ⇒ Pourvoir aux travaux d'amélioration ou de renouvellement des différents ouvrages (captages, usines, réservoirs, stations de pompage),
- ⇒ Sécurisation des ouvrages pour le personnel exploitant
- ⇒ Contribuer à améliorer la défense incendie et renouveler le parc des poteaux incendie.

Le détail des opérations se décline comme suit :

<b>BUDGET EAU POTABLE</b>						
<b>PROGRAMME 2023 DE TRAVAUX SUR RESEAUX D'EAU POTABLE</b>						
COMMUNES	OPERATIONS	Linéaire (ml)	brcht à renouveler (u)	MONTANT HT	Travaux financés PMA Budget 17 HT	Travaux financés SEPM HT
<b>RENOUVELLEMENT DES RESEAUX</b>						
BETHONCOURT	Renouvellement antenne AEP débouchant rue de la 1ère Armées (n°7-9)	65	5	35 000 €	35 000 €	
ETUPES	Renouvellement AEP rue Forêt des Bresses et bouclage	420	13	200 000 €	200 000 €	
ETUPES	Renouvellement AEP lotissement du château (tranche 1)	1000	70	540 000 €		540 000 €
FEULE	Renouvellement AEP rue de Solemont	160	2	65 000 €	65 000 €	
MONTBELIARD	Renouvellement AEP rue Mont Chevis	90	1	40 000 €	40 000 €	
MONTBELIARD	Renouvellement AEP secteur Citadelle (antennes en DN60 Bd Hugo + Boileau + Thourot + Diderot + Corneille)	375	20	160 000 €		160 000 €
NEUCHATEL URTIERE	Restructuration réseau AEP Rue des Orcières	90	4	35 000 €	35 000 €	
PONT DE ROIDE VERMONDANS	Renforcement AEP Rue Helvétie	500	18	225 000 €	225 000 €	
PRESENTEVILLERS	Renouvellement AEP rue du chateau d'eau et rue des jardins	370	18	170 000 €		170 000 €
VIEUX CHARMONT	Solde AP2022 travaux renouvellement rue Boignet / Romaine Renouvellement des branchements dans le cadre de l'opération			225 000 €	225 000 €	
OPERATIONS NON PROGRAMMEES	A préciser suivant urgences / demandes			200 000 €	200 000 €	
AUTRES OPERATIONS D'AMELIORATION	étude Mosare - analyses métallographiques - Pose de vannes de sectionnement (secteur Fort Lachaux) - mise à niveau des affleurants			125 000 €	50 000 €	75 000 €
<b>Sous total renouvellement réseaux deau potable (C HT)</b>		<b>3 070</b>	<b>151</b>	<b>2 020 000 €</b>	<b>1 075 000 €</b>	<b>945 000 €</b>
<b>AMELIOREATION et/ou TRAVAUX NEUFS / ETUDES et ACQUISITIONS</b>						
FORAGE RECONNAISSANCE profond à Mathay				140 000 €	140 000 €	
TRAVAUX de protection ou d'amélioration de la ressource en eau				30 000 €	30 000 €	
AQUISITIONS de terrains	Réservoirs St Symphorien, Goux les Damblin, Sous les Vignes à Montbéliars. Régularisation d'emprises pour des chemins d'accès			44 000 €	44 000 €	
ETUDES	Procédures de protection réglementaire des sources : Remondans Vaire, Pont de Roide-Vermondans (captage En Presles), Solemont, Colombier Fontaine.			23 000 €	23 000 €	
	études faisabilité ressources alternatives (gravières de Mathay en ressource d'eau brute, étude stratégique sécurisation du nord Franche Comté)			150 000 €	150 000 €	
	études amonts pour concevoir les projets (topographie, étude de sol ...)			28 000 €	28 000 €	
<b>Sous total ressource en eau potable (C HT)</b>				<b>415 000 €</b>	<b>415 000 €</b>	<b>0 €</b>
<b>AMELIORATION et RENOVATION DES USINES ET RESERVOIRS</b>						
Rénovation génie-civil usine de Mathay				188 000 €	188 000 €	
Rénovation génie-civil réservoirs				113 000 €	113 000 €	
Aménagements réservoirs (accès / clôtures)				110 000 €	110 000 €	
Mise en place d'une chloration à l'usine de traitement d'Etouvans				20 000 €		20 000 €
Autres aménagements				35 000 €	35 000 €	
<b>Sous total Entretien stations (CTTC)</b>				<b>466 000 €</b>	<b>446 000 €</b>	<b>20 000 €</b>
<b>Total Eau Potable 2023 (€ HT)</b>				<b>2 901 000 €</b>	<b>1 936 000 €</b>	<b>965 000 €</b>

En complément, des opérations de renforcement des réseaux d'eau potable sont réalisées à la charge du budget général pour assurer la défense incendie :

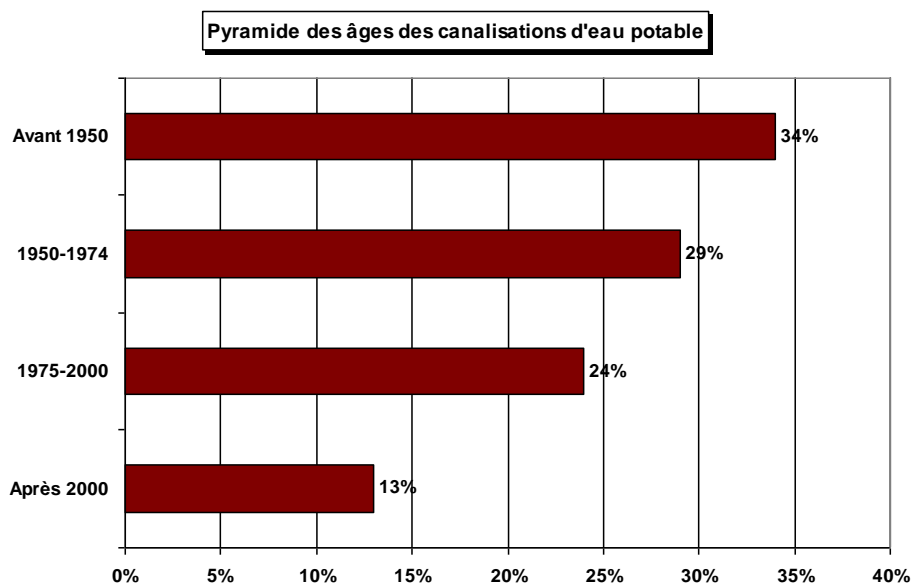
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>PROGRAMME 2023 - RENOUVELLEMENT DES PI et RENFORCEMENT DE LA DEFENSE INCENDIE</b>		
COMMUNES	OPERATIONS	MONTANT T.T.C
Toutes communes	Renouvellement des poteaux incendie	150 000 €
	Renforcement réseau AEP pour mise en conformité de poteaux incendie	200 000 €
<b>TOTAL DEFENSE INCENDIE 2023 (€ TTC)</b>		<b>350 000 €</b>

En 2023, PMA réalisera 3 193 000 € HT de travaux sur ses ouvrages d'eau potable dont :

- 1 936 000 € au titre des budgets annexes BA17 ;
- 292 000 € au titre du budget général ;
- 965 000 € seront pris en charge par SEPM au titre du fonds patrimonial ;

### a) Réaliser un schéma directeur de renouvellement de ses réseaux d'eau potable

Afin de maintenir un réseau de distribution d'eau potable performant, la Collectivité se doit d'en assurer le renouvellement qui est fonction de l'état et de l'âge des canalisations existantes.



L'objectif du schéma directeur patrimonial est d'assurer une programmation pluriannuelle des travaux en fonction de critères techniques et financiers permettant d'atteindre cet objectif.

Pour ce faire, l'évaluation de l'état de notre patrimoine est en cours sur la base :

- De connaissances théoriques (durée de vie théorique d'une canalisation selon le matériau considéré) ;
- Du traitement statistique des incidents sur les réseaux (fuites) et des données d'exploitation ;
- D'investigations in situ (Les matériaux constitutifs de 12% des 1 225 km de canalisations de notre réseau d'eau potable ne sont pas connus à ce jour).

Suite au recueil des données existantes de la phase 1, l'année 2022 a permis le lancement de la phase 2, centrée sur :

- La détermination des besoins futurs par UDI
- L'analyse de la capacité de l'existant et des facteurs de risques
- La priorisation des conduites à renouveler et l'impact du rythme de renouvellement.

### b) Garantir l'approvisionnement en eau des habitants de PMA en s'inscrivant dans un schéma plus large de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Nord Franche-Comté

Les ressources en eau du Nord Franche-Comté sont principalement d'origine superficielle (cours d'eau, nappe d'accompagnement). Leurs disponibilités respectives peuvent ainsi être remises en cause en cas d'étiage sévère, lors d'une période de sécheresse prononcée.

Ce fait est particulièrement prégnant pour la Communauté d'Agglomération Grand Belfort (GBCA) qui prélève l'eau dans la nappe d'accompagnement de la Savoureuse à Sermamagny. Le régime hydraulique torrentiel de ce cours d'eau le rend en effet très sensible aux étiages et ne permet pas de garantir de tous temps, l'adéquation entre ressources et besoins.

C'est pourquoi, elle complète son approvisionnement en eau potable grâce à une interconnexion avec le captage en eau superficielle de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA).

Situé sur la commune de Mathay, ce dernier assure ainsi, à partir des eaux du Doubs, la desserte en eau potable de 120 000 de ses habitants et de tout ou partie, suivant les périodes de l'année, de collectivités limitrophes dont la GBCA et Héricourt. Au total ce sont donc plus de 200 000 personnes qui dépendent directement de ce captage sans solution alternative existante à ce jour, lui conférant de fait un intérêt stratégique pour l'alimentation en eau potable du Nord Franche-Comté.

Bien que ne présentant pas de problèmes de qualité chronique, le captage de Mathay, en tant que ressource superficielle, est vulnérable vis à vis des pollutions ponctuelles et diffuses. Il draine en effet un bassin versant de 2 400 km<sup>2</sup> où les activités humaines (agricoles, industrielles, ...) sont présentes.

Compte tenu de cette situation, la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de ce dernier a prescrit les mesures de protection suivantes :

- Instauration des périmètres de protection ;
- Création d'une station de surveillance permettant de détecter toute pollution de la ressource ;
- Edification ex nihilo d'une réserve de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau brute équivalant à deux jours de consommation d'eau potable, laps de temps nécessaire au passage d'une pollution ponctuelle au droit du captage.

En alternative à cette dernière, PMA étudie la possibilité d'utiliser l'ancienne gravière sise sur les communes de Mathay - Bourguignon en lieu et place de la réserve d'eau brute initialement prévue. Cet équipement pourrait alors s'inscrire dans un schéma plus large de sécurisation de l'alimentation en eau potable de l'ensemble du Nord Franche-Comté.

En 2018 a été lancé le diagnostic du fonctionnement hydrologique de la gravière (enregistrement et analyse comparée des évolutions des niveaux d'eau, suivi qualitatif des eaux, modélisation du fonctionnement hydraulique de la gravière).

L'étude s'est poursuivie en 2019 avec :


- la caractérisation de la vulnérabilité de la gravière ;
- la définition des modalités et des équipements nécessaires à l'exploitation de la gravière en réserve d'eau brute.

Afin de valider les premières conclusions de l'étude, des pompages d'essai ont été réalisés en 2021 dans les gravières, montrant l'absence de liaison directe avec le Doubs et un volume d'eau disponible supérieur 400 000 m<sup>3</sup>.

En 2022, des négociations ont été lancées avec les propriétaires pour l'acquisition de la gravière.



*Essais de pompage sur la gravière de Mathay*



Au-delà de cette réserve ponctuelle, les sécheresses de 2018, 2020 et 2022 doivent nous alerter sur les limites de notre captage de Mathay, même si ce dernier n'a subi aucune rupture d'approvisionnement, et le besoin impérieux pour notre Collectivité de diversifier ses approvisionnements en eau.

En 2021, Pays de Montbéliard Agglomération avait réalisé 2 forages d'exploration à Mathay et à Bourguignon afin de rechercher de nouvelles ressources en eau, dont la disponibilité n'est pas influencée par les conditions météorologiques. Le premier forage s'est avéré sec. Le second, avait une capacité initiale de 20m<sup>3</sup>/h.

En 2022, ce dernier a fait l'objet d'une acidification pour tenter de développer ses capacités et évaluer le potentiel de l'aquifère. Mais celle-ci s'est avérée sans résultats probants. Un 3<sup>ème</sup> forage exploratoire est programmé en 2023.

### Points de repère

Pollution accidentelle :

La circulaire interministérielle du 4 juillet 1972 définit la pollution accidentelle comme « La constatation fondée sur l'observation directe ou sur l'examen de laboratoire d'un nuisible non permanent sur les eaux superficielles ou souterraines, provenant soit d'un événement imprévisible ou involontaire, soit d'un événement provoqué plus ou moins consciemment. »

Pollution diffuse :

C'est une pollution due à de multiples rejets de polluants dans le temps et dans l'espace. Contrairement à une pollution accidentelle, qui se produit localement, ponctuellement et souvent massivement, une pollution diffuse est peu visible. Son effet sur l'environnement n'en est pas moins sensible.

Par exemple, la pollution des eaux par les nitrates et les pesticides est un exemple de pollution diffuse : elle se produit sur tout le territoire, d'année en année et affecte in fine grandement la qualité des eaux et les écosystèmes.

## IV. LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

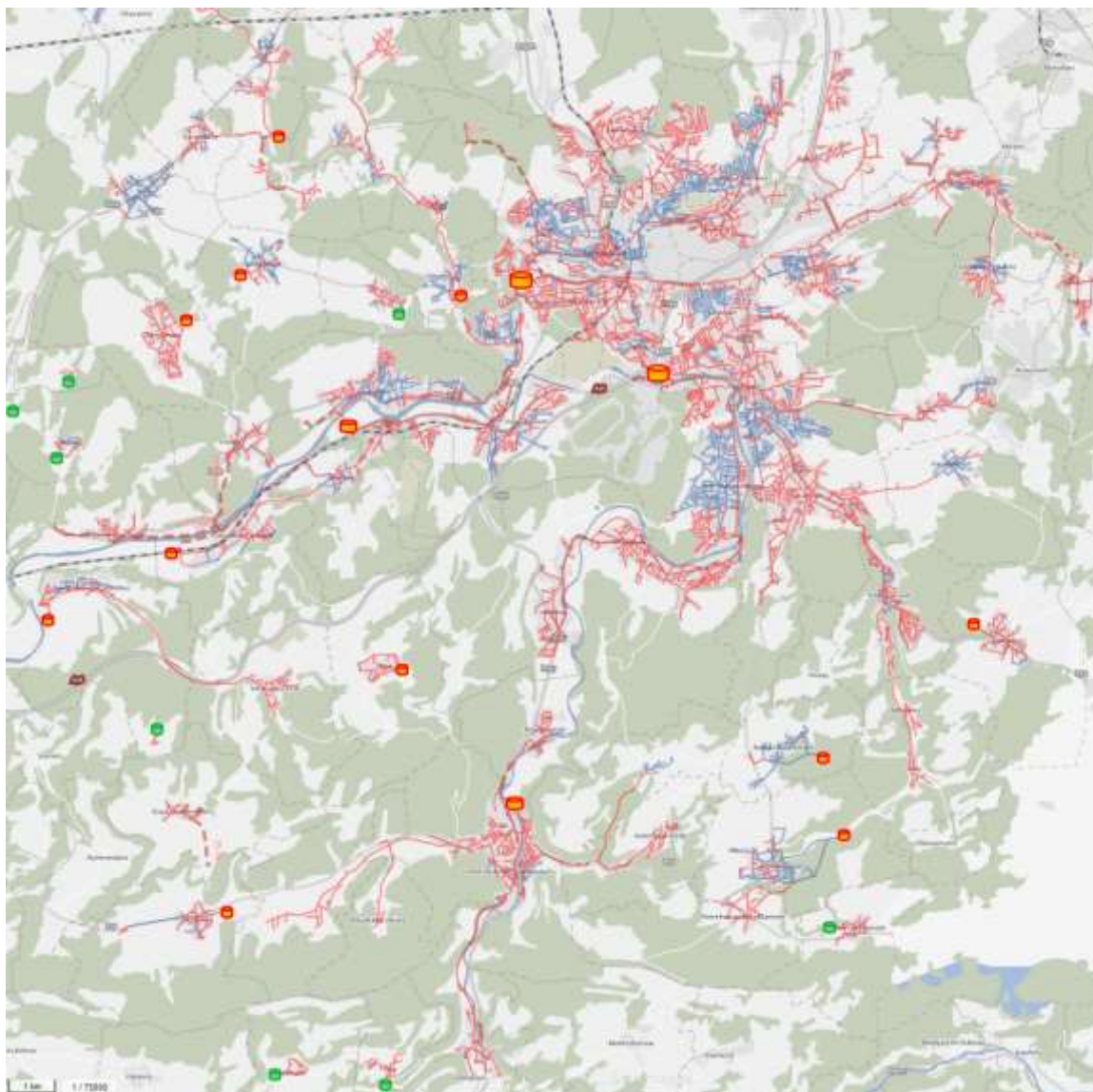


*Station d'épuration d'Arbouans*

## A. LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE

### 1. Les systèmes d'assainissement

#### a) Diversité des systèmes d'assainissement de PMA




Type de collecteur :

 Réseau séparatif

 Réseau unitaire

Type de station d'épuration :

 Boues activées

 Autre (Lagunage, Filtres roseaux, Plateau filtrant)

PMA possède 23 systèmes d'assainissement, composé d'un réseau de collecte des effluents et d'une unité de traitement, de tailles très diverses :

- 2 de plus de 50 000 EH (Arbouans, Sainte-Suzanne)
- 1 de près de 20 000 EH (Bavans)
- 1 de près de 10 000 EH (Pont de Roide-Vermondans)
- 3 de plus de 2 000 EH (Colombier-Fontaine, Dung et Echenans)
- 1 de près de 2 000 EH (Montenois)
- 15 entre 40 EH et 1 500 EH

## Équivalent-Habitant (EH)

Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour (1 EH = 60 g de DBO5/jour).

Le tableau récapitulatif des systèmes d'assainissements est présenté en annexe.

### b) Rappel de la composition d'un système d'assainissement

Un système d'assainissement se compose :

- d'un ensemble de branchements domestiques, assimilés domestiques (restauration, bureaux, bâtiments publics, ...) et autres que domestiques (industriels, ...), dont le suivi est réalisé en régie par département conformité branchement de PMA ;
- d'un réseau public de collecte et de transport des effluents, composé de canalisations et d'ouvrages annexes (poste de relevage et refoulement, bassins et déversoirs d'orage, dessableurs, ...), exploité en délégation de service public par VEOLIA ou la SEPM ;
- d'une unité de traitement des effluents, communément nommée station d'épuration, exploitée en délégation de service public par VEOLIA ou la SEPM

### c) Conformité des systèmes d'assainissement

La conformité de chaque système d'assainissement est évaluée sur plusieurs critères liés aux ouvrages de collecte, de traitement et à leur exploitation, l'objectif étant que la qualité des rejets soit compatible avec le milieu récepteur.

De façon générale, il faut que :

- le réseau permette de collecter l'ensemble des effluents par temps sec ;
- les déversements par temps de pluie soient maîtrisés et conformes à un arrêté spécifique pour les systèmes d'assainissement de plus de 10 000 EH (Par délibération du 15 décembre 2020, PMA a demandé que soit retenue la charge déversée par temps de pluie : les rejets par temps de pluie devront représenter moins de 5 % des flux de pollution produits par ces agglomérations d'assainissement durant l'année) ;
- les ouvrages de traitement soient en capacité de traiter une charge de pollution minimale arrivant à la station d'épuration, dépendant de la taille de l'agglomération ;
- les ouvrages de traitement soient correctement exploités pour que leurs performances restent conformes aux prescriptions nationales (issues de la directive européenne sur les Eaux Résiduaires Urbaines) et locales (issues de l'arrêté individuel d'autorisation pour les stations d'épuration de plus de 2 000 EH).

Par ailleurs, les sous-produits de l'assainissement doivent être traités de façon conforme :

- les filières autorisées d'évacuation des boues d'épuration sont la valorisation agricole par épandage, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée ;
- de plus, depuis la crise sanitaire de mars 2020, il est exigé que les boues soient hygiénisées avant valorisation agricole, afin d'éviter tout risque de contamination, ce qui a généré un impact financier significatif sur cette filière.



## 2. Les branchements

PMA (urbain et périurbain)					
	2021	2022			Variation
	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Total	2022/2021
Estimation du nombre d'habitants desservis	145 945	117 711	24 909	142 620	-2,3%
Nombre d'autorisations de déversement	28	26	2	28	0,0%
Nombre de branchement eaux usées ou unitaires	39 904	31 254	10 420	41 674	4,4%
Nombre de branchement eaux pluviales	39 151	39 151	-	39 151	0,0%
Nombre de branchement neufs	148	63	-	63	-57,4%
Nombre d'abonnés desservis	47 674	36 720	10 424	47 144	-1,1%
Abonnés sur le périmètre du service	47 668	36 715	10 420	47 135	-1,1%
Autres services (réception d'effluents)	6	5	4	9	50,0%
Assiette de la redevance (m3)	5 874 918	4 799 976	957 368	5 757 344	-2,0%
Effluent collecté sur le périmètre du service	5 754 245	4 702 400	921 820	5 624 220	-2,3%
Autres services (réception d'effluents)	120 673	97 576	35 548	133 124	10,3%

### a) Le Département Conformité Branchement



Contrôle branchement à Etupes

Les branchements d'assainissement constituent une composante essentielle du système d'assainissement. Ils permettent en effet d'amener les eaux usées des habitations et immeubles d'activité jusqu'au réseau de collecte.

PMA a donc pour devoir de s'assurer de leur conformité en domaine privé, jusqu'à et y compris le raccordement sur le réseau public. Ce sont les agents assermentés du Département Conformité Branchements de l'Agglomération qui sont en charge de ces vérifications.

Les dossiers de conformité des branchements chez les particuliers et professionnels se composent de deux volets :

- La détermination de l'existence ou non d'un raccordement au réseau public d'assainissement ;
- Une étude diagnostique déterminant la conformité ou non des branchements des différents éléments sanitaires privatifs au réseau d'eaux usées et précisant la nature des éventuelles anomalies constatées.

Si les branchements sont déclarés conformes par les agents du Département Conformité, un rapport de conformité est délivré au propriétaire de l'habitation.

Si les branchements sont non conformes, le propriétaire a l'obligation de réaliser des travaux de mise en conformité dans un délai d'une année.

Passé ce délai et en absence de mise en conformité, le propriétaire se voit appliquer une majoration de 100 % sur la redevance d'assainissement, pour les consommations d'eau de son immeuble, conformément aux articles L. 1331-1 et L 1331-8 du Code de la Santé Publique et au règlement du service public d'assainissement collectif de PMA.

#### **b) Les différents types d'intervention du Département Conformité**

##### **⇒ En cas de travaux (création et renouvellement du réseau d'assainissement) ou de problèmes de pollution des milieux aquatiques**

Les agents interviennent de façon systématique après que les riverains en aient été informés soit par voie de presse, information municipale, réunion publique ou courrier de la Direction du Cycle de l'Eau de la Communauté d'agglomération.

##### **⇒ En cas de constructions nouvelles ou de réhabilitations conséquentes**

Les agents interviennent de façon systématique dès la fin de la construction, comme le prévoit la réglementation.

##### **⇒ En cas de vente d'une habitation ou à la demande spontanée du propriétaire**

Les agents interviennent sur sollicitation des propriétaires, des notaires et des agences immobilières en charge de la vente, par le biais d'un formulaire dénommé « fiche de demande de diagnostic assainissement » disponible en mairie et/ou au siège de la Collectivité ou encore sur demande par courriel à [conformite.branchement@agglo-montbeliard.fr](mailto:conformite.branchement@agglo-montbeliard.fr). Ces contrôles font l'objet d'une participation financière facturée au demandeur, conformément à la délibération du 19 décembre 2013.

#### **Le Département Conformité en chiffre pour 2022**

- Nombre total d'études diagnostiques : 1 441 dont près de 90 % dans le cas de cessions d'immeubles ;
- Nombre total de branchements déclarés conformes (avec ou sans travaux) : 1 154
- Nombre de mises en conformité ayant nécessité la réalisation de travaux par le propriétaire de l'immeuble concerné : 554
- Nombre de taxation (doublement de la part assainissement) : 379
- Montant total de taxation (doublement de la part assainissement) : 0 € (traitée au 1<sup>er</sup> semestre 2023)
- Recettes au titre de la réalisation des études diagnostiques : 272 100 €

Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2020, conformément au nouveau règlement du service assainissement, le propriétaire se voit appliquer une participation aux frais d'établissement de la partie publique des branchements (y compris le regard de contrôle et/ou boîte de branchement) à hauteur du coût réel des travaux.

### c) Les principales causes de non-conformité

#### Anomalies présentant un risque pour l'environnement :

##### ⇒ L'absence de raccordement (total ou partiel) au réseau public d'assainissement :

Il arrive encore de constater le non raccordement des installations sanitaires privées au réseau public d'assainissement, ce qui génère un rejet direct d'eaux usées dans le milieu naturel.

##### ⇒ Inversion des branchements eaux usées / eaux pluviales :

En système séparatif, le branchement des eaux usées doit obligatoirement être connecté sur le collecteur des eaux usées et le branchement des eaux pluviales sur le collecteur des eaux pluviales. L'inversion des branchements génère non seulement des rejets directs au milieu naturel, mais aussi un apport d'eau claire parasite dans le réseau d'eaux usées.

##### ⇒ La présence d'une fosse septique :

Autrefois, les eaux collectées par le réseau d'assainissement dit « tout à l'égout » étaient rejetées dans le milieu naturel, c'est-à-dire à la rivière, sans aucun traitement. À cette époque, les fosses septiques permettaient de réduire au moins l'impact apparent des rejets en transformant la pollution solide en pollution liquide et en réduisant les nuisances visuelles et olfactives.

Aujourd'hui, les effluents septiques rejetés par les fosses endommagent les ouvrages en béton des réseaux et affectent le fonctionnement des stations d'épuration, conçues pour travailler sur une pollution brute.

#### Anomalies présentant un risque pour l'habitation :

##### ⇒ Absence de regard de contrôle :

Le regard de contrôle, ou boîte de branchement, permet, non seulement de contrôler le bon fonctionnement des installations mais également d'entretenir le branchement en cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, tant sur le domaine privé que sur le domaine public. Cet accès est ainsi primordial pour pouvoir curer le branchement et rétablir des écoulements en cas d'obstruction.

##### ⇒ Absence de clapet anti retour :

Tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public peut être noyé en cas d'orage ou d'obstruction du réseau. Il convient de le munir d'un dispositif anti-retour contre le reflux des eaux usées et pluviales, conformément au règlement du service public d'assainissement collectif de PMA et article 43 du Règlement Sanitaire Départemental.

### d) Les abonnés

Pays de Montbéliard compte 47 145 abonnés au service public de l'assainissement collectif en 2022 (dont 28 abonnés non domestiques et 6 Collectivités extérieures).

PMA (urbain et périurbain)								
	2021				2022			Variation
	Urbain	Périurbain (SEPM)	Périurbain (ex-CCVR)	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Total	2022/2021
Nombre d'abonnés	36 050	8 860	2 801	47 711	36 720	10 425	47 145	-1,2%
domestiques ou assimilés	36 019	8 848	2 801	47 668	36 689	10 418	47 107	-1,2%
autres que domestiques	26	11	0	37	26	2	28	-24,3%
autres services d'assainissement	5	1	0	6	5	5	10	66,7%
Nombre d'interventions avec déplacement chez l'abonné	618	68	41	727	618	41	659	-9,4%
Nombre annuel de demande d'abonnement	2 845	638	133	3 616	2 845	668	3 513	-2,8%
Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (pour 1000 abonnés)	0,01	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	-100,0%
Taux d'impayés	0,62%	0,85%	2,18%	0,74%	1,93%	1,18%	1,83%	148,4%
Montant des abandons de créances	8 223 €	898 €	165 €	9 286 €	10 838 €	1 143 €	11 981 €	29,0%
Taux de réclamation (pour 1000 abonnés)	0,89	1,02	0,00	1,91	0,90	1,18	2,08	8,9%

#### Synthèse des données abonnés

Le taux d'impayé a augmenté de façon significative, principalement sur le secteur urbain, qui s'accompagne d'un accroissement de 150% du nombre d'échéancier de paiement.

## e) La réduction des rejets de substances dangereuses

### ➤ Les actions structurantes :

Dans le but de répondre à l'ambition européenne d'améliorer la qualité des milieux aquatiques, Pays de Montbéliard Agglomération doit rechercher la présence de substances dangereuses dans les rejets de ses principales stations d'épuration urbaines (Arbouans, Sainte-Suzanne et Bavans).

Le Contrat d'Agglomération entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) signé le 29 juin 2015 et le Contrat « Opération Allan Environnement » signé le 14 juin 2016 ont permis d'engager l'opération de lutte contre les pollutions toxiques.

Les priorités d'actions ont été définies grâce à :

- la campagne 2007 de recherche des substances dangereuses dans les eaux superficielles de PMA ;
- la recherche des substances dangereuses dans les rejets des stations d'épuration de PMA.

Les substances dangereuses détectées sont :

<b>Priorité 1</b>	
Métaux et métalloïdes	Arsenic et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Cadmium et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Chrome et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Cuivre et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Mercure et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Nickel et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Plomb et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Zinc et ses dérivés
Métaux et métalloïdes	Autres métaux et métalloïdes
Micropolluants organiques	HAP (Hydrocarbures, aromatiques, polycyclique, pyrolytique et dérivés)
<b>Priorité 2</b>	
Micropolluants organiques	Solvants chlorés
Micropolluants organiques	BTEX
Micropolluants organiques	Chlorophénols
Phytosanitaires*	Herbicides
Phytosanitaires*	Autres Phytosanitaires

Ainsi, les rejets des PME/PMI aux réseaux d'assainissement sur le secteur urbain de PMA ont fait l'objet d'un contrôle, d'une régularisation administrative et d'un suivi, depuis l'entrée en vigueur du règlement de service au 1<sup>er</sup> mai 2017.

Dans la continuité de cette démarche, et en application de la réglementation, une nouvelle campagne de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux (RSDE) a été initiée en 2022.

Six campagnes de prélèvements et d'analyses des eaux en entrée et sortie de ces stations sont réalisées à cet effet entre décembre 2022 et septembre 2023.

En cas de détection de substances dangereuses en quantité significative, des actions de prévention ou de réduction devront alors être mises en œuvre pour en réduire la présence.

### L'origine des substances prioritaires identifiées et actions associées

Métaux et métalloïdes : Rejets industriels à mettre en relation avec les activités présentes sur le territoire de PMA (industrie automobile et sous-traitance) \_ Actions associées : Contrôle des rejets industriels et gestion des déchets

HAP : D'origine anthropique ou naturelle (**constituants naturels du charbon et du pétrole, ou issus de la combustion incomplète de matières organiques** telles que les carburants, le bois, le tabac). Ils sont détectés de manière diffuse au niveau de la quasi-totalité des stations de mesure de la qualité des eaux du bassin RMC).

La seule source ponctuelle potentielle identifiée sur le territoire de PMA est représentée par une entreprise d'imprégnation du bois \_ Actions associées : Contrôle des rejets industriels et gestion des déchets

Les solvants chlorés : D'origine industrielle (dégraissage des pièces), artisanale (garage, peinture, pressings), ou domestique, présents dans les pesticides (en tant que substance active ou solvant) \_ Actions associées : Contrôle des rejets industriels et gestion des déchets, démarche « 0 phyto », délimitation de l'aire d'alimentation du captage de Mathay

Les BTEX (ou solvants aromatiques) : Stations-services et dépôts de carburants, peintures, colles, ... \_ Contrôle des rejets industriels et gestion des déchets

Les Chlorophénols : Origines et utilisations très nombreuses (agents de préservation des bois, peintures, fibres végétales, cuir ; entrent dans la composition de produits pharmaceutiques, de colorants ; intermédiaires de dégradation d'autres substances dont pesticides (Lindane) ; résidus de combustion du bois et d'incinération des ordures ménagères) \_ Actions associées : Contrôle des rejets industriels et gestion des déchets, démarche « 0 phyto », délimitation de l'aire d'alimentation du captage de Mathay

Herbicides et autres produits phytosanitaires : Usages agricoles et non agricoles \_ Actions associées : démarche « 0 phyto », délimitation de l'aire d'alimentation du captage de Mathay

### 3. La collecte

L'objectif du réseau d'assainissement est d'assurer dans des conditions satisfaisantes la collecte et l'évacuation des eaux usées et pluviales jusqu'aux unités de traitement.

#### a) Type de collecte

L'assainissement d'une rue peut être de deux types, soit :

##### (1) En système séparatif, le réseau d'assainissement comporte :

- Un collecteur pour les eaux usées,
- Un collecteur pour les eaux pluviales, principalement de voirie, car les eaux pluviales domestiques doivent par défaut être retenues à la parcelle.

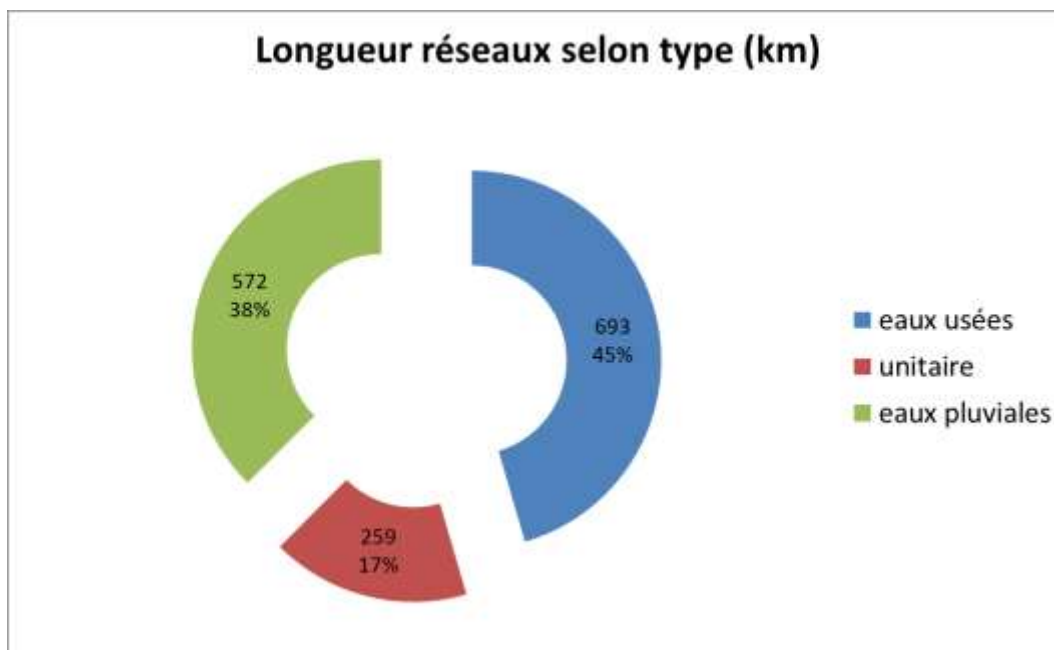
Les eaux usées sont traitées en station de dépollution avant d'être rejetées à la rivière. Les eaux pluviales sont directement dirigées vers le milieu aquatique.

##### (2) En système unitaire le réseau d'assainissement comporte un unique collecteur qui admet les eaux usées et les eaux pluviales.

Elles sont ensuite traitées en station de dépollution puis rejetées à la rivière.

Ces réseaux sont généralement équipés de déversoirs d'orage, permettant le délestage du réseau en cas de fortes pluies afin d'éviter la mise en charge et les débordements incontrôlés. Ces dispositifs sont

éventuellement complétés de bassins d'orage, qui permettent le stockage des effluents avant leur restitution, pour limiter le déversement de pollution dans le milieu naturel.



Ainsi, plus de 1 500 km de réseaux public d'assainissement permettent de collecter les eaux usées et pluviales sur le territoire de PMA.

#### b) L'exploitation des réseaux de collecte

##### Exploitation des réseaux

En 2022, le service de l'assainissement a procédé :

- à l'inspection télévisuelle de près de 62 km de réseau d'assainissement ;
- au curage (nettoyage) de 178 km de réseau d'assainissement ;
- à 175 interventions de désobstruction.

Indépendamment du type de réseau d'assainissement, et pour garantir le transfert des effluents vers les stations d'épuration, il convient principalement de :

- réparer les casses et défauts d'étanchéité qui, selon la hauteur des nappes, supposent des exfiltrations de la pollution ou des apports d'eaux claires parasites ;
- désobstruer et curer préventivement les réseaux, pour permettre un libre écoulement de la pollution ;
- surveiller les déversoirs d'orage, afin d'éviter leur obstruction et des déversements par temps sec ;
- entretenir les postes de refoulement et autres ouvrages annexes ;
- réaliser des inspections télévisuelles des réseaux pour vérifier leur état.

Ces tâches d'exploitation sont complétées par des opérations d'investissements ayant pour objet de :

- limiter les apports d'eaux claires parasites météorites (eaux de pluie, de ruissellement, ressuyage, ...) ou permanentes (sources, drains, ...), qui génèrent des surcoûts d'exploitation et provoquent des déversements au milieu naturel par saturation des réseaux de collecte ;
- renouveler les collecteurs en fin de vie.

### PMA (urbain et périurbain)

	2021				2022		
	Urbain	Périurbain (SEPM)	Périurbain (ex-CCVR)	Total	Urbain	Périurbain (SEPM)	Total
Linéaire de réseau de collecte eaux usées (ml)	469 798	183 928	45 642	<b>699 368</b>	464 064	228 483	<b>692 547</b>
Linéaire de réseau de collecte eaux unitaire (ml)	200 826	44 585	30 663	<b>276 074</b>	196 080	62 546	<b>258 626</b>
Linéaire de réseau de collecte eaux pluviales (ml)	448 431	104 878	36 314	<b>589 623</b>	434 560	137 087	<b>571 647</b>
Nombre de poste de relèvement	114	46	4	<b>164</b>	114	52	<b>166</b>
Nombre de déversoirs d'orage	186	42	38	<b>266</b>	183	42	<b>225</b>
Nombre de points noirs orage	45	2	1	<b>48</b>	45	2	<b>47</b>
Nombre de désobstruction du réseau	179	35	30	<b>244</b>	148	27	<b>175</b>
Longueur de canalisation curée (ml)	124 968	61 402	7 627	<b>193 997</b>	100 670	77 244	<b>177 914</b>
Longueur de canalisation inspectée (ml)	18 400	39 532	514	<b>58 446</b>	13 138	48 452	<b>61 590</b>
Nombre de réparation sur branchements	8	1	1	<b>10</b>	6	0	<b>6</b>
Nombre de réparation sur collecteur, regards et tampons	125	22	1	<b>148</b>	75	58	<b>133</b>

#### Chiffres clés des ouvrages

En 2022, le réseau d'assainissement est constitué par :

- 1 524 km de collecteurs de diamètre 60 à 1800 mm, dont 571 km de réseaux d'eaux pluviales
- 27% des collecteur d'eaux usées est de type unitaire ;
- 166 stations de refoulement ou postes de relevage ;
- 225 déversoirs d'orage.

#### c) Taux de collecte : indicateur de performance du réseau

La performance de l'assainissement collectif est notamment liée à la capacité du réseau de collecte à recueillir effectivement la pollution produite sur la zone desservie et à l'acheminer intégralement vers les usines de dépollution des eaux usées.

Un système de collecte est donc d'autant plus efficace que le taux de collecte défini comme « Le rapport entre la quantité de matières polluantes captée par le réseau parvenant aux ouvrages de traitement (usines de dépollution) et la quantité de matières polluantes générée dans la zone desservie par le réseau » est élevé.

Toutefois, la détermination de ce taux relève d'une problématique majeure qui est d'évaluer la valeur « émise » sur l'Agglomération, puisque la mesure en est quasi-impossible. Pour ce faire, le législateur a fixé la charge polluante théorique émise en France à 60 g par habitant et par jour de DBO<sub>5</sub>.

Pour les ouvrages de plus de 2 000 EH, le nombre d'analyses d'autosurveillance permet une bonne évaluation de la charge entrante et une estimation du taux de collecte :

### PMA (urbain et périurbain)

Système d'assainissement	Capacité (EH)	Agglomération (EH) (1)	Débit de réf. 2022 (m3/j)	Capacité (kg DBO5/j)	Charge théorique (kg DBO5/j)	Charge 2021 (kg DBO5/j)	Charge 2022 (kg DBO5/j)	Taux de collecte 2021	Taux de collecte 2022
Montbéliard Sainte-Suzanne	58 350	58 749	30 080	3 501	3 525	1 800	1 889	51%	54%
Audincourt - Arbouans	71 667	52 610	26 180	4 300	3 157	1 914	1 975	61%	63%
Bavans	19 800	9 701	13 057	1 188	582	357	409	61%	70%
Pont-de-Roide	9 500	7 263	1 900	570	436	308	137	71%	32%
Colombier-Fontaine	4 000	3 559	860	240	214	193	187	90%	87%
<b>Total</b>	<b>163 317</b>	<b>131 882</b>	<b>72 077</b>	<b>9 799</b>	<b>7 913</b>	<b>4 573</b>	<b>4 597</b>	<b>58%</b>	<b>58%</b>

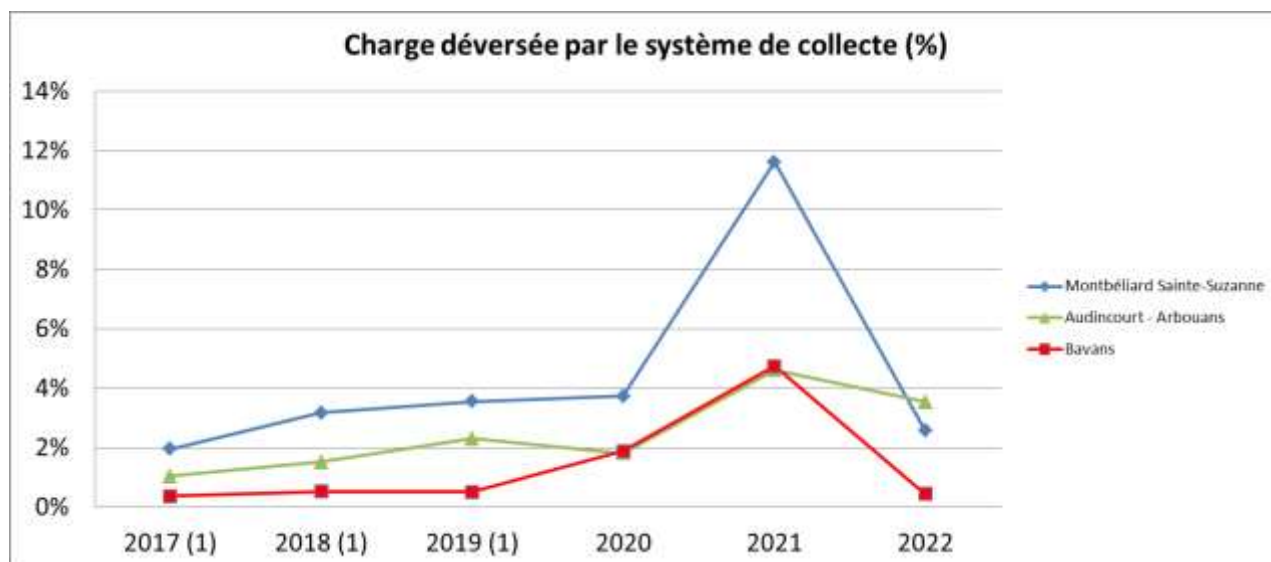
(1) Nota : La taille de l'agglomération inclut les communes externes raccordées au système d'assainissement. Elle est légèrement surestimée, car basée sur la population totale des communes, qui comprend les habitants en assainissement non collectif.

Alors que le contexte météorologique est favorable, avec un niveau de précipitation réduit, l'année 2022 se caractérise par un maintien du taux de collecte global. Cette moyenne du taux de collecte masque une

augmentation pour les ouvrages du secteur urbain et une baisse pour les ouvrages du secteur périurbain, très significative pour le système d'assainissement de Pont-de-Roide.

#### d) Conformité de la collecte

En application du critère demandé pour l'évaluation de la conformité de la collecte des systèmes d'assainissement de plus de 10 000 EH, la moyenne des charges déversées sur les 5 dernières années doit rester inférieure à 5%.



Charge déversée par le système de collecte (%)	2017 (1)	2018 (1)	2019 (1)	2020	2021	2022	Moyenne sur 5 ans
Montbéliard Sainte-Suzanne	1,96%	3,17%	3,55%	3,73%	11,62%	2,57%	4,93%
Audincourt - Arbouans	1,05%	1,52%	2,31%	1,81%	4,62%	3,54%	2,76%
Bavans	0,37%	0,53%	0,51%	1,88%	4,74%	0,44%	1,62%
Pluviométrie	585	766	974	882	1099	895	923,2

(1) Nota : Ces données sont en partie incomplètes ou incohérentes.

Sur le secteur urbain, après plusieurs années de dégradation de la charge déversée sur les systèmes, une nette amélioration s'observe en 2022. Au-delà de la faible pluviométrie, celle-ci est le résultat des actions identifiées dans le cadre du diagnostic permanent et d'une meilleure maîtrise du fonctionnement des ouvrages et organes de mesure, notamment pour le système d'assainissement de Sainte-Suzanne.

#### Diagnostic permanent

Selon l'arrêté du 21 Juillet 2015, en application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brut de pollution supérieure ou égale à 600 kg DBO5/j, le maître d'ouvrage met en place et tient à jour le diagnostic permanent de son système d'assainissement.

Ce diagnostic s'articule autour des quatre points suivants :

- Connaître en continu le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement,
- Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système,
- Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées,
- Exploiter le système dans une logique d'amélioration continue.

Sur le territoire de PMA, le diagnostic permanent a été mise en œuvre en 2020 sur les systèmes d'assainissement d'Arbouans, Bavans et Sainte-Suzanne, avec l'appui de VEOLIA.



Ainsi, l'ensemble des systèmes reste conforme en 2022. **Toutefois, la valeur extrême mesurée sur Sainte-Suzanne en 2021 (11,62%), continue de compromettre la conformité pour les 3 prochains exercices.**

Etant donné l'importante dérive précédemment observée sur les systèmes d'assainissement de Sainte-Suzanne et de Bavans, et en parallèle de l'étude schéma directeur d'assainissement mentionnée au point suivant, une réflexion a déjà été engagée commence à porter ses fruits :

- sur la gestion du temps de pluie de Sainte-Suzanne pour réduire les flux de pollution déversée par les réseaux de collecte et en entrée de la station d'épuration, afin qu'un maximum de pollution soit capté et traité par celle-ci ;
- sur la recherche d'apport d'eaux claires parasites sur Bavans.

La mise en place du diagnostic permanent et la fiabilisation des données permettent aujourd'hui de mieux suivre le fonctionnement des réseaux, identifier les dysfonctionnements et cibler efficacement les travaux à réaliser.

### Point de repère

Une **eau parasite** est une eau qui transite dans un réseau d'assainissement non conçu pour la recevoir. Ce terme est utilisé pour désigner une eau claire (généralement très peu polluée), introduite dans un système d'assainissement unitaire ou séparatif.

L'origine des eaux parasites est multiple et on peut les classer selon leur origine :

- Eaux claires parasites permanentes : il s'agit d'eaux parasites d'infiltration diffuse de la nappe qui peuvent s'introduire au niveau des anomalies structurelles du réseau (cassures, fissures, effondrement...), des anomalies d'assemblage (décalage, déboîtement...) et des anomalies fonctionnelles (branchement pénétrant) ou d'étanchéité (racines) ;
- Eaux claires parasites météoriques : il s'agit d'intrusions d'eaux pluviales dans un réseau de collecte des eaux usées qui peuvent avoir plusieurs origines : des branchements incorrects de gouttières ou autres ouvrages (descentes de garage, grilles de cour privée...), des raccordements incorrects d'avaloirs et de grilles du réseau des eaux pluviales sous domaine public ;
- Eaux claires parasites de captages liées à la collecte de ruisseaux historiquement canalisés puis transformés en partie aval en collecteurs unitaires.

Les **eaux claires parasites** constituent un problème important du fonctionnement des systèmes d'assainissement. Les impacts des eaux parasites sur le réseau d'assainissement sont multiples :

- **Diminution de la capacité de transit** entraînant des surcharges hydrauliques dans les collecteurs et les postes de relèvement. Cette saturation peut entraîner des surverses dans les caves, sur la chaussée ou dans le milieu naturel ;
- **Surcharge des postes de relèvement** avec augmentation des durées de pompage et donc des consommations d'énergie, usure mécanique des équipements... ;
- **Usure accélérée des collecteurs** provoquée soit par l'agressivité des effluents, soit par l'érosion progressive des matériaux de remblais de la tranchée d'assainissement sous l'action des eaux d'infiltration qui peuvent provoquer des fissures, tassements différentiels...

### e) Mieux comprendre le fonctionnement du réseau de collecte pour en améliorer le fonctionnement

Depuis novembre 2020, les services de l'Agglomération ont lancé une étude pour l'élaboration d'un nouveau schéma directeur d'assainissement, outil de planification stratégique destiné à piloter les actions de la Collectivité en matière d'assainissement pour une décennie et permettre d'atteindre les objectifs inscrits à :

- la Directive Cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 ;
- la Directive Eaux Résiduaires Urbaines (DERU) du 21 mai 1991 ;
- la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006.

L'objet de l'étude Schéma Directeur d'Assainissement est de réaliser :

- le diagnostic du fonctionnement des systèmes d'assainissement (réseau eaux usées, réseau d'eaux pluviales, stations de traitement des eaux usées du Pays de Montbéliard Agglomération, afin d'en recenser les anomalies, de quantifier la pollution rejetée ainsi que son impact sur le milieu ;
- le schéma directeur d'assainissement visant à réduire les dysfonctionnements, les rejets de pollution et les surcoûts d'exploitation qui en découlent, à respecter la réglementation en vigueur, notamment à travers la directive eaux résiduaires urbaines (ERU) et l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectifs, et à contribuer aux objectifs du SDAGE Bassin Rhône-Méditerranée ;
- les zonages opposables aux tiers : pour l'assainissement collectif et non-collectif pour limiter l'impact sanitaire et environnemental, et pluviaux pour maîtriser les risques d'inondation, sur le territoire de PMA.

L'étude vise également à compléter les dispositifs d'auto-surveillance et les diagnostics permanents des systèmes d'assainissement, ainsi qu'à initier à l'échelle du territoire leur gestion patrimoniale.

## 4. L'épuration

La communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard dispose de 23 stations d'épuration.

La pollution des eaux usées arrivant à une station d'épuration est principalement mesurée par les paramètres suivants :

- ⇒ Les matières en suspension (MES) :  
Représentent la part non soluble directement décantable.
- ⇒ La demande biochimique en oxygène en 5 jours (DBO5) :  
Représente la quantité d'oxygène qu'il faut fournir aux micro-organismes pour qu'ils puissent assimiler (manger) les matières en solution biodégradables.
- ⇒ La demande chimique en oxygène (DCO) :  
Représente la quantité d'oxygène qu'il faut fournir pour oxyder chimiquement (dégrader) les matières en solution biodégradables mais aussi non biodégradables.
- ⇒ L'azote global ou total (NGL) :  
Représente toutes les formes de l'azote contenu dans les eaux usées (matières organiques, nitrites, nitrates, ammonium)
- ⇒ Le phosphore total (Pt) :  
Représente toutes les formes de matières et molécules renfermant du phosphore (matières organiques, poly-phosphates, ...)

### a) Les usines de dépollution du secteur urbain

Les informations sont détaillées dans les rapports annuels du délégataire correspondants.

### (1) Arbouans

Arbouans	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	3 716 894	4 760 869	3 607 397	-24%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	77 616	111 401	27 173	-76%
Conformité des analyses (104/104)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	684,8	1 112,0	894,3	-20%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station d'Arbouans a traité plus de 3,6 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements très élevés sur les paramètres MES et DBO5 (>98%) et un bon niveau d'abattement pour les autres paramètres.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (2) Bavans

Bavans	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	1 398 986	2 035 748	1 291 105	-37%
Volume déversé en tête de station	23 860	22 616	9 301	-59%
Volume by-pass en cours de traitement	27 849	229 908	8 507	-96%
Conformité des analyses (24/24)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	134,0	115,5	105,9	-8%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Bavans a traité près de 1,3 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements très élevés sur les paramètres MES et DBO5 (>96%) et un bon niveau d'abattement pour les autres paramètres.

En 2022, le volume déversé par le déversoir d'orage et le by-pass a été réduit par 12, pour ne représenter plus que 1% des effluents traités.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (3) Sainte-Suzanne

Sainte-Suzanne	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	4 711 380	5 449 060	4 683 780	-14%
Volume déversé en tête de station	394 920	475 110	440 492	-7%
Volume by-pass en cours de traitement	2 900	6 000	0	-100%
Conformité des analyses (101/106)	100%	96%	95%	
Boues produites (tMS)	1 516,6	1 456,6	1 603,0	10%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Sainte-Suzanne a traité près de 4,7 millions de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements élevés sur le paramètre DBO5 (>95%).

En 2022, 5 bilans sont non conformes : 2 dépassements pour le paramètre DCO, 3 dépassements pour le paramètre DBO5, et 4 dépassements pour les paramètres MES et NTK (azote Kjeldahl). Ces dépassements sont liés à d'importants volumes de déversement en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### b) Les usines de dépollution du secteur périurbain SEPM

Les informations sont détaillées au RAD correspondant.

### (1) Beutal (lagune)

Beutal	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	10 404	13 140	11 680	-11%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La lagune de Beutal a traité plus de 11 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).

### (2) Bretigney (roselière)

Bretigney	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	3 672	-	4 380	0%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (1/1)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La roselière de Bretigney a traité plus de 4 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).

### (3) Présentevillers (lagune)

Présentevillers	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	138 961	197 593	146 546	-26%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (1/1)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La lagune de Présentevillers a traité plus de 146 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).

### (4) Solemont (roselière)

Solemont	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	8 568	-	10 950	0%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (1/1)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La roselière de Solemont a traité près de 11 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).

### (5) Abbévillers

Abbévillers	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	34 884	58 218	73 913	27%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	2,1	14,5	15,3	6%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station d'Abbévillers a traité près de 74 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

La station reçoit un volume d'eaux claires parasites significatif, mais elle ne dispose pas de mesure fiable sur le déversoir en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (6) La Guinguette (plateau filtrant)

La Guinguette	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	-	-	-	0%
Volume déversé en tête de station	-	-	-	0%
Volume by-pass en cours de traitement	-	-	-	0%
Conformité des analyses (0/0)				
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

Pas de mesure de débit ni de bilan en 2022 sur le plateau filtrant de la Guinguette.

La file eau n'a pas encore été évaluée et la file boues est conforme à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).

### (7) Blamont

Blamont	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	48 654	72 270	55 358	-23%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/3)	100%	50%	67%	
Boues produites (tMS)	0,4	3,2	0,6	-81%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Blamont a traité plus de 55 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

En 2022, la station reçoit un volume d'eaux claires parasite important, mais elle ne dispose pas de mesure sur le déversoir en tête de station. Un bilan est non conforme : 1 dépassement pour les paramètres NTK (azote Kjeldahl) et Ptot (phosphore total).

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (8) Colombier-Fontaine

Colombier-Fontaine	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	190 339	305 774	211 186	-31%
Volume déversé en tête de station	0	0	24 203	100%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (10/12)	100%	92%	83%	
Boues produites (tMS)	238,0	66,3	32,3	-51%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Colombier-Fontaine a traité plus de 211 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements très élevés sur les paramètres MES et DBO5 (>98%), mais en légère dégradation sur le Pt (84%).

En 2022, la mise en place de la mesure sur le déversoir en tête de station a permis d'enregistrer un volume déversé important, représentant 10% du volume traité. Deux bilans sont non conformes : 2 dépassements pour le paramètre Ptot (phosphore total). Ce dépassement est lié à des dysfonctionnements de la pompe doseuse.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (9) Dambelin

Dambelin	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	38 250	60 590	37 480	-38%
Volume déversé en tête de station	0	0	667	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (5/5)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,5	2,6	1,8	-31%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Dambelin a traité plus de 37 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

En 2022, le dispositif de mesure sur le déversoir en tête de station a été mis en place. Une réflexion est en cours pour améliorer le fonctionnement global de la station pour limiter l'impact du système d'assainissement sur le milieu récepteur.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (10) Dung

Dung	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	197 681	217 202	202 733	-7%
Volume déversé en tête de station	55 195	298 099	50 995	-83%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (13/13)	92%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	16,7	18,1	18,3	1%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Dung a traité près de 203 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements moyens.

En 2022, on observe une réduction significative des volumes rejetés par le déversoir d'orage, qui ne représente plus que 25% des effluents traités.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (11) Echenans

Echenans	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	203 119	258 084	200 409	-22%
Volume déversé en tête de station	115 655	199 090	197 188	-1%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (13/13)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	12,2	15,7	1,1	-93%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station d'Echenans a traité plus de 200 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

En 2022, les volumes enregistrés sur le déversoir en tête de station sont surestimés par mis en charge de la canalisation d'évacuation des eaux traitées selon constat réalisé début 2023. Une réflexion est en cours pour améliorer le fonctionnement des ouvrages et équipement de mesure, en parallèle à l'étude schéma directeur.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (12) Ecot

Ecot	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	14 076	15 330	16 425	7%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,1	0,3	0,5	67%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station d'Ecot a traité plus de 16 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

En 2022, la station reçoit un volume d'eaux claires parasite important, mais elle ne dispose pas de mesure sur le déversoir en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (13) Feule (roselière)

Feule	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	11 628	13 870	10 950	-21%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (1/1)	100%	0%	0%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La roselière de Feule a traité près de 11 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (14) Montenois

Montenois	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	59 364	97 966	96 451	-2%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	1,0	0,0	-100%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Montenois a traité plus de 96 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements très élevés.

En 2022, la station reçoit un volume d'eaux claires parasite important, mais elle ne dispose pas de mesure sur le déversoir en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (15) Pont-de-Roide

Pont-de-Roide-Vermondans	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	357 696	475 404	381 285	-20%
Volume déversé en tête de station	252	69 096	24 680	-64%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (12/13)	100%	92%	92%	
Boues produites (tMS)	40,0	86,3	76,4	-11%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Pont-de-Roide-Vermondans a traité plus de 381 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements élevés.

En 2022, le volume déversé représente 6% des effluents traités. Un bilan est non conforme : 1 dépassement pour le paramètre Ptot (Phosphore total).

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

#### (16) Roches-lès-Blamont

Roches-lès-Blamont	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	26 010	27 740	118 232	326%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (3/3)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	1,5	0,2	0,2	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Roches-lès-Blamont a traité plus de 118 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements élevés.

L'évolution du volume traité et la faible quantité de boues évacuées indiquent un fonctionnement incertain de la station d'épuration.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

#### (17) Saint-Maurice-Colombier

Saint-Maurice-Colombier	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	43 911	74 278	43 654	-41%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	3,6	15,9	9,8	-38%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Roches-lès-Blamont a traité près de 44 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec des rendements élevés.

En 2022, la station ne dispose pas de mesure sur le déversoir en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

#### (18) Echelotte (plateau filtrant)

Echelotte	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	2 142	-	-	0%
Volume déversé en tête de station	0	-	-	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	-	-	0%
Conformité des analyses (0/0)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

Pas de mesure de débit ni de bilan en 2022 sur le plateau filtrant d'Echelotte.

Les files eau et boues sont conformes à 100% (pas d'évacuation de boues en 2022).



### (19) Sainte-Marie

Sainte-Marie	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	51 240	65 700	58 400	-11%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	6,0	4,1	4,9	20%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La station de Sainte-Marie a traité plus de 58 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

En 2022, la station ne dispose pas de mesure sur le déversoir en tête de station.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

### (20) Villars-lès-Blamont (roselière)

Villars-lès-Blamont	2020	2021	2022	Evolution
Volume traité (m3)	24 480	32 850	32 120	-2%
Volume déversé en tête de station	0	0	0	0%
Volume by-pass en cours de traitement	0	0	0	0%
Conformité des analyses (2/2)	100%	100%	100%	
Boues produites (tMS)	0,0	0,0	0,0	0%
Conformité traitement des boues	100%	100%	100%	

La roselière de Villars-lès-Blamont a traité plus de 32 milliers de m<sup>3</sup> d'eaux usées, avec de bons rendements.

Les files eau et boues sont conformes à 100%.

## 5. Les boues et autres sous-produits

Les boues d'épuration sont les principaux déchets produits par une station d'épuration. Les autres sous-produits sont constitués des refus de dégrillages (lingettes, etc.), des sables et des graisses, qui sont généralement retirés des effluents lors de l'étape de prétraitement.

Sur le territoire de PMA, les boues sont principalement valorisées par épandages, le compostage étant utilisée comme filière complémentaire ou de secours.

Cette pratique est conforme à la réglementation en vigueur. Elle a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux d'autorisation ou est soumise à déclaration, selon la quantité produite par les ouvrages. Le principal plan d'épandage, lié au périmètre urbain, a été arrêté le 25 mars 2015 pour une durée de 10 ans, suite à l'enquête publique conduite du 15 septembre au 16 octobre 2014 sur le territoire des 57 communes inscrites au plan. La procédure de renouvellement est en cours pour mise en œuvre en dès 2025.

Depuis le début de la crise sanitaire de mars 2020, les boues destinées à la valorisation agricole devaient faire l'objet d'une hygiénisation stricte, ce qui augmentait de façon significative des coûts d'épandage. Malgré ces contraintes, cette filière restait la plus économique. Au vu des risques sanitaires, les mesures conjoncturelles ont été levées au début de l'année 2023. Au-delà de la réduction des coûts d'exploitation, cette évolution permettra aussi d'éviter les contraintes techniques qui avaient généré des nuisances olfactives dans le secteur de la station d'épuration de Pont-de-Roide-Vermondans.

Bien que le contexte d'augmentation des coûts des intrants agricoles soit favorable à l'épandage ou au compostage des boues d'épuration, ces solutions restent à ce jour fragilisées par l'évolution du cahier des charges de la filière Comté et l'exemple que cela pourrait induire sur l'acceptation des boues dans le milieu agricole.

En 2022, 2 603 tonnes de matières sèches issues des ouvrages d'épuration ont été évacuées en épandage agricole, chiffre en baisse de 11% en référence à l'année antérieure. Il convient de souligner que cette

évolution est contraire à celle attendue. En effet, une augmentation de la quantité de boues était anticipée, étant donné les conditions pluviométriques favorables à la réduction des déversements d'eaux brutes sur les réseaux de collecte, tel que cela est constaté sur la majorité des systèmes d'assainissement.

## 6. Synthèse 2022

### PMA (urbain et périurbain)

Système d'assainissement	Capacité (EH)	Agglomération (EH)	Charge pollution (%)	Débit de référence (m3/j)	Charge hydraulique (%)	Boues produites	Ratio boues produites (%)	Commentaire
Sainte-Suzanne	58 350	58 749	101%	30 623	<b>210%</b>	863,5	81%	Surcharge hydraulique
Arbouans	71 667	52 610	73%	26 180	<b>146%</b>	1 087,3	113%	Surcharge hydraulique
Bavans	19 800	9 701	49%	13 057	<b>264%</b>	105,9	60%	Surcharge hydraulique
Pont-de-Roide	9 500	7 263	76%	2 400	101%	76,4	<b>58%</b>	Sous-production de boues
Colombier-Fontaine	4 000	3 559	89%	860	86%	32,3	<b>50%</b>	Sous-production de boues
Dung	2 360	1 903	81%	1 765	<b>299%</b>	18,3	<b>53%</b>	Surcharge hydraulique, Sous-production de boues
Montenois	1 920	1 533	80%	288	60%	-	-	
Abbévillers	1 100	1 070	97%	89	32%	15,3	78%	
Echenans	2 200	2 040	93%	3 359	<b>611%</b>	1,1	<b>3%</b>	Surcharge hydraulique, Sous-production de boues
Blamont	1 167	1 722	<b>148%</b>	204	70%	0,6	<b>2%</b>	Surcharge pollution, Sous-production de boues
Saint-Maurice-Colombier	1 400	1 266	90%	210	60%	9,8	<b>42%</b>	Sous-production de boues
Sainte-Marie	1 300	692	53%	234	72%	4,9	<b>39%</b>	Sous-production de boues
Roches-les-Blamont	540	639	<b>118%</b>	81	60%	0,2	<b>2%</b>	Surcharge pollution, Sous-production de boues
Présentevillers	500	468	94%	1 320	<b>1056%</b>	-	-	Surcharge hydraulique
Dambelin	1 185	789	67%	130	44%	1,8	<b>13%</b>	Sous-production de boues
Solemont	250	149	60%	38	61%	-	-	
Ecot	333	507	<b>152%</b>	50	60%	0,5	<b>5%</b>	Surcharge pollution, Sous-production de boues
Villars-les-Blamont	550	449	82%	83	60%	-	-	
Beutal	270	255	94%	41	61%	-	-	
Feule	250	178	71%	50	80%	-	-	
Bretigney	100	74	74%	15	60%	-	-	
Echelotte	50	25	50%	8	64%	-	-	
La Guinguette	40	20	50%	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>178 832</b>	<b>145 661</b>	<b>81%</b>	<b>81 085</b>	<b>227%</b>	<b>2 218</b>	<b>83%</b>	

Au-delà de la conformité globale des ouvrages de traitement en 2022, une analyse par critère permet de mettre en évidence que :

- 3 stations sont en surcharge théorique de pollution : Blamont, Roches-lès-Blamont et Ecot.  
Les ouvrages de traitement devront être adaptés pour remédier à cette situation.
- 6 stations à minima subissent des surcharges hydrauliques, malgré la pluviométrie relativement faible de l'année : Sainte-Suzanne, Arbouans, Bavans, Dung, Echenans et Présentevillers.

*Nota 1 : Les stations d'épuration qui ne sont pas encore équipées en débitmètres sur les déversoirs de tête et les by-pass ont un débit de référence sous-évalué. L'indicateur « ratio des boues produites » permet éventuellement de les identifier.*

*Nota 2 : Une action est en cours pour augmenter la capacité hydraulique de la station de Sainte-Suzanne, en complément des opérations menées sur la collecte du secteur urbain. Pour la station d'Echenans, il a été observé début 2023 que les volumes de déversement étaient surévalués : la modification du poste en tête de station permettra d'améliorer la mesure des volumes réellement déversés.*



Les ouvrages de collecte devront être améliorés pour remédier à cette situation.

- 9 stations produisent des quantités anormalement faibles de boues en référence à la population raccordée : Pont-de-Roide, Colombier-Fontaine, Dung, Echenans, Blamont, Sainte-Marie, Roches-lès-Blamont, Dambelin et Ecot. *Nota : Pour les stations de Pont-de-Roide, Colombier-Fontaine et Echenans, cet indicateur peut être affecté par l'augmentation de la quantité stockée dans le silo à boues en fin d'année.*

Cette situation peut résulter, éventuellement de façon combinée : d'un défaut de collecte, la pollution se déversant directement dans le milieu naturel, à partir du réseau ou en tête de station d'épuration ; Les ouvrages et équipements d'extraction, de traitement et de stockage des boues devront être adaptés pour remédier définitivement à cette situation et améliorer leur exploitation.

La mise en place d'un traitement du Phosphore par injection de Chlorure ferrique sur la station de Dambelin, programmé en 2023, permettra aussi d'améliorer cet indicateur.

## B. LES INVESTISSEMENTS



Travaux Audincourt

### 1. Les opérations d'investissements réalisées en 2022

L'avancement global de la Programmations pluriannuelle des investissements VEOLIA et SEPM sont présentées en annexe F.

#### a) Secteur urbain

Les principales opérations réalisées sur le secteur urbain en 2022 concernent :

Type	Description	Commune	Montant (HT)
<b>Fonds Patrimonial</b>	Renouvellement vis relevage STEP	Arbouans	96 000 €
	Renouvellement réseau assainissement domaine des Saules	Arbouans	56 586 €
	Chemisage collecteur avenue de la Révolution	Audincourt	69 845 €
	Mise en séparatif rue de Saint-Dizier	Badevel	170 287 €
	Renouvellement collecteur rue Pasteur	Bavans	50 769 €
	Renouvellement réseau assainissement, poste de refoulement et chemisage collecteur rue du Stade	Courcelles-lès-Montbéliard	673 987 €
	Renouvellement collecteur rues Grands Champs et des Ecoles	Feschés-le-Chatel	451 694 €
	Renouvellement réseau assainissement rues des Combes et des Sources	Seloncourt	794 887 €
	Renouvellement réseau assainissement Les Evoironnes	Sochoux	113 841 €
	Travaux divers réseaux assainissement	Toutes communes	381 302 €

Type	Description	Commune	Montant (HT)
	Etude Diagnostic permanent	Toutes communes	43 600 €
<b>Fonds Fonctionnel</b>	Réseaux et branchements	Toutes communes	52 208 €
	Station d'épuration et postes de refoulement	Toutes communes	406 704 €
<b>Travaux PMA</b>	Renouvellement réseaux assainissement CD 33	Sainte-Marie	369 302 €
	Renouvellement et extension réseaux assainissement rue de la Papeterie	Mandeure	369 779 €
	Renouvellement réseaux assainissement rue Clémenceau	Exincourt	83 410 €
	Renouvellement réseaux assainissement rue du Croissant	Exincourt	64 136 €
	Extension réseaux assainissement rue des Aviateurs	Mathay	227 548 €
	Mise en séparatif rue de Nommay	Grand-Charmont	405 225 €
	Renouvellement réseaux assainissement rue de la Mairie	Bart	87 698 €
	Renouvellement réseaux assainissement rue Guynemer	Montbéliard	189 203 €
	Renouvellement réseaux rue des Damas	Vandoncourt	61 456 €
	Station d'épuration et postes de refoulement	Toutes communes	51 734 €
	Travaux divers réseaux assainissement	Toutes communes	567 705 €
<b>Etudes PMA</b>	Divers	Toutes communes	29 800 €
<b>Pluvial</b>	Renouvellement réseau CD 33	Sainte-Marie	59 556 €
	Divers	Toutes communes	177 776 €
<b>TOTAL</b>			<b>6 106 038 €</b>

A ces travaux s'ajoutent les opérations menées par la direction Bâtiments et Patrimoine pour 54 k€ HT :

- Reprise chemins de roulement clarificateurs Sainte-Suzanne : 38 748 € HT,
- Reprises béton clarificateur Arbouans et bâtiment Bavans : 12 568 € HT,
- Renouvellement menuiseries pavillon Voujeaucourt : 2 455 € HT.

#### b) Secteur périurbain

Les principales opérations réalisées sur le secteur périurbain en 2022 concernent :

Type	Description	Commune	Montant (HT)
<b>Primo Invest. SEPM</b>	Sécurisation usines	Toutes communes	22 301 €
	Télégestion usines et postes de refoulement	Toutes communes	32 725 €
	Travaux divers	Toutes communes	2 911 €
<b>Fonds Patrimonial SEPM</b>	Renouvellement réseaux assainissement rues Hélène Peugeot et des Jardins	Pont-de-Roide-Vermondans	149 945 €
	Travaux divers	Toutes communes	129 219 €
<b>Fonds Fonctionnel SEPM</b>	Usine assainissement	Toutes communes	127 705 €
	Non-programmé réseau assainissement	Toutes communes	38 924 €
	Non-programmé usine assainissement	Toutes communes	22 720 €
<b>PMA</b>	Etudes et travaux divers	Toutes communes	52 990 €

## 2. Taux de renouvellement des réseaux 2022

Au total, plus de 3,3 km de linéaire de réseau ont été renouvelés en 2022 sur le territoire de PMA, pour un total de 951 km de réseau. Le taux global de renouvellement, de 0,35 %, se décline comme suit :

Taux de renouvellement des réseaux d'assainissement 2022				
	Linéaire réseaux assainissement (ml)	Linéaire renouvelé en 2022 (ml)	Taux de renouvellement 2021	Taux de renouvellement 2022
Urbain	660 000	2 573	0,43%	<b>0,39%</b>
Périurbain	291 000	733	0,22%	<b>0,25%</b>
<b>Total</b>	<b>951 000</b>	<b>3 306</b>	<b>0,37%</b>	<b>0,35%</b>

Il est rappelé que la politique tarifaire définie par le Conseil Communautaire, vise un taux global de renouvellement à minima de 0,60% des réseaux dès 2026, dont 0,30% au titre de la collectivité et 0,30% porté par le Fonds Patrimonial de la SEPM.

En 2022, ces taux sont de 0,16% pour la collectivité et 0,19% pour les Fonds Patrimoniaux de VEOLIA et de la SEPM.

## 3. La programmation et les travaux en projets pour 2023

En lien avec SEPM, Pays de Montbéliard Agglomération a pour projets en 2023 :

- ⇒ de réaliser les dernières opérations du schéma directeur de 2011 permettant l'amélioration fonctionnelle du réseau d'assainissement,
- ⇒ de supprimer les rejets directs encore identifier,
- ⇒ d'assurer le renouvellement patrimonial des réseaux d'eaux usées (désordres structurels, exfiltration ou infiltration) ou selon des opportunités (opérations de voirie),
- ⇒ de gérer de manière efficiente le fonctionnement en temps de pluie des systèmes d'assainissement et d'améliorer des points noirs en cas d'orage,
- ⇒ de pourvoir aux travaux d'amélioration ou de renouvellement des différents ouvrages (stations de relèvement et de refoulement, stations d'épuration).

Le détail des opérations se décline comme suit :

<b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>						
<b>PROGRAMME 2023 DE TRAVAUX SUR RESEAUX D'ASSAINISSEMENT</b>						
<b>COMMUNES</b>	<b>OPERATIONS</b>	<b>Bassin versant rattachement (UDEP)</b>	<b>Linéaire (ml)</b>	<b>MONTANT HT</b>	<b>Travaux financés PMA Budget 18 HT</b>	<b>Travaux financés SEPM HT</b>
<b>RENOUVELLEMENT DES RESEAUX</b>						
BETHONCOURT	Route de bussurel	UDEP Ste Suzanne	60	40 000 €		40 000 €
ECOT	Renouvellement réseau EU Rue de la Fontaine	UDEP Ecot	300	225 000 €	225 000 €	
HERIMONCOURT	3 rue des Vieilles Vignes - Chemisage	UDEP Arbouans	50	25 000 €		25 000 €
MONTBELIARD / SAINTE-SUZANNE	Rue de Roses	UDEP Ste Suzanne	800	525 000 €	525 000 €	
PONT DE ROIDE VERMONDANS	Rue Hélène Peugeot / rue des Jardins - renouvellement réseau EU - tranche 2	UDEP Pont de Roide	350	270 000 €		270 000 €
PRESENTEVILLERS	Rue du chateau d'eau et rue de la noé	UDEP Présentevillers	360	235 000 €		235 000 €
SOCHAUX	Collecteur intercommunal dans enceinte musée Peugeot (tranche 2)	UDEP Ste Suzanne	200	250 000 €	250 000 €	
VALENTIGNEY	Rue des Graviers RD38 - Chemisage du réseau de transfert	UDEP Arbouans	1000	700 000 €		700 000 €
SOCHAUX	Solde AP2022 - Collecteur intercommunal dans enceinte musée Peugeot	UDEP Ste Suzanne		130 000 €	130 000 €	
GRAND-CHARMONT	Solde AP2022 - travaux mise en séparatif rue de Nommay / Rue Curie	UDEP Ste Suzanne		60 000 €	60 000 €	
AUTRES OPERATIONS DE RENOUVELLEMENT	Mise à niveau des affleurants			60 000 €	60 000 €	
OPERATIONS NON PROGRAMMEES	A préciser suivant urgences / demandes			300 000 €	300 000 €	
<b>Sous total renouvellement réseaux d'assainissement (C HT)</b>			<b>3 120</b>	<b>2 820 000 €</b>	<b>1 550 000 €</b>	<b>1 270 000 €</b>
<b>AMELIORATION et/ou TRAVAUX NEUFS / ETUDES et ACQUISITIONS</b>						
AUDINCOURT	Rue de la Musique - Suppression rejet direct de 6 hab	UDEP Arbouans	65	50 000 €		50 000 €
BADEVEL	Etanchéification de 2 branchements dans le Mavuron	UDEP Ste Suzanne		25 000 €		25 000 €
BART	Restructuration antenne réseau EU salle des fêtes	UDEP Bavans	100	60 000 €	60 000 €	
FESCHES LE CHATEL	Rue des Voirannes - Suppression rejet direct de 8 hab	UDEP Ste Suzanne	200	130 000 €		130 000 €
GRAND-CHARMONT	Les jonchets - restruction et déplacement d'un déversoir d'orage pour supprimer des eaux claires parasites	UDEP Ste Suzanne		55 000 €		55 000 €
HERIMONCOURT	Rue Bessot - Suppression rejet direct de 5-6 hab	UDEP Arbouans	80	50 000 €		50 000 €
MONTBELIARD	Restructuration réseau EU Rue Roux	UDEP Ste Suzanne	80	75 000 €	75 000 €	
NEUCHATEL URTIERE	Restructuration réseau EU Rue des Orcières	UDEP Pont de Roide	90	35 000 €	35 000 €	
SEMONDANS	Restructuration réseau EU Rue d'Echenans	UDEP Echenans	100	50 000 €	50 000 €	
VIEUX CHARMONT	Restructuration réseau Unitaire Rue de Belfort (tranche 1)	UDEP Ste Suzanne	350	180 000 €	180 000 €	
AUTRES OPERATIONS D'AMELIORATION	Suppression regards doubles - création de branchements - étude Octave - diverses améliorations sur les réseaux et ouvrages			300 000 €		300 000 €
AQUISITIONS de terrains	Bassin orage Sochaux, emprise autour de la l'UDEP de Ste Suzanne, emprises de postes de refoulement			54 000 €	54 000 €	
AQUISITIONS de matériels	Matériels pour le Département Conformité et sondes de mesures pour les réseaux			26 000 €	26 000 €	
ETUDES	Plan épandage des boues - campagne RSDE - études amonts pour concevoir les projets (topographie, étude de sol ....)			120 000 €	120 000 €	
<b>Sous total Amélioration réseaux d'assainissement (C HT)</b>			<b>1 065</b>	<b>1 210 000 €</b>	<b>600 000 €</b>	<b>610 000 €</b>
<b>AMELIORATION et RENOVATION DES STATIONS / SOUS STATIONS REFOULEMENT</b>						
Rénovation bâtiments et sites extérieurs				35 000 €	35 000 €	
UDEP et Sous stations : Réfection des voiries et des réseaux				70 000 €	70 000 €	
UDEP et Sous stations : Renouvellement et/ou amélioration des ouvrages				120 000 €	70 000 €	50 000 €
<b>Sous total Stations et sous stations (C HT)</b>				<b>225 000 €</b>	<b>175 000 €</b>	<b>50 000 €</b>
<b>Total Assainissement 2023 (C HT)</b>				<b>4 255 000 €</b>	<b>2 325 000 €</b>	<b>1 930 000 €</b>

En complément, des opérations de renouvellement des réseaux pluviaux et unitaires seront réalisées à la charge du budget général :

<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>PROGRAMME 2023 DE TRAVAUX SUR RESEAUX DES EAUX PLUVIALES</b>		
<b>COMMUNES</b>	<b>OPERATIONS</b>	<b>MONTANT T.T.C</b>
<b>RENFORCEMENT RESEAUX EAUX PLUVIALES - POINTS NOIRS ORAGE</b>		
BADEVEL	Carrefour Rue Dampierre / Rue de Beaucourt restrucuration hydraulique du réseau eau pluvial	40 000 €
MONTBELIARD / SAINTE-SUZANNE	Rue de Roses	150 000 €
<b>Sous total Renforcement Réseaux EP - PNO</b>		<b>190 000 €</b>
<b>RENOUVELLEMENT RESEAUX EAUX PLUVIALES / UNITAIRES (quote part pluviale)</b>		
DAMPIERRE LES BOIS	Renouvellement réseau EP rue Beaucourt (RD480)	55 000 €
VIEUX CHARMONT	Restructuration réseau Unitaire Rue de Belfort (quote part EP)	90 000 €
MESLIERES	Renouvellement réseau EP Grande Rue (RD480)	55 000 €
<b>Sous Total Renouvellement Réseaux EP</b>		<b>200 000 €</b>
<b>RENOUVELLEMENT RESEAUX PLUVIALES - non programmé</b>		
A préciser suivant urgences / demandes		50 000 €
<b>Sous Total Renouvellement Réseaux Unitaires au titre des EP</b>		<b>50 000 €</b>
<b>TOTAL EAUX PLUVIALES 2023 (€ TTC)</b>		<b>440 000 €</b>

En 2023, PMA réalisera 4 622 000 € HT de travaux sur ses ouvrages d'assainissement dont :

- 2 325 000 € au titre des budgets annexes BA18 ;
- 367 000 € au titre du budget général ;
- 1 930 000 € seront pris en charge par SEPM au titre du fonds patrimonial ;

#### **4. Les évolutions réglementaires et leurs impacts sur les investissements**

Le nouvel arrêté du 21 juillet 2015 complété par la note technique du 7 septembre 2015 (en remplacement de l'arrêté du 22 juin 2007) rend encore davantage responsable les collectivités de leur système d'assainissement :

- En généralisant les mesures de déversements dans le milieu naturel par temps de pluie pour obtenir un chiffre opposable de la performance du système d'assainissement ;
- En poussant les collectivités à privilégier les techniques alternatives de rétention à la source et à investir sur les réseaux de collecte unitaires (plutôt que de redimensionner les stations) ;
- En les incitant à avoir une politique de gestion du risque et d'amélioration continue par l'auto évaluation.

##### **a) Les actions mises en œuvre avant 2020**

Il s'agit principalement de :

- lancer l'étude schéma directeur ;
- renforcer les systèmes existants de collecte par temps de pluie ;
- créer et améliorer la gestion des bassins de stockage ;
- amorcer la désimperméabilisation de la ville, pour éviter de modifier le dimensionnement des stations d'épuration.

##### **b) Les nouveaux critères de conformité**

Les nouveaux critères de conformité pour les stations d'épuration de plus de 10 000 EH sont :

- aucun déversement par temps sec ;
- une autosurveillance mise en œuvre depuis le 31 décembre 2015 :



- sur les déversoirs d'orage dont la charge polluante est supérieure à 120 kg DBO5 / jour (2 000 EH/j) (temps de déversement journalier et estimation des débits déversés) ;
- sur les déversoirs d'orage dont la charge polluante est supérieure à 600 kg DBO5 / jour (10 000 EH/j) (mesure des débits en continu et estimations des paramètres DBO5 / NTK / pH) ;
- sur les trop-pleins des postes de refoulement ;
- selon le choix du critère de conformité à définir par la collectivité parmi 3 possibilités :
  - soit « moins de 20 déversements / an » (100 en 5 ans)
  - soit « moins de 5% du volume collecté sur l'agglomération »
  - soit « moins de 5% de la charge polluante produite sur l'agglomération »

Le 17 décembre 2020, PMA a délibéré pour demander aux services de la Police de l'Eau de retenir comme critère d'évaluation de la conformité des systèmes d'assainissement d'Audincourt / Arbouans, de Montbéliard / Sainte-Suzanne et de Bavans le critère des flux de pollution, basé sur la charge polluante produite. Ce critère d'évaluation de la conformité des ouvrages doit être confirmé par arrêté préfectoral.

Ainsi, à partir de 2021, le critère utilisé pour statuer sur la conformité du système de collecte par temps de pluie devrait être : les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % des flux de pollution produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année.

Au 31 juillet 2023, les arrêtés préfectoraux fixant ce critère de conformité n'ont pas encore été communiqués à la Direction du Cycle de l'Eau de PMA.

En fonction de ces critères, trois situations de conformité Eaux Résiduaires Urbaines (E.R.U.) sont envisageables les prochaines années :

- soit le système est « conforme ERU » si les critères sont respectés ;
- soit le système est « en cours de mise en conformité » si les critères ne sont pas respectés mais qu'un plan d'actions est mis en œuvre dans le délai fixé ;
- soit le système est « non conforme » si l'auto-surveillance et la transmission des données n'est pas opérationnelle ou si le critère n'est pas respecté et le calendrier fixé pour la mise en conformité n'est pas tenu.

En parallèle de l'étude Schéma directeur d'assainissement, la mise en place du diagnostic permanent va permettre d'évaluer l'évolution des performances des 3 systèmes d'assainissement et définir les actions d'amélioration à mener.

## V. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



*Contrôle d'une installation ANC en construction*


### A. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE

#### 1. Présentation du territoire desservi

Le service public d'assainissement non collectif, SPANC, de Pays de Montbéliard Agglomération, est géré en régie sur l'ensemble des communes de son territoire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le zonage d'assainissement, qui sera actualisé lors de la dernière phase de l'étude Schéma directeur d'assainissement en cours sur l'ensemble du territoire de PMA, est actuellement basé sur les principes suivants :

- les zones urbanisées qui sont les plus denses et les plus défavorables à l'assainissement non collectif (petite taille des parcelles et proximité pouvant engendrer des nuisances) sont prioritairement classées en zone d'assainissement collectif ;
- la desserte d'une zone ne doit pas impliquer un coût excessif (article R2224-7 du CGCT) ; habituellement on considère qu'un équipement est acceptable économiquement dès lors qu'il n'excède pas 25ml de réseau par immeuble raccordable (soit  $25\text{ml} * 350\text{€/ml} + 2000 \text{ € / branchement} = 10\ 750 \text{ € HT}$ ) ;
- les hameaux qui ne sont pas situés en continuité du tissu urbain, et dont la desserte est problématique dans la mesure où ils sont éloignés des réseaux existants (amenée du réseau coûteuse, voire techniquement difficile, entraînant un investissement considérable) sont favorables à l'assainissement non collectif ;

- 
- les zones à urbaniser sont classées prioritairement en zone d'assainissement collectif lorsque les réseaux existants à proximité suffisent à en assurer la desserte.

## **2. Compétences liées au service**

Le SPANC assure les missions obligatoires :

- contrôle de conception et d'exécution des installations nouvelles ou à réhabiliter,
- diagnostics et contrôles de bon fonctionnement des installations existantes (contrôles périodiques et diagnostics immobiliers).

La composition de la CCSPL de PMA est détaillée au point II.E. L'eau participative.

## **3. Mode de gestion du service**

Depuis sa création, le service est exploité en régie directe.

Moyens humains : depuis 2020, le service ne compte plus qu'un technicien à temps partiel (80%).

Moyens matériels : le service dispose d'un véhicule de service et de divers matériels, nécessaires à la réalisation des contrôles.

## **4. Estimation de la population desservie (D301.0)**

Est considérée comme un usager du SPANC, toute personne, y compris les résidents saisonniers, qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Ainsi, le service public d'assainissement non collectif comptabilise environ 2 826 habitants pour un nombre total d'habitants sur le territoire du service de 142 000.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapportée à la population totale du territoire couvert par le service) est de 2,0 %.

Les 942 installations d'assainissement non collectif sont réparties sur le territoire comme suit :

	Communes	NB instal ANC
Ex PMA29	ALLENJOIE	0
	ARBOUANS	23
	AUDINCOURT	9
	BADEVEL	2
	BART	10
	BAVANS	1
	BETHONCOURT	59
	BROGNARD	1
	COURCELLES LES MTB	4
	DAMBENOIS	5
	DAMPIERRE LES BOIS	0
	DASLE	23
	ETUPES	10
	EXINCOURT	1
	FESCHES LE CHATEL	9
	GRAND-CHARMONT	0
	HERIMONCOURT	24
	MANDEURE	26
	MATHAY	142
	MONTBELIARD	43
	NOMMAY	2
	SAINTE SUZANNE	12
	SELONCOURT	5
SOCHAUX	0	
TAILLECOURT	0	
VALENTIGNEY	16	
VANDONCOURT	3	
VIEUX CHARMONT	0	
VOUJEAUCOURT	7	
Ex VALLE DU RUPT	ALLONDANS	0
	DUNG	1
	ECHENANS	0
	ISSANS	0
	PRESENTEVILLERS	1
	RAYNANS	0
	SAINT-JULIEN-LES-MTB	0
	SAINTE-MARIE	14
	SEMONDANS	1

	Communes	NB instal ANC
Ex PAYS DE PONT DE ROIDE	BOURGUIGNON	68
	DAMBELIN	2
	ECOT	13
	FEULE	5
	GOUX-LES-DAMBELIN	7
	NEUCHATEL-URTIERE	0
	NOIREFONTAINE	14
	PONT-DE-ROIDE	22
	REMONDANS-VAIVRE	1
	SOLEMONT	3
	VILLARS-SOUS-DAMPJOUX	12
Ex TROIS CANTONS	BERCHE	3
	BEUTAL	0
	BRETIGNEY	1
	COLOMBIER-FONTAINE	12
	DAMPIERRE-SUR-LE-DOUBS	4
	ETOUVANS	1
	LONGEVILLE-SUR-DOUBS	11
	LOUGRES	3
	MONTENOIS	7
	SAINT-AURICE-COLOMBIER	12
VILLARS-SOUS-ECOT	2	
Ex BALCONS DU LOMONT	ABBEVILLERS	20
	AUTECHAUX-ROIDE	24
	BLAMONT	1
	BONDEVAL	7
	DANNEMARIE	40
	ECURCEY	18
	GLAY	10
	MESLIERES	50
	PIERREFONTAINE-LES-BLAMONT	22
	ROCHES-LES-BLAMONT	3
THULAY	80	
VILLARS-LES-BLAMONT	10	
<b>TOTAL</b>	<b>942</b>	

## 5. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.

Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est supérieur ou égal à 100.

	Action effective en totalité (oui/non)	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
<b>A – Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>			
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération	Non	20	0
Application d'un règlement du service approuvé par délibération	Oui	20	20
Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Non	30	0
Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Non	30	0
<b>B – Eléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service</b>			
Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	10	0
Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Non	20	0
Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	10	0

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2022 est de 20.

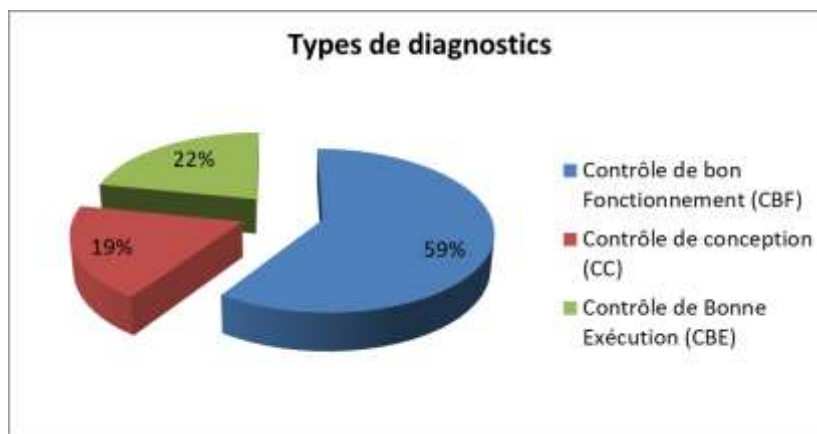
Cet indice était de 80 en 2017 ; cette diminution s'explique par la modification du périmètre de la compétence Assainissement Non Collectif élargie à l'ensemble des 72 communes au 01/01/2018.

Le diagnostic initial des installations a été réalisé par VEOLIA sur l'ensemble du territoire de l'ex Communauté de Communes des Balcons du Lomont. Il est achevé sur le périmètre de l'ex PMA 29 communes. Il a débuté en 2018 et 2019 sur le territoire de l'ex Communauté de Communes de la Vallée du Rupt ; il s'est poursuivi en 2020 et 2021 sur les territoires des ex Communautés de Communes des 3 Cantons et du Pays de Pont de Roide et a débuté sur le secteur des Balcons du Lomont fin 2022.

## 6. Bilan des contrôles 2022

En 2022, 133 contrôles ont été réalisés :

Type de diagnostic	Nombre
<b>Contrôle de bon Fonctionnement (CBF)</b>	79
<b>Contrôle de conception (CC)</b>	25
<b>Contrôle de Bonne Exécution (CBE)</b>	29



## B. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES

### 1. Modalités de tarification

Le SPANC est un service à caractère industriel et commercial. Les prestations qu'il assure donnent lieu au paiement par l'utilisateur de redevances d'assainissement non collectif, visant à couvrir d'une part les charges de gestion du service et d'autre part les charges de contrôle.

La redevance d'assainissement non collectif est uniquement applicable à chaque fois qu'un contrôle est effectué par le SPANC, qu'il soit initial ou périodique de bon fonctionnement, de conception ou de réalisation.

Elle couvre les charges liées :

- à la gestion administrative du service,
- aux contrôles initiaux et périodiques de bon fonctionnement,
- aux contrôles de conceptions rendus obligatoires par l'article R. 431-16 du Code de l'Urbanisme depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 (décret n°2012-274 du 28 février 2012) dans le cadre d'installations nouvelles (permis de construire ou d'aménager) ou de réhabilitation d'ouvrages existants,
- aux contrôles de bonne exécution dans le cadre de la création de nouvelles installations ou de leur réhabilitation,
- aux visites supplémentaires à la demande des usagers, en dehors des contrôles obligatoires, dans le cadre de la mission de conseil du SPANC.

Les tarifs applicables sont fixés par délibération de Pays de Montbéliard Agglomération. En 2022, ils sont définis comme suit :

- Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien :
  - Contrôle initial de l'existant : 200 €
  - Contrôle périodique de bon fonctionnement (installation déjà contrôlée initialement) : 100 €
  - Contrôle dans le cadre d'une vente : 200 € (ou 100 € si déjà contrôlée)
- Contrôle de conception (implantation ou réhabilitation) : 200 €
- Contrôle de bonne exécution (réalisation) : 100 €
- Contre-visite suite à non-conformité ou visite en sus : néant
- Taxation pour refus de contrôle : doublement du tarif du contrôle à réaliser
- Taxation pour non réalisation de travaux dans les délais : 200 € lors du contrôle

Le service n'est pas assujéti à la TVA. Les tarifs sont des forfaits appliqués en fonction de l'intervention réalisée par le SPANC.

Quel que soit le type de redevance, elle est exclusivement facturée au propriétaire.

Les factures sont réalisées et éditées par la Direction du Cycle de l'Eau de Pays de Montbéliard Agglomération.

Le comptable public de Montbéliard est chargé du recouvrement des redevances et des relances éventuelles.

## 2. Recettes

En 2022, les recettes du SPANC sont constituées par les redevances d'assainissement non collectif pour un montant total de 25 900 €, réparti comme suit :

Type de contrôle	Exercice 2022
Contrôle initial de l'existant (200€ ou 100€ si déjà contrôlée)	12 000 €
Contrôle périodique de bon fonctionnement (100€)	1 900 €
Contrôle de conception, implantation ou réhabilitation (200€)	4 400 €
Contrôle de bonne exécution, réalisation (100€)	2 200 €
Doublement redevance pour refus de contrôle	1 400 €
Doublement redevance pour non-exécution de travaux	4 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>25 900 €</b>

## C. INDICATEURS DE PERFORMANCES

### 1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a pour vocation d'évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service + le nombre d'installations jugées non conformes mais ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement depuis la création du service jusqu'au 31/12/N ;
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service jusqu'au 31/12/N.

Cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. En 2022, l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est de 20 ; il n'y a pas lieu de calculer cet indicateur.

Par contre, sur les seules installations contrôlées jusqu'en 2022, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est le suivant :

	Exercice 2022
nombre d'installations contrôlées conformes + nombre d'installations mises en conformité	111
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	725
Taux de conformité (en %)	15%



## D. PERSPECTIVES

En application de la loi NOTRE, l'exercice des compétences Eau et Assainissement est devenu obligatoire pour PMA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Aussi, afin d'obtenir une vision globale et cohérente du territoire, des schémas directeur d'eau potable et d'assainissement sont en cours de réalisation sur la période 2021 / 2023.

Dans ce cadre et après enquête publique, le zonage d'assainissement sera arrêté à l'échelle du territoire des 72 communes de PMA afin de définir :

- les zones d'assainissement collectif où la collectivité sera tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elle sera tenue d'assurer le contrôle de ces installations.

Le principal intérêt du zonage, en ce qui concerne l'assainissement non collectif, réside dans une analyse de la compatibilité des filières envisagées avec les contraintes et les spécificités locale. Le zonage constitue donc une véritable étude d'opportunité et de faisabilité permettant de décider des modes d'assainissement à retenir, sur la base d'une réflexion technico-économique et environnementale du territoire.



## VI. AUTRES ACTIONS DE LA COLLECTIVITE EN RELATION AVEC L'EXERCICE DES COMPETENCES EAU & ASSAINISSEMENT



### A. LES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION

#### 1. La sensibilisation des scolaires

Depuis 2004, la Direction Sensibilisation à l'Environnement de PMA, en partenariat avec l'Education Nationale, propose une offre variée à destination des publics scolaires de l'Agglomération.

Objectif du cycle :

- comprendre les cycles naturel et domestique de l'eau ;
- découvrir l'écosystème rivière (faune et flore associées) ;
- prendre conscience que l'eau est une ressource naturelle épuisable et fragile, les pollutions et les éco gestes ;
- s'approprier un espace naturel, en l'occurrence une rivière ou un ruisseau ;
- développer l'épanouissement des enfants, leur sens critique et leur écocitoyenneté.

Dans ce cadre, 18 classes du CE2 à la 6ème ont été sensibilisées durant l'année scolaire 2022/2023, soit 360 élèves.

#### 2. La sensibilisation du grand public

En plus de la sensibilisation des scolaires, la Direction Sensibilisation à l'Environnement de PMA organise dans le cadre du programme « 1, 2, 3...nature ! » des ateliers d'initiation aux techniques de jardinage écologique, ateliers de fabrication de produits ménagers ou cosmétiques écologiques, des visites de station d'épuration à l'attention du grand public et des scolaires, des sorties pour sensibiliser les habitants à la biodiversité liée aux milieux aquatiques.

Sur les 68 animations « environnement » organisées en 2022 à destination du grand public, 8 étaient consacrées aux thématiques liées à la préservation des milieux aquatiques ; 115 participants ont pu en bénéficier.

## B. AUTRES MISSIONS

### 1. Avis sur les documents d'urbanisme

En 2022 les services de la Communauté d'agglomération ont traité 320 dossiers concernant les 72 communes de PMA, donnant lieu à des informations ou prescriptions en matière d'eau et d'assainissement notamment sur :

Demandes de Permis de construire	153
Demandes de certificats d'urbanisme	135
Demandes de déclaration préalable	20
Demandes de permis d'aménagé	12

### 2. Plan local d'urbanisme

Au cours de l'année 2022, 14 communes ont vu leur plan d'occupation des sols, ou plan local d'urbanisme évoluer. Conformément aux articles R123.9 et suivants du code de l'urbanisme, la Direction du Cycle de l'Eau a été amenée un avis et/ou à produire les annexes sanitaires portant sur les domaines de l'eau et l'assainissement.

Communes	Evolution	Approbation
Allenjoie	Modification n°1	26/09/2022
Audincourt	Modification n°2	30/05/2022
Blamont	Révision	15/02/2022
Dampierre-les-Bois	Modification simplifiée n°2	23/05/2022
Dasle	Modification simplifiée n°1	12/04/2021
Etupes	Modification n°2	15/09/2022
Exincourt	Modification simplifiée n°4	01/03/2022
Hérimoncourt	Modification n°3	03/10/2022
Mathay	Révision allégée	17/05/2022
Montbéliard	PVAP	07/04/2022
Noirefontaine	CC	02/02/2022
Seloncourt	Modification n°4	12/04/2022
Sochaux	Modification simplifiée n°3	15/11/2022
Taillecourt	Modification n°1	24/09/2022

### 3. Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Le paiement de la PFAC donne le droit de déverser les eaux usées domestiques dans le réseau public d'assainissement pour les faire traiter dans une station d'épuration.

Une procédure de raccordement au réseau public est transmise à chaque autorisation d'urbanisme des communes éligibles à la PFAC.

Historiquement, sur le territoire de l'ex-PMA29, les communes reversaient une part de la taxe d'aménagement au bénéfice du budget annexe de l'assainissement collectif.

Au 30 septembre 2021, le Conseil communautaire a délibéré pour homogénéiser la PFAC sur l'ensemble du territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, sur la base de la surface de plancher créée. Pour un logement individuel, elle se décline comme suit :

PFAC « Domestique » (PFAC-D)	
	Part fixe 50 €
Logement individuel	≤ à 100 m <sup>2</sup> de surface de plancher 10 €/m <sup>2</sup>
	> à 100 m <sup>2</sup> de surface de plancher 1 000 € + 20 €/m <sup>2</sup> en sus

Pour l'année 2022, PMA facturera **15 900€** de Participation pour le Financement de l'assainissement collectif.

#### 4. Gestion des eaux pluviales

Une implication quotidienne

Les services de l'Agglomération sont impliqués dans tous les projets qui lui sont soumis, pour affirmer l'enracinement des thématiques environnementales au sein du Pays de Montbéliard, aussi bien auprès des citoyens et des associations que des collectivités publiques.

Intégrée à une politique plus large de développement durable, la gestion alternative des eaux pluviales participe à une refonte de nos priorités et de nos manières de voir et de faire.

Parce que Pays de Montbéliard Agglomération croit en l'importance des actes, elle a engagé une démarche innovante et pionnière à l'échelle du territoire Français. Depuis 2001, chaque chantier réalisé dans le Pays de Montbéliard doit ainsi intégrer ces nouvelles techniques d'infiltration sur le terrain, en lieu et place du traditionnel et contre-productif rejet à l'égout.

Dans ces cas concrets et locaux illustrent cette possibilité d'envisager la gestion alternative des eaux pluviales sous un autre angle que le strict réglementaire.

Dans ces nouveaux projets dits « intégrés » dans lesquels les techniques alternatives sont utilisées non seulement pour leur efficacité technique, mais également pour mettre en valeur l'aménagement urbain :

- Les eaux de ruissellement redessinent les quartiers ;
- Les structures de rétention en surface deviennent une composante de l'aménagement ;
- Elles constituent un facteur d'animation paysagère et ludique ;
- L'eau n'est plus une contrainte mais devient un atout.

Cette approche implique une remise en cause fondamentale des pratiques. La gestion des eaux pluviales ne se contente plus d'une réponse techniciste, confiée à un bureau d'études VRD en fin de parcours alors que le parti d'aménagement est complètement ficelé. Elle doit, au contraire, être prise en compte en amont, dès les premières esquisses, par l'architecte d'opération.

Dans le cas où l'infiltration, du fait de la nature du sol ou de la configuration de l'aménagement nécessite des travaux disproportionnés, les eaux pluviales des parcelles peuvent être stockées avant rejet à débit régulé dans le réseau d'assainissement. Le stockage et les ouvrages de régulation doivent être dimensionnés de façon à limiter le débit de pointe restitués à 20 l/s/ha de terrain aménagé (cette valeur pouvant être réduite jusqu'à 2 l/s/ha en cas de contraintes particulière à l'aval).

## VII. LES ASPECTS FINANCIERS



### A. LA TARIFICATION ET LA FACTURE

#### 1. La constitution du prix de l'eau

Le prix de l'eau comprend quatre parts :

1<sup>ère</sup> part : Perçue par l'exploitant VEOLIA EAU visant à rémunérer le coût d'exploitation des services de l'eau et de l'assainissement. Elle se décompose comme suit :

⇒ Abonnement (Part distributeur) :

Montant fixe, quelle que soit votre consommation d'eau destiné principalement à couvrir les frais d'accès au service, de gestion de votre abonnement, de location et d'entretien de votre compteur permettant de mesurer votre consommation d'eau.

⇒ Consommation eau (Part distributeur) :

Rémunération perçue pour chaque m<sup>3</sup> d'eau potable que vous consommez. Elle correspond :

- Aux coûts liés au captage, pompage, traitement de potabilisation et stockage de l'eau ;
- A son acheminement jusqu'à votre robinet (exploitation et entretien des réseaux) ;
- A une participation au renouvellement des installations (réseaux et ouvrages)

⇒ Consommation assainissement (Part distributeur) :  
Rémunération également liée aux m<sup>3</sup> d'eau consommée.  
Elle correspond :

- Aux coûts liés à la collecte de vos eaux usées vers la station d'épuration (exploitation et entretien des réseaux) ;
- A leur dépollution avant rejet au milieu naturel et au traitement des sous-produits.
- A une participation au renouvellement des installations (réseaux et ouvrages)

2<sup>ème</sup> part : Perçue par PMA qui se décompose comme suit :

⇒ Redevance d'investissement Communautaire (eau potable) :

Redevance perçue pour chaque m<sup>3</sup> d'eau potable que vous consommez et permettant de financer :

- Le renouvellement et les extensions des réseaux d'adduction d'eau potable constitués à ce jour par 1 194 km de canalisations principales et 43 409 branchements ;
- L'amélioration et la sécurisation des captages, usines, dont celle de Mathay capable de produire jusqu'à 75 000 m<sup>3</sup> d'eau potable par jour, réservoirs, ainsi que le renouvellement de leurs équipements ;

⇒ Redevance d'investissement Communautaire (assainissement) :

Redevance également liée aux m<sup>3</sup> d'eau consommés et permettant de financer :

- Le renouvellement et les extensions des réseaux de collecte constitués à ce jour par 1 524 km de canalisations principales et plus de 80 825 raccordements ;
- L'amélioration des performances de traitement des 23 unités de traitement des eaux usées de Pays de Montbéliard Agglomération capables de dépolluer journalièrement une pollution équivalente à 178 000 habitants ;

Et ce afin de respecter des exigences européennes de protection du milieu naturel toujours plus contraignantes.

3<sup>ème</sup> part : Organismes publics

Redevances (Préservation de la ressource, Lutte contre la pollution, Modernisation des réseaux de collecte) perçues par l'Agence de l'Eau pour chaque m<sup>3</sup> d'eau potable que vous consommez.

L'Agence de l'Eau, établissement public de l'état, apporte en retour son concours financier dans le cadre des travaux, études et actions de sensibilisation menées par Pays de Montbéliard Agglomération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

4<sup>ème</sup> part : La taxe sur la valeur ajoutée

Perçue par l'état. Elle est de 5,5% pour l'eau et 10% pour l'assainissement.

## 2. Evolution de la facture 120 m<sup>3</sup> et du prix de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2023

### a) Synthèse de la facture d'eau 120m3 et du prix de l'eau

Commune	Facture 120m3 01/01/2022	Facture 120m3 01/01/2023	Variation (%)	Prix eau potable 01/01/2023	Prix assainissement 01/01/2023
Abbévillers	506,43 €	525,07 €	3,68 %	330,74 €	194,33 €
Allenjoie	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Allondans	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €
Arbouans	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Audincourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Autechaux-Roide	487,50 €	525,17 €	7,73 %	337,76 €	187,41 €
Badevel	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Bart	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Bavans	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Berche	507,75 €	543,99 €	7,14 %	321,75 €	222,24 €
Bethoncourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Beutal	472,55 €	512,01 €	8,35 %	278,45 €	233,55 €

Commune	Facture 120m3 01/01/2022	Facture 120m3 01/01/2023	Variation (%)	Prix eau potable 01/01/2023	Prix assainissement 01/01/2023
Blamont	481,33 €	502,37 €	4,37 %	330,74 €	171,63 €
Bondeval	381,42 €	429,41 €	12,58 %	236,11 €	193,30 €
Bourguignon	432,19 €	475,14 €	9,94 %	272,81 €	202,33 €
Bretigney	535,73 €	568,69 €	6,15 %	357,42 €	211,27 €
Brognard	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Colombier-Fontaine	583,97 €	615,48 €	5,40 %	341,85 €	273,63 €
Courcelles-lès-Montbéliard	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Dambelin	400,55 €	447,72 €	11,78 %	258,40 €	189,32 €
Dambenois	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Dampierre-les-Bois	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Dampierre-sur-le-Doubs	507,75 €	543,99 €	7,14 %	321,75 €	222,24 €
Dannemarie	330,74 €	330,74 €	0,00 %	330,74 €	- €
Dasle	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Dung	544,93 €	568,22 €	4,27 %	336,01 €	232,21 €
Echenans	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €
Ecot	454,74 €	486,14 €	6,91 %	293,03 €	193,12 €
Ecurcey	496,59 €	516,15 €	3,94 %	330,74 €	185,41 €
Etouvans	498,46 €	541,22 €	8,58 %	227,21 €	314,01 €
Etupes	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Exincourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Feschés-le-Châtel	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Feule	628,38 €	654,79 €	4,20 %	355,56 €	299,23 €
Glavay	555,67 €	569,60 €	2,51 %	330,74 €	238,85 €
Goux-lès-Dambelin	533,65 €	569,14 €	6,65 %	355,22 €	213,92 €
Grand-Charmont	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Hérimoncourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Issans	576,39 €	596,55 €	3,50 %	364,33 €	232,21 €
Longeville-sur-Doubs	502,66 €	540,77 €	7,58 %	261,38 €	279,38 €
Lougres	512,90 €	551,30 €	7,49 %	258,71 €	292,58 €
Mandeure	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Mathay	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Meslières	537,96 €	553,57 €	2,90 %	330,74 €	222,83 €
Montbéliard	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Montenois	465,12 €	503,15 €	8,18 %	300,78 €	202,38 €
Neuchâtel-Urtière	521,96 €	558,03 €	6,91 %	280,81 €	277,23 €
Noirefontaine	482,88 €	521,01 €	7,90 %	291,05 €	229,96 €
Nommay	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Pierrefontaine-lès-Blamont	462,53 €	484,48 €	4,75 %	330,74 €	153,74 €
Pont-de-Roide-Vermondans	492,86 €	530,03 €	7,54 %	310,76 €	219,27 €
Présentevillers	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €
Raynans	576,39 €	596,55 €	3,50 %	364,33 €	232,21 €
Rémondans-Vaivre	419,11 €	463,34 €	10,55 %	275,36 €	187,98 €
Roches-lès-Blamont	497,58 €	517,06 €	3,92 %	330,74 €	186,32 €
Sainte-Marie	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €

Commune	Facture 120m3 01/01/2022	Facture 120m3 01/01/2023	Variation (%)	Prix eau potable 01/01/2023	Prix assainissement 01/01/2023
Sainte-Suzanne	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Saint-Julien-lès-Montbéliard	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €
Saint-Maurice-Colombier	425,41 €	469,39 €	10,34 %	249,21 €	220,18 €
Seloncourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Semondans	504,81 €	532,99 €	5,58 %	300,78 €	232,21 €
Sochaux	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Solemont	393,58 €	440,41 €	11,90 %	246,92 €	193,49 €
Taillecourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Thulay	330,74 €	330,74 €	0,00 %	330,74 €	- €
Valentigney	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Vandoncourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Vieux-Charmont	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
Villars-lès-Blamont	482,89 €	504,35 €	4,44 %	330,74 €	173,61 €
Villars-sous-Dampjoux	455,91 €	499,50 €	9,56 %	302,60 €	196,90 €
Villars-sous-ECOT	474,17 €	513,48 €	8,29 %	320,00 €	193,48 €
Voujeaucourt	461,17 €	464,58 €	0,74 %	256,30 €	208,28 €
<b>Moyenne</b>	<b>466,47 €</b>	<b>474,75 €</b>	<b>1,77 %</b>	<b>264,61 €</b>	<b>210,14 €</b>
<b>Prix moyen au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup></b>	<b>3,89 €</b>	<b>3,96 €</b>	<b>1,77 %</b>	<b>2,21 €</b>	<b>1,75 €</b>

*Nota : Les tarifs détaillés sont disponibles en annexe des RAD VEOLIA et SEPM, et dans le RPQS du SIE d'Abbevillers.*

#### b) Evolution du prix de l'eau

**En 2021, le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône Méditerranée et Corse est de 3,87 €/m<sup>3</sup> et de 4,30 €/m<sup>3</sup> en France**, selon la Notice aux maires 2023 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse « La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières » jointe en annexe.

Le prix moyen de l'eau applicable au 01/01/2023 sur le territoire de Pays de Montbéliard Agglomération (**3,96 €/m<sup>3</sup>**) n'est donc pas excessif alors même que l'alimentation en eau potable, la collecte et la dépollution des eaux usées ont nécessité la construction d'infrastructures plus importantes que la moyenne des collectivités françaises, essentiellement du fait de l'étalement urbain de son territoire et du contexte géographique et topographique particulier.

### L'évolution des prix est fonction de la part considérée

► La part perçue par le distributeur (consommation eau et assainissement, abonnement) est révisée une fois par an, en décembre de l'année N-1, selon des formules de variation tenant compte de l'évolution du prix de l'électricité, des salaires dans le BTP, des canalisations, etc. Ces formules de révision sont inscrites au contrat liant notre Agglomération à la SEPM.

Le SIE de l'Abbaye des 3 Rois, fixe ses tarifs d'eau potable pour la commune de Bretigney par délibération du comité syndical et selon les conditions contractuelles avec VEOLIA.

Le SIE d'Abbévillers, quant à lui, fixe annuellement ses tarifs d'eau potable par délibération du comité syndical.

► La part perçue par PMA (redevances d'investissement communautaire eau et assainissement) est fixée par les élus communautaires. La délibération C2023-68 du 11 mai 2023 définit les conditions de convergence de cette part vers un tarif unique en 2026.

► La part perçue par l'Agence de l'Eau est définie par son conseil d'administration constitué par environ 1/3 de représentants des collectivités territoriales, 1/3 de représentants de l'état et 1/3 de représentants des usagers.

► La taxe sur la valeur ajoutée est fixée par l'état.

L'évolution des tarifs 2022-2023 est liée à :

- la révision des tarifs des délégataires :
  - par application des coefficients d'actualisation, pour la SEPM (+8,45 % pour l'eau et l'assainissement de la zone périurbaine SEPM) ;
  - par vote du comité syndical pour la part eau du SIE d'Abbévillers (maintien des tarifs en 2023) ;
- l'application de la convergence tarifaire 2020-2026 du nouveau contrat SEPM, pour les tarifs qui étaient inférieurs au tarif de convergence (en euros constants : 42 €HT/an pour la part fixe, 1,092 €HT/m<sup>3</sup> pour l'eau potable et 1 €HT/m<sup>3</sup> pour l'assainissement) ;
- la variation des redevances pour modernisation des réseaux de collecte de l'Agence de l'eau (maintien des tarifs en 2023) ;
- l'impact de la TVA sur ces augmentations de tarifs.

Les tarifs de la part PMA (RIC) ont été maintenus constants depuis 2020. Les principes de convergence tarifaires sur la période juin 2023 à janvier 2026 ont été votés au Conseil communautaire du 11 mai 2023. Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2026, les usagers du territoire bénéficieront d'un tarif unique pour les services de l'eau et de l'assainissement (hors périmètres des syndicats d'eau potable maintenus).

Entre 2022 et 2023, l'augmentation moyenne du tarif eau et assainissement, sur la base d'une consommation de 120 m<sup>3</sup> s'est limitée à **1,77 %**, pour des valeurs de 0,74 % pour le secteur urbain, et des valeurs variant de 2,51 % à 12,58 % ; selon les communes du secteur périurbain.

Les variations extrêmes résultent de la convergence tarifaire. Les augmentations les plus fortes s'observent sur les communes qui avaient les tarifs initiaux les plus bas et doivent rejoindre le tarif unique en 2026. Les augmentations les plus faibles, quant à elles, s'observent sur les communes qui avaient déjà les tarifs les plus élevés.



## B. LES BUDGETS ANNEXES

### 1. Les budgets annexes du service de l'eau – exercice 2022

En 2022, deux budgets annexes sont affectés au service de l'eau potable :

- Le BA02, budget TTC, qui regroupe les anciens contrats de DSP avec VEOLIA qui sont encore en vigueur sur l'exercice 2022 (ex-PMA29) ;
- Le BA17, budget HT, dédié au nouveau contrat de DSP avec la SEPM.

*Nota* : Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, ces 2 budgets fusionneront dans un budget unique, le BA17.

L'exécution budgétaire 2022 reflète la poursuite des programmations de travaux, en coordination avec les communes et l'exploitant en faveur des investissements patrimoniaux sur les réseaux et ouvrages d'eau potable, permettant une amélioration progressive des infrastructures indispensables au maintien de la qualité du service.

#### a) Réalisations section investissement

Ces budgets ont permis de réaliser les écritures d'amortissement des ouvrages d'eau potable à hauteur de 0,8 M€.

Près de 5 351 k€ d'investissements ont pu être réalisés en 2022, hors remboursement de 365 k€ d'annuité d'emprunts, grâce aux financements suivants :

- Budget annexe 02 :	1 547 k€
- Budget annexe 17 :	801 k€ (y compris reports 2023 du BA02)
- Budget général (DECI) :	200 k€
- Fonds patrimonial VEOLIA :	1 040 k€
- Fonds fonctionnel VEOLIA :	613 k€
- Fonds primo-investissements SEPM :	108 k€
- Fonds patrimonial SEPM :	763 k€
- Fonds fonctionnel SEPM :	279 k€

Les principales opérations d'investissement réalisées en 2022 sont détaillées au III.B.1.

#### b) Situation de la dette et ratio de désendettement

PMA a opéré en 2015 un réaménagement de sa dette qui lui a permis, d'une part d'améliorer ses conditions de financement et donc de réduire le coût annuel de la dette à la charge du budget annexe de l'eau potable, et, d'autre part, de faire reposer la dette des budgets eau et assainissement sur des contrats distincts de ceux du budget général et non sur des emprunts tous budgets.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, date de la reprise des emprunts des communes et syndicats, suite au transfert obligatoire de la compétence eau potable à l'échelon intercommunal, le niveau des emprunts a significativement augmenté. Le service des finances de PMA a donc à nouveau entrepris des actions de réaménagement des emprunts pour réduire le poids de la dette.

Encours dette au 31/12/2022 : 5 207 210 €  
Remboursement capital au cours de l'exercice 2022 : 365 167 €  
Remboursement intérêts au cours de l'exercice 2022 : 150 528 €  
**Durée d'extinction de la dette : 2,8 ans**

Le détail par budget de cet indicateur de performance de la collectivité est présenté en annexe.

### 2. Le budget annexe du service de l'assainissement – exercice 2022

En 2022, deux budgets annexes sont affectés au service de l'assainissement :

- Le BA03, budget TTC, qui regroupe les anciens contrats de DSP avec VEOLIA qui sont encore en vigueur sur l'exercice 2022 (ex-PMA29 et ex-CCVR, jusqu'au 31 juillet 2022) ;
- Le BA18, budget HT, dédié au nouveau contrat de DSP avec la SEPM.

*Nota : Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, ces 2 budgets fusionneront dans un budget unique, le BA18.*

L'exécution budgétaire 2022 reflète la poursuite des programmations de travaux, en coordination avec les communes et l'exploitant en faveur des investissements patrimoniaux sur les réseaux et ouvrages d'assainissement, permettant une amélioration progressive des infrastructures indispensables au maintien de la qualité du service.

#### **a) Réalisations section investissement**

Ces budgets ont permis de réaliser les écritures d'amortissement des ouvrages d'assainissement à hauteur de 2,2 M€.

Près de 7 251 k€ d'investissements ont pu être réalisés en 2022, hors remboursement de 909 k€ d'annuité d'emprunts, grâce aux financements suivants :

- Budget annexe 03 :	2 601 k€
- Budget annexe 18 :	525 k€ (y compris reports 2023 du BA02)
- Budget général (Eaux pluviales urbaines) :	237 k€
- Fonds patrimonial VEOLIA :	2 903 k€
- Fonds fonctionnel VEOLIA :	459 k€
- Fonds primo-investissements SEPM :	58 k€
- Fonds patrimonial SEPM :	279 k€
- Fonds fonctionnel SEPM :	189 k€

Les principales opérations d'investissement réalisées en 2022 sont détaillées au IV.B.1.

#### **b) Situation de la dette et ratio de désendettement**

PMA a opéré en 2015 un réaménagement de sa dette qui lui a permis, d'une part d'améliorer ses conditions de financement et donc de réduire le coût annuel de la dette à la charge du budget annexe de l'assainissement, et, d'autre part, de faire reposer la dette des budgets eau et assainissement sur des contrats distincts de ceux du budget général et non sur des emprunts tous budgets.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, date de la reprise des emprunts des communes et syndicats, suite au transfert obligatoire de la compétence assainissement à l'échelon intercommunal, le niveau des emprunts a significativement augmenté. Le service des finances de PMA a donc à nouveau entrepris des actions de réaménagement des emprunts pour réduire le poids de la dette.

Encours dette au 31/12/2022 : 16 359 067 €  
Remboursement capital au cours de l'exercice 2022 : 908 962 €  
Remboursement intérêts au cours de l'exercice 2022 : 459 887 €  
**Durée d'extinction de la dette : 9,4 ans**

Le détail par budget de cet indicateur de performance de la collectivité est présenté en annexe.

#### **c) Service public de l'assainissement non collectif**

Depuis sa création, le SPANC est rattaché au budget annexe de l'assainissement collectif des anciennes DSP (BA03).

Il n'y a pas eu de dépense ni de recette d'investissement réalisées pour le SPANC durant cet exercice budgétaire. De même, il n'y a pas d'emprunt associé à ce service.

En 2022, le service n'a pas engagé de dépense de fonctionnement pour fournitures, entretien et petit équipement.

Ainsi, les seules écritures réalisées concernent, en fonctionnement :

- en dépense : les charges de personnel ;
- en recette : la facturation des contrôles réalisés au bénéfice des usagers du service.

### 3. Apports du budget général – exercice 2022

Conformément à la réglementation, les services de défense extérieure contre l'incendie et de gestion des eaux pluviales urbaines sont de nature administrative, et sont donc financés par le budget général de PMA.

*Nota : Il est rappelé que ce budget est géré en TTC.*

#### a) Dépenses engagées par PMA au titre de la DECI

Les dépenses liées à la défense incendie concernent :

- en fonctionnement :
  - o l'entretien poteaux incendie (CA 2022 : 68 450 €)
  - o la mesure débit pression (CA 2022 : 39 329 €)
  - o la manœuvre poteaux incendie (CA 2022 : 32 819 €)
  - o la participation à Véolia (CA 2022 : 551 701 €) (selon les termes de l'ancien contrat de DSP)
- en investissement :
  - o le renouvellement poteaux incendie (CA 2022 : 34 434 €)
  - o le renforcement réseaux (CA 2022 : 165 988 €)

De plus, PMA contribue chaque année directement au financement des services départementaux d'incendie et de secours par le contingent du SDIS (CA 2022 : 7 739 189 €).

En 2022, PMA a versé plus de 8,6 M€ au bénéfice de la protection contre les incendies.

#### b) Dépenses engagées par PMA au titre des eaux pluviales urbaines

Les dépenses liées aux eaux pluviales urbaines concernent :

- en fonctionnement :
  - o des charges à caractère général (CA 2022 : 34 481 €)
  - o des charges de personnel (CA 2022 : 1 189 555 €)
  - o la participation à Véolia (CA 2022 : 5 499 097 €) (selon les termes de l'ancien contrat de DSP, sur la base du linéaire des réseaux unitaires et pluviaux exploités)
  - o la participation à la SEPM (CA 2022 : 798 086 €) (selon les termes du nouveau contrat de DSP, sur la base du linéaire des réseaux unitaires et pluviaux exploités)
- en investissement :
  - o des études et autres immobilisations incorporelles (CA 2022 : 31 049 €)
  - o la création et le renouvellement des réseaux pluviaux et unitaires (CA 2022 : 237 332 €)

En 2022, PMA a versé près de 7,8 M€ au bénéfice de la gestion des eaux pluviales urbaines.



## VIII. ANNEXES

## A. LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 17, dont 3 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

Thème	Type	Code	Libellé
<b>Abonnés</b>	Indicateur descriptif	D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis
<b>Abonnés</b>	Indicateur descriptif	D102.0	Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>
<b>Abonnés</b>	Indicateur descriptif	D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service
<b>Qualité de l'eau</b>	Indicateur de performance	P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie
<b>Qualité de l'eau</b>	Indicateur de performance	P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques
<b>Réseau</b>	Indicateur de performance	P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable
<b>Réseau</b>	Indicateur de performance	P104.3	Rendement du réseau de distribution
<b>Réseau</b>	Indicateur de performance	P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés
<b>Réseau</b>	Indicateur de performance	P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau
<b>Réseau</b>	Indicateur de performance	P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable
<b>Qualité de l'eau</b>	Indicateur de performance	P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau
<b>Gestion financière</b>	Indicateur de performance	P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité
<b>Abonnés</b>	Indicateur de performance	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées
<b>Abonnés</b>	Indicateur de performance	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés
<b>Gestion financière</b>	Indicateur de performance	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité
<b>Gestion financière</b>	Indicateur de performance	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente
<b>Abonnés</b>	Indicateur de performance	P155.1	Taux de réclamations

## B. LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 19, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

Thème	Type	Code	Libellé
<b>Abonnés</b>	Indicateur descriptif	D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif
<b>Réseau</b>	Indicateur descriptif	D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées
<b>Boue</b>	Indicateur descriptif	D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration
<b>Abonnés</b>	Indicateur descriptif	D204.0	Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>
<b>Abonnés</b>	Indicateur performance	de P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées
<b>Réseau</b>	Indicateur performance	de P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées
<b>Collecte</b>	Indicateur performance	de P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU
<b>Épuration</b>	Indicateur performance	de P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU
<b>Épuration</b>	Indicateur performance	de P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU
<b>Boue</b>	Indicateur performance	de P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation
<b>Gestion financière</b>	Indicateur performance	de P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité
<b>Abonnés</b>	Indicateur performance	de P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers
<b>Réseau</b>	Indicateur performance	de P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau
<b>Réseau</b>	Indicateur performance	de P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées
<b>Épuration</b>	Indicateur performance	de P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel
<b>Collecte</b>	Indicateur performance	de P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées
<b>Gestion financière</b>	Indicateur performance	de P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité
<b>Gestion financière</b>	Indicateur performance	de P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente
<b>Abonnés</b>	Indicateur performance	de P258.1	Taux de réclamations

## C. CAPTAGES

PMA (urbain)							
Captages	Type	Arrêté DUP	Capacité	Traitement	Communes déservies	Population	Commentaires
Mathay	Eau superficielle (Doubs)	2007	3 750 m3/h	Usine	ALLENJOIE		
					ARBOUANS		
					AUDINCOURT		
					BADEVEL		
					BART		
					BAVANS		
					BERCHE		
					BETHONCOURT		Interconnexion de sécurisation d'HERICOURT
					BROGNARD		
					COURCELLES-LES-MONTBELIARD		
					DAMBENOIS		
					DAMPIERRE-LES-BOIS		
					DAMPIERRE SUR LE DOUBS		Interconnexion de sécurisation d'ETOUVANS
					DASLE		Interconnexion de sécurisation à la CCST
					DUNG		
					ETUPES		
					EXINCOURT		
					FESCHES-LE-CHATEL		
					GRAND-CHARMONT		
					HERIMONCOURT		
					MANDEURE		
					MATHAY		Interconnexion de sécurisation de BOURGUIGNON Vente en gros au GRAND BELFORT Hameau de Lucelans alimenté par ECOT
					MONTBELIARD		
					NOMMAY		
					SAINTE-SUZANNE		
					SELONCOURT		Interconnexion de sécurisation de BONDEVAL
SOCHAUX							
TAILLECOURT							
VALENTIGNEY							
VANDONCOURT							
VIEUX-CHARMONT							
VOUJEAUCOURT							

**PMA (périurbain)**

Captages	Type	Arrêté DUP	Capacité	Traitement	Communes déservies	Population	Commentaires
Devillairs (principal)	Source karstique	2000	20 m3/h - 240 m3/j		AUTECHAUX-ROIIDE	521	
Combe Girardot (secours)	Source karstique	2017	10 000 m3/an	Chloration			
Fontaine (principal)	Source karstique	2021	10 000 m3/an		BEUTAL	275	Interconnexion programmée avec LONGEVILLE SUR DOUBS (en remplacement de la source Cudot à abandonner en 2023)
Cudot (secours)	Source karstique	(non protégéable)	-	Chloration			
Fremeuge	Source karstique	2018	32 860 m3/an	UV	BONDEVAL	489	Interconnexion de secours à MATHAY
Puits de Piguesses	Puits	2020	70 000 m3/an	Chloration	BOURGUIGNON	928	Interconnexion de secours à MATHAY
Vaux	Source karstique	En cours	A déterminer				
Douve	Source karstique	En cours	A déterminer	Chloration	COLOMBIER FONTAINE	1 257	Interconnexion de secours à ETOUVANS
Sapins (1 amont, 1 aval et 2)	Sources karstiques	2016	100 m3/h - 30 000 m3/an				
Cul des Moulins	Source karstique	1987	(non fixé)	Chloration	DAMBELIN	507	Hameau d'Esnans alimenté par GOUX LES DAMBELIN
Prés Lajus	Forage	2016	50 m3/j - 8 000 m3/an				
Vuilleprés	Source karstique	2018	20 m3/h - 55 000 m3/an	Chloration	ECOT	507	Réservoir A36 partiellement alimenté par ETOUVANS Hameau de La Charme alimenté par REMONDANS-VAIVRE
Puits de Champs de Champagne	Puits	2011	400 m3/j - 150 000 m3/an	Usine	ETOUVANS	1 123	Interconnexion de secours à MATHAY
					GOUX LES DAMBELIN		Alimenté par ETOUVANS
Parret	Source karstique	2018	40 000 m3/an	Usine	FEULE	178	Alimente la commune de DAMPJOUX
Baumette	Puits karstique (captage Grenelle)	2015	110 m3/h - 600 000 m3/an	Usine	MONTENOIS	4 182	Alimente les communes d'AIBRE, ARCEY et DESANDANS
					ALLONDANS		
					ECHENANS		
					ISSANS		
					PRESENTEVILLERS		
					RAYNANS		
					SAINTE-MARIE		
					SEMONDANS		
ST JULIEN LES MONTBELIARD							
Puits de la Combe Monney	Forage	2009	15 m3/h - 180 m3/j	Usine	LONGEVILLE SUR DOUBS	689	
Beau Soleil	Puits	1985	(non fixé)	Chloration	LOUGRES	772	Secteur haut partiellement alimenté par ISSANS-BAUMETTE
Part des Creux	Source karstique	2010	25 m3/j - 9 000 m3/an	Chloration	NEUCHATEL-URETIERE	191	
Œil de Bœuf	Source karstique	2019	46 000 m3/an (pour les 2 captages)	Usine	NOIREFONTAINE	346	
Tillenaie	Source karstique	2019		Chloration			
Rochedane	Puits	2011	1 600 m3/j - 600 000 m3/an				
En Prêles	Puits	En cours	A déterminer	Chloration	PONT DE ROIIDE-VERMONDANS	4 230	
Sous le Gey (1 et 2)	Source karstique	En cours	A déterminer				
La Reculée (1, 2 et 3)	Source karstique	En cours	A déterminer	UV	REMONDANS-VAIVRE	238	Hameau d'Esnans alimenté par GOUX LES DAMBELIN
Puits de Saint Maurice	Puits	2005	16 m3/h - 250 m3/j	Chloration	SAINT MAURICE COLOMBIER	933	Hameau d'Echelotte alimenté par ETOUVANS
Du Mont (Est et Ouest)	Source karstique	En cours	A déterminer	Chloration	SOLEMONT	149	
Puits de Dampjoux (principal)	Puits	2014	30 000 m3/an				
Source route de Feule (secours)	Source karstique	2014	9 000 m3/an	Chloration	VILLARS SOUS DAMPJOUX	360	
Cabiotte, Fondereaux (1 et 2)	Sources karstiques	2014	30 000 m3/an	Chloration	VILLARS SOUS ECOT	358	Secteur Gendarmerie alimenté par ETOUVANS



**SYNDICATS D'EAU POTABLE**

Captages	Type	Arrêté DUP	Capacité	Traitement	Communes desservies	Population	Commentaires
Fontaine du Crible	Forage karstique (captage Grenelle)	2016	36 m3/h - 500 m3/j	Usine	BRETIGNEY	75	Exploité en DSP VEOLIA jusqu'au 31 décembre 2029 La commune de Bretigney devrait sortir du syndicat au 1 <sup>er</sup> janvier 2030
Jean Burnin Vallon	Forage Forage karstique	2014 2014	190 000 m3/an 350 000 m3/an	Usine	ABBEVILLERS BLAMONT DANNEMARIE ECURCEY GLAY MESLIERES PIERREFONTAINE LES BLAMONT ROCHES LES BLAMONTS THULAY VILLARS-LES-BLAMONT	5 176	Exploité en régie syndicale Convention de délégation de compétence avec PMA jusqu'au 28 février 2030 Secteur Helvetie - Commune d'Ecurcey alimenté par PONT DE ROIDE-VERMONDANS Secteur Grande rue - Commune d'Ecurcey alimenté par AUTECHAUX-ROIDE

## D. SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT

### Secteur urbain

N°	Nom	Communes (Hameau)	Type	Date mise en service	Capacité EH	Agglomération EH	Linéaire				Nombre de branchements	Branchts. industriels	Poste re foul.	Trop-plein	DO	BO	Boues	Destination
							EU	Unitaire	Refoult.	EP								
1	Montbéliard Sainte-Suzanne	Allenjoie Badevel Bethoncourt Brognard Courcelles-les-Montbéliard Dambenois Dampierre-les-Bois Etupes Exincourt (partiel 50%) <b>Fêche-l'Eglise</b> Feschés-le-Chatel Grand-Charmont Montbéliard (partiel 85%) Nommay Sainte-Suzanne Sochaux Vieux-Charmont	BAAP	31/12/1993	58 350	53 300	211 807	113 431	11 237	215 661	12 769	5	57	10	118	7	Fltre à bande	Epandage
2	Audincourt - Arbouans	Arbouans Audincourt Bondeval Dasle Exincourt (partiel 50%) Glay Hérimoncourt Mandeure Mathay Meslières Montbéliard (partiel 15%) Seloncourt Taillecourt Valentigney Vandoncourt Voujeaucourt (partiel 3%)	BAAP	31/12/1997	71 667	49 700	192 105	152 300	5 264	170 741	14 043	7	43	4	45	1	Digestion anaérobie mésophile - Filtre presse	Epandage
3	Bavans	Bart ( <b>partiel? 91%</b> ) Bavans Berche Dampierre-sur-le-Doubs Voujeaucourt (partiel 97%)	BAAP	01/07/2004	19 800	10 900	48 936	30 120	1 844	38 010	3 399	1	14	2	14		Table d'égoutage	Vers autre STEU

*en rouge, communes extérieures à PMA*

## Secteur périurbain (supérieur à 1 000 EH)

N°	Nom	Communes (Hameau)	Type	Date mise en service	Capacité EH	Agglomération EH	Linéaire				Nombre de branchements	Branchts. industriels	Poste re foul.	Trop-plein	DO	BO	Boues	Destination
							EU	Unitaire	Re foul.	EP								
4	Pont-de-Roide	Autechaux-Roide Bourguignon Dampjoux Ecurcey Neuchatel-Urtière Noirefontaine Pont-de-Roide Remondans-Vaivre Villars-sous-Dampjoux	BAAP	31/12/2001	9 500	6 600	57 500	3 650	5 000	50 600	2 760	1	18	6	21		Table d'épandage	Epandage
5	Colombier-Fontaine	Colombier-Fontaine Etouvans Longeville-sur-le-Doubs Lougres	BAAP	01/09/2008	4 000	2 900	20 601	1 715	5 014	8 498	734		12				Filtre à bande	Epandage
6	Dung	Allondans Dung Issans Raynans	BAAP	31/12/1981	2 360	2 050	7 612	8 597	-	4 480	504	504	0				Silo	Epandage
7	Montenois	Montenois	BAAP	01/01/2012	1 920	1 884	10 000	-	-	8 000	622		0				Filtres plantés de roseaux	
8	Abbévillers	Abbévillers	BAAP	31/12/2000	1 100	1 732	5 889	310	200	5 869	428		1				Silo	Epandage
9	Désandans-Echenans	Aibre Désandans Echenans Laire Le Vernoy Saint-Julien-les-Montbéliard Semondans	BAAP	01/01/2014	2 200	1 650	8 775	661	-	8 644	69		2				Silo	Epandage
10	Blamont	Blamont Pierrefontaine-les-Blamont	BAAP	31/12/1980	1 167	1 400	10 606	10 888	-	10 410	729		2				Silo drainé	Epandage
11	Saint-Maurice-Colombier-Villars	Saint-Maurice-Colombier Villars-sous-Écot	BAAP	31/12/1997	1 400	1 260	12 705	2 984	481	10 540	508		1			2	Silo drainé	Epandage
12	Sainte-Marie	Sainte-Marie	BAAP	31/12/1981	1 300	1 111	1 201	6 698	-	1 311	303		2				Silo	Epandage

en rouge, communes extérieures à PMA



## E. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE COLLECTIVITE

### 1. Eau potable

Thème	Type	Code	Libellé
Gestion financière	Indicateur de performance	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Exercice 2022	BA 02 eau ancienne DSP	BA 17 nouvelle DSP	Total Eau potable
Remboursement capital (€)	25 769	339 398	365 167
Remboursement intérêts (€)	15 236	135 292	150 528
Epargne brute (€)	1 232 191	624 995	1 857 186
Capital restant dû au 31/12/2021 (€)	708 650	4 498 560	5 207 210
<b>Durée d'extinction de la dette (an)</b>	<b>0,6</b>	<b>7,2</b>	<b>2,8</b>
Travaux (€)	1 546 656	800 920	2 347 576
Subventions reçues (€)	109 713	300 989	410 702
Amortissements réalisés (€)	565 952	248 442	814 394

*Nota : Les autres indicateurs du service sont disponibles dans les rapports annuels du délégataire.*

### 2. Assainissement

Thème	Type	Code	Libellé
Gestion financière	Indicateur de performance	P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité

Exercice 2022	BA 03 asst ancienne DSP	BA 18 nouvelle DSP	Total Assainissement
Remboursement capital (€)	416 516	492 447	908 963
Remboursement intérêts (€)	215 011	244 875	459 886
Epargne brute (€)	1 379 544	353 913	1 733 457
Capital restant dû au 31/12/2021 (€)	8 369 912	7 989 155	16 359 067
<b>Durée d'extinction de la dette (an)</b>	<b>6,1</b>	<b>22,6</b>	<b>9,4</b>
Travaux (€)	261 463	524 824	786 287
Subventions reçues (€)	550 872	323 271	874 143
Amortissements réalisés (€)	1 634 749	582 809	2 217 558

*Nota : Les autres indicateurs du service sont disponibles dans les rapports annuels du délégataire.*





## G. SYNTHÈSE ARS SUR LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

### 1. Secteur ex-PMA29 / Berche / Dampierre-sur-le-Doubs / Dung

#### Unité de distribution PMA 32 (025001077)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : PMA 32	ENTÉROCOQUES /100ML-MS	17/08/2022	2 n/(100mL)
	ENTÉROCOQUES /100ML-MS	17/08/2022	6 n/(100mL)

Nombre de dépassement des références de qualité : 8

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT PMA	CARBONE ORGANIQUE TOTAL	11/10/2022	2.1 mg(C)/L
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	07/03/2022	4
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	05/04/2022	4
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	10/05/2022	3
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	13/06/2022	4
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	09/08/2022	4

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : PMA 32	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-MS	04/04/2022	1 n/(100mL)
	TEMPÉRATURE DE L'EAU	30/08/2022	25.3 °C

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : (ABA) BERCHE	ALUMINIUM TOTAL G/L	11/10/2022	600 microgramme/L



## Unité de distribution PMA 32 (025001077)

### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

#### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	225	
Nombre de prélèvements non conformes :	2	
Proportion de prélèvements conformes :		99.11 %

#### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	237	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
B	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité réglementaires. Deux dépassements ponctuels de la limite de qualité ont cependant été observés pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant, permettant un retour à la normale.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité réglementaires. Deux dépassements ponctuels de la limite de qualité ont cependant été observés pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant, permettant un retour à la normale.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## Unité de distribution (ABA) BERCHE (025001319)

### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

#### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	54	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

#### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	65	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 2. Secteur ex-CCVR

### Unité de distribution ALLONDANS (025003964)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT BAUMETTE	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	05/04/2022	1.2 NFU

Nombre de dépassement des références de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT BAUMETTE	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	05/04/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	<b>14</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>0</b>	
Proportion de prélèvements conformes :		<b>100.00 %</b>

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	<b>17</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>1</b>	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		<b>94.12 %</b>

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

### 3. Secteur Autechaux-Roide

#### Unité de distribution AUTECHAUX ROIDE (025000062)

##### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP: STATION GIRARDOT	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-M5	15/02/2022	2 n/(100mL)
	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	15/02/2022	3

##### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

###### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA PT01.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

###### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA PT02.1)

Nombre de prélèvements :	10	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

##### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

##### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

##### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 4. Secteur Beutal

### Unité de distribution BEUTAL (025000081)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE / 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : BEUTAL	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-M5	16/05/2022	2 n/(100mL)
Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT DE BEUTAL	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	23/11/2022	1 NFU

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	10	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 5. Secteur Bondeval

### Unité de distribution BONDEVAL (025000098)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT DE BONDEVAL	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	13/06/2022	0
Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : BONDEVAL	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-M5	04/04/2022	2 n/(100mL)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	6	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 6. Secteur Bourguignon

### Unité de distribution BOURGUIGNON (025000118)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	11	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 7. Secteur Colombier-Fontaine

### Unité de distribution COLOMBIER FONTAINE (025000208)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT COLOMBIER	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	11/01/2022	3.4 NFU

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT COLOMBIER	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	27/09/2022	0.63 NFU

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : COLOMBIER FONTAINE	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	12/04/2022	3 NFU



## Unité de distribution COLOMBIER FONTAINE (025000208)

### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

#### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

#### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	11	
Nombre de prélèvements non conformes :	1	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		90.91 %

### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

Paramètre turbidité : un dispositif de prise en charge de la turbidité doit être mis en place.

L'exploitant doit finaliser la procédure de protection des ouvrages de captage.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 8. Secteur Dambelin

### Unité de distribution DAMBELIN CUL DES MOULINS (025001605)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	2	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	2	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## Unité de distribution DAMBELIN SAPINS (025000466)

### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité :

1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT SOURCES SAPINS	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	05/07/2022	1 NFU

## Unité de distribution DAMBELIN SAPINS (025000466)

### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

#### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	4	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

#### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	6	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 9. Secteur d'Ecot

### Unité de distribution ECOT (025000252)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : ECOT	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-MS	02/05/2022	3 n/(100mL)

### Unité de distribution ECOT (025000252)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes :	100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	11
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :	100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## Unité de distribution AIRE D'AUTOROUTE D'ECOT (025001850)

### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

#### **Qualité bactériologique :**

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	4	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

#### **Qualité physico-chimique :**

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	4	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 10. Secteur Etouvans

### Unité de distribution ETOUVANS (025000275)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	11	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 11. Secteur Feule

### Unité de distribution FEULE (025003948)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT FEULE DAMPJOUX	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	11/07/2022	1.3 NFU

Nombre de dépassement des références de qualité : **2**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT FEULE DAMPJOUX	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	21/11/2022	0
	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	21/11/2022	0.64 NFU

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	<b>5</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>0</b>	
Proportion de prélèvements conformes :		<b>100.00 %</b>

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	<b>6</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>1</b>	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		<b>83.33 %</b>

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 12. Secteur Goux-lès-Dambelin

### Unité de distribution GOUX LES DABELIN (025000331)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : GOUX LES DABELIN	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-M5	05/04/2022	7 n/(100mL)
Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : RESERVOIR GOUX	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	16/03/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	10
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes :	100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	12
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :	100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).



### 13. Secteur Longeville-sur-Doubs

#### Unité de distribution LONGEVILLE SUR LE DOUBS (025000434)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : NOUVELLE STATION LONGEVILLE	AMMONIUM (EN NH4)	12/04/2022	0.36 mg/L
	FER TOTAL	12/04/2022	270 microgramme/L

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	10	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 14. Secteur Lougres

### Unité de distribution LOUGRES (025000446)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = À L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT BAUMETTE	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	05/04/2022	1.2 NFU

Nombre de dépassement des références de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT BAUMETTE	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	05/04/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	<b>8</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>0</b>	
Proportion de prélèvements conformes :		<b>100.00 %</b>

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	<b>27</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>1</b>	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		<b>96.30 %</b>

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 15. Secteur Neuchâtel-Urtière

### Unité de distribution NEUCHATEL URTIERE (025000537)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	5	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	5	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 16. Secteur Noirefontaine

### Unité de distribution NOIREFONTAINE (025000545)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 17. Secteur Pont-de-Roide-Vermondans

### Unité de distribution PONT DE ROIDE (025000598)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT ROCHEDANE	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	03/10/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	18	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	22	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit finaliser les démarches visant à la protection du captage "En Presle".

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 18. Secteur Rémondans-Vaivre

### Unité de distribution REMONDANS-VAIVRE (025001449)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : **1**

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : REMONDANS-VAIVRE	ENTÉROCOQUES /100ML-MS	19/10/2022	1 n/(100mL)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	<b>10</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>1</b>	
Proportion de prélèvements conformes :		<b>90.00 %</b>

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	<b>12</b>	
Nombre de prélèvements non conformes :	<b>0</b>	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		<b>100.00 %</b>

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
<b>A</b>	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a cependant été observé pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant, permettant un retour à la normale.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a cependant été observé pour la microbiologie. Des démarches ont été mises en œuvre par l'exploitant, permettant un retour à la normale.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 19. Secteur Saint-Maurice-Colombier

### Unité de distribution SAINT MAURICE COLOMBIER (025000741)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE ( 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT SAINT MAURICE	BACT. ET SPORES SULFITO-RÉDU./100ML	15/11/2022	2 n/(100mL)
	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-MS	15/11/2022	13 n/(100mL)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	9	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	11	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 20. Secteur Solemont

### Unité de distribution SOLEMONT (025000708)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE / 0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE

Nombre de dépassement des références de qualité : 2

Installation	Paramètre	Date	Résultat
UDI : SOLEMONT	BACT. ET SPORES SULFITO-RÉDU./100ML	12/04/2022	9 n/(100mL)
Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : STATION DE SOLEMONT	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	11/07/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	5
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes :	100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	6
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :	100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).



## 21. Secteur Villars-sous-Dampjoux

### Unité de distribution VILLARS SOUS DAMPJOUX (025000818)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	6	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 22. Secteur Villars-sous-Écot

### Unité de distribution VILLARS SOUS ECOT VILLAGE (025000823)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) ÉQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des limites de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT VILLARS SOUS ECOT	TURBIDITÉ NÉPHÉLOMÉTRIQUE NFU	12/04/2022	1.6 NFU

Nombre de dépassement des références de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : TRAITEMENT VILLARS SOUS ECOT	EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE 0/1/2/3/4 (*)	11/10/2022	0

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	6	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	8	
Nombre de prélèvements non conformes :	1	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		87.50 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité bactériologique, conforme aux normes réglementaires. Un dépassement ponctuel de la limite de qualité a été observé pour un paramètre de physico-chimique (turbidité).

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 23. Secteur SIE d'Abbevillers

### Unité de distribution ABBEVILLERS (025000906)

#### Liste des dépassements des limites et références de qualité en 2022

(\*) EQUILIBRE CALCOCARBONIQUE (0 = EAU INCRUSTANTE / 1 = LÉGÈREMENT INCRUSTANTE / 2 = A L'ÉQUILIBRE / 3 = LÉGÈREMENT AGRESSIVE / 4 = EAU AGRESSIVE)

Nombre de dépassement des références de qualité : 1

Installation	Paramètre	Date	Résultat
TTP : STATION TRAITEMENT ABBEVILLERS	BACTÉRIES COLIFORMES /100ML-MS	11/07/2022	2 n/(100mL)

### Unité de distribution ABBEVILLERS (025000906)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	17
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes :	100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	20
Nombre de prélèvements non conformes :	0
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :	100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurales suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

## 24. Secteur SIE de l'Abbaye des 3 Rois – Bretigney

### Unité de distribution S ABBAYE DES TROIS ROIS (025000855)

#### Bilan global de la qualité des eaux distribuées en 2022

(uniquement par rapport aux valeurs limites de qualité)

##### Qualité bactériologique :

(Indicateur SISPEA P101.1)

Nombre de prélèvements :	13	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes :		100.00 %

##### Qualité physico-chimique :

(Indicateur SISPEA P102.1)

Nombre de prélèvements :	15	
Nombre de prélèvements non conformes :	0	
Proportion de prélèvements conformes (ne tient pas compte des dérogations) :		100.00 %

#### Conclusion sur la qualité de l'eau distribuée

Indicateur global de qualité	
A	A : Eau de bonne qualité
	B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées
	C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation
	D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

#### Conclusion sanitaire :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

#### Observations / recommandations techniques :

Eau de bonne qualité pour les paramètres mesurés, conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques en vigueur.

L'exploitant doit engager des mesures techniques pour garantir en permanence la qualité de l'eau distribuée (limites et références de qualité), au travers notamment des démarches structurelles suivantes : schéma directeur (SDAEP), plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) et plan interne de crise (PIC).

# H. NOTICE AUX MAIRES 2023 DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE



ÉDITION 2023

## L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

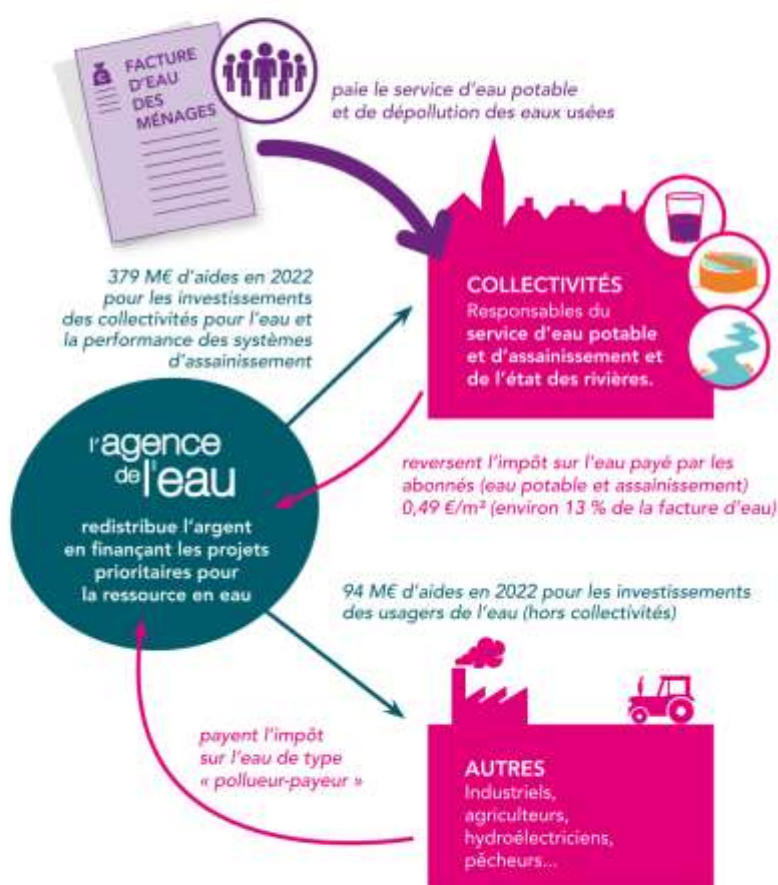
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse est de 3,87 € TTC/m<sup>3</sup> et de 4,30 € TTC/m<sup>3</sup> en France\*. Environ 13 % de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, spécialisé dans la protection de l'eau.

\*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sipea 2021.



**SAUVONS !  
L'EAU !**

# ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

## ► Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation...) permettent d'économiser 22,8 millions m<sup>3</sup>, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

## ► Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

## ► Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.

2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

## ► Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.

30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

## ► Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel. 5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.

L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

## ► Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

## L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

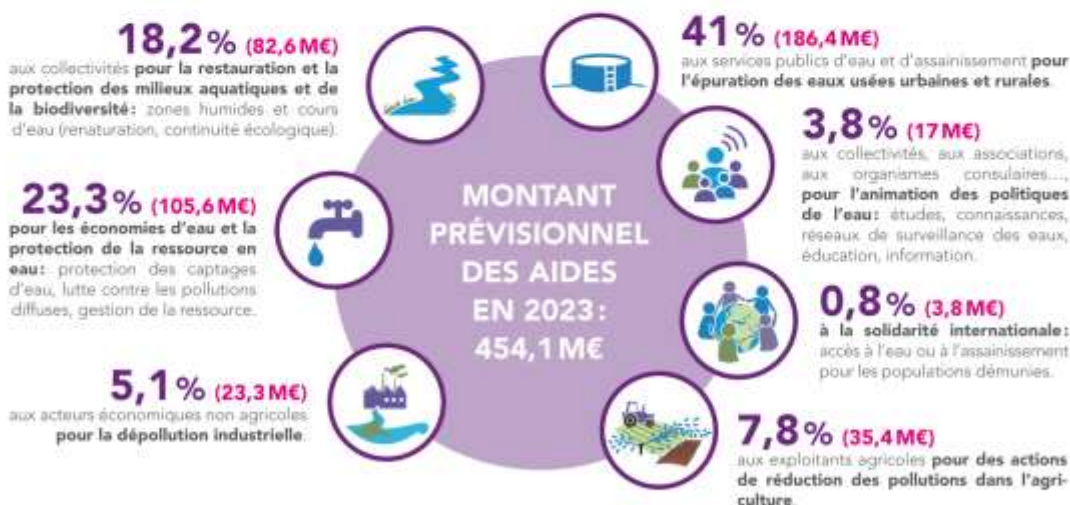
### 2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m<sup>3</sup>/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.



Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

### UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES



- **Solidarité envers les communes rurales:** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides** correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.

Découvrez le 11<sup>e</sup> programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur [www.eaurmc.fr](http://www.eaurmc.fr)

## QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau  
Données 2021



— Très bon  
— Bon  
— Moyen  
— Médiocre  
— Mauvais



Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau**, les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

**Le bassin de Corse** est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

### La qualité des rivières sur smartphone et tablette



Appli qualité rivière

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

#### Bassin Rhône-Méditerranée

- > 15,5 millions d'habitants
- > 20 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

#### Bassin de Corse

- > 330 000 habitants permanents
- > 3,4 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes

...highberg - 04 - mai 2023



AGENCE DE L'EAU  
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE  
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07  
Tél. : 04 72 71 26 00  
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

[@SauvonsLeau](#) | [@sauvonsleaufr](#)  
in Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse